



Les loups

Les loups, ces animaux qui ont longtemps été considérés comme des bêtes sauvages, sont en fait des animaux très sociaux. Ils vivent en meutes et chassent ensemble. Leur comportement est très complexe et leur intelligence est souvent sous-estimée. Les loups sont capables de reconnaître leurs congénères et même d'identifier des individus spécifiques au sein de leur meute. Leur communication est riche et variée, utilisant à la fois des vocalises et des gestes. Les loups sont également très sensibles à leur environnement et peuvent s'adapter à différents habitats. Leur rôle dans l'écosystème est important, car ils aident à réguler les populations de leurs proies. Malgré leur réputation, les loups sont en fait des animaux fascinants et méritent d'être mieux connus.

Le meilleur

Le meilleur, c'est ce qui est le plus bon, le plus agréable, le plus parfait. C'est un terme qui est souvent utilisé pour décrire quelque chose de très haut qualité. Le meilleur peut être une personne, un objet, une expérience, ou même une idée. C'est quelque chose qui nous inspire, qui nous motive, et qui nous fait sentir que nous sommes en train de vivre quelque chose de spécial. Le meilleur est ce qui nous rend heureux et qui nous donne un sens à notre existence. C'est ce qui nous fait avancer et qui nous aide à surmonter nos difficultés. Le meilleur est ce qui nous rend fiers et qui nous donne une fierté légitime. C'est ce qui nous fait sentir que nous sommes capables de plus que nous ne le pensons. Le meilleur est ce qui nous rend libres et qui nous donne le courage de suivre nos rêves. C'est ce qui nous fait sentir que nous sommes en train de vivre notre vie à fond et que nous sommes en train de réaliser notre potentiel. Le meilleur est ce qui nous rend éternels et qui nous donne une place dans l'histoire. C'est ce qui nous fait sentir que nous sommes importants et que nous comptons. Le meilleur est ce qui nous rend heureux et qui nous donne un sens à notre existence. C'est ce qui nous fait sentir que nous sommes en train de vivre quelque chose de spécial.

Le meilleur

Le meilleur, c'est ce qui est le plus bon, le plus agréable, le plus parfait. C'est un terme qui est souvent utilisé pour décrire quelque chose de très haut qualité. Le meilleur peut être une personne, un objet, une expérience, ou même une idée. C'est quelque chose qui nous inspire, qui nous motive, et qui nous fait sentir que nous sommes en train de vivre quelque chose de spécial. Le meilleur est ce qui nous rend heureux et qui nous donne un sens à notre existence. C'est ce qui nous fait sentir que nous sommes en train de vivre quelque chose de spécial.

SCIENCE PO

SCIENCE PO, c'est une école prestigieuse qui forme des étudiants à la recherche et à l'enseignement. Elle est connue pour son excellence académique et son engagement envers la recherche scientifique. Les étudiants de Science PO sont encouragés à explorer de nouvelles idées et à remettre en question les connaissances établies. L'école offre un environnement stimulant où les étudiants peuvent travailler avec des professeurs expérimentés et participer à des projets de recherche innovants. Science PO est également connue pour son ouverture d'esprit et son respect de la diversité. Elle accueille des étudiants de toutes les nationalités et encourage l'échange culturel et académique. Science PO est une école qui se distingue par son excellence et son engagement envers la recherche et l'enseignement. Elle est une école qui forme des leaders et des innovateurs. Science PO est une école qui se distingue par son excellence et son engagement envers la recherche et l'enseignement.

L'échec de M. Thatcher

MAUVAISE nouvelle pour M. Thatcher : l'inflation britannique a atteint 9,4 % en avril, son plus haut niveau depuis huit ans. Ce chiffre place la Grande-Bretagne parmi les mauvais élèves de la communauté internationale. Voisin des 10,1 % dont avait hérité le « Dame de fer » lors de son arrivée au pouvoir en 1979, il devrait rester proche des 10 % est été, d'après la Banque d'Angleterre, le retour du démon inflationniste traduit l'échec de la politique économique de M. Thatcher.

Les marchés financiers ont certes réagi avec sérénité à la nouvelle. Une inflation plus forte avait été anticipée. Le chancelier de l'Échiquier, M. John Major, a insisté sur le rôle qu'avaient joué à ce sujet le prix du pétrole et le coût local qui a pris effet au 1^{er} avril ainsi que les hausses des taxes sur l'alcool, le tabac et l'essence.

L'INFLATION britannique apparaît comme le signe d'un échec total de la politique économique thatcherienne. La Grande-Bretagne fait certes mieux que le Chili et le Portugal, mais réalise le plus mauvais performance des sept plus grands pays industrialisés (4,7 % en moyenne en avril) et ses résultats sont parmi les plus décevants au sein de la CEE (5,3 % en moyenne).

Comme le rappelle à y a quelques jours le « Financial Times », François Mitterrand, le « monétaire », a nettement mieux réussi dans sa lutte anti-inflationniste (le rythme annuel français devrait être de 3,2 % à la fin avril) que M. Thatcher. Contrairement au président français, celle-ci n'a pas réussi à casser la spirale prix-salaires. Les derniers accords salariaux signés outre-Manche traduisent la poursuite de cette course entre prix et revenus. Plusieurs professions ont déjà obtenu des hausses de salaires supérieures à 10 %, car les entreprises doivent souvent accepter de telles concessions en raison de la pénurie persistante de main-d'œuvre qualifiée.

S'il l'inflation devait se maintenir, elle pourrait remettre en question ce qui apparaît comme l'un des succès de la « Dame de Fer » : l'emploi. Le nombre des chômeurs est tombé de 3,1 millions en juillet 1986 à 1,6 million aujourd'hui. La course entre les salaires et les prix pourraient remettre en cause cet acquis.

Au-delà, l'inflation britannique constitue un obstacle à l'intégration européenne. La condition principale à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le mécanisme de change du SME est que le taux d'inflation britannique soit comparable à la moyenne de celui de ses partenaires européens. M. Major s'est voulu confiant, affirmant que le mauvais résultat d'avril ne compromettrait pas les chances d'une adhésion proche. Il a malheureusement tort.

M 0146 - 5148 - 6,00 F

Quatre « skinheads » interpellés après les profanations de Carpentras

Nombreuses manifestations de solidarité avec la communauté juive de France

Quatre « skinheads » étaient en garde à vue, samedi matin 12 mai, à Avignon, dans le cadre de l'enquête sur la profanation du cimetière juif de Carpentras.

Cette profanation a suscité un vaste mouvement de solidarité avec la communauté juive et l'inquiétude devant un éventuel réveil de l'antisémitisme en France. Une cérémonie religieuse était prévue, dimanche, à Carpentras.

Les responsables de la communauté juive ont appelé, en outre, pour le lundi 14 mai, à Paris, à une manifestation silencieuse, à 18 h 30 à la République. Les partis de gauche ont décidé de s'y associer.



TU AS VU UN PEU TOUT CE PATAGÈS POUR DES DÉGÂTS CAUSÉS PAR UN BON GROS ORAGE !

■ A Carpentras, colère dans un lieu de paix.
■ A Paris, émotion à la synagogue de la rue de la Victoire.
■ Les réactions en France et à l'étranger
pages 7 et 8

Il y a une semaine, la droite parlementaire, sous la pression du Front national, s'opposait à l'aggravation des sanctions contre le racisme, déposait une motion de censure pour rejeter sur le gouvernement la responsabilité de l'arnaise des fausses factures et décidait de ne pas participer à la table ronde qu'elle avait elle-même demandée sur l'immigration. L'agression antisémite de Carpentras incite, à présent, certains res-

ponsables de l'UDF à estimer qu'il vaudrait peut-être mieux aller à Maignon le 16 mai. Face à M. Le Pen, à ce qu'il révèle et à ce qu'il produit, la droite tourne en rond. La gauche, partagée entre la dénonciation du fascisme et la tentation de prendre au sérieux le déficit d'« identité nationale » dont le lepénisme serait le symptôme, ne voit guère mieux. Pour pathologique et marginale qu'elle soit, l'affaire de Carpentras n'en

montre pas moins qu'on ne laisse pas impunément s'exprimer, de façon plus ou moins voilée, les haines et les fantasmes que véhicule l'extrême droite. S'affirmant victime d'une « provocation », le président du Front national a omis, comme d'habitude, de dénoncer ceux qui, dans les rangs de son propre mouvement, encouragent la résurrection de l'antisémitisme.
PATRICK JARREAU
Lire la suite page 8

Du reaganisme au réalisme

M. George Bush envisage de relever les impôts pour réduire le déficit

Il abandonne ainsi un credo de son prédécesseur

NEW-YORK
de notre correspondant

Dans certains domaines, M. George Bush a des idées bien arrêtées. Et il ne se soucie guère des conséquences quand il a décidé d'affirmer sa volonté. Ainsi, le président des États-Unis, qui a une sainte horreur des brocolis, a récemment interdit qu'on lui serve dorénavant ce légume à bord de son avion personnel.

Au risque de mécontenter gravement les producteurs californiens. En revanche, en politique étrangère et surtout en économie, « M. Consensus », ainsi que l'ont rapidement baptisé certains commenta-

teurs quelques mois après son entrée à la Maison Blanche, fait preuve d'un réalisme qui, à défaut de satisfaire l'aile droite du Parti républicain, lui vaut l'estime de ses concitoyens.

Un an après s'être installé dans le fauteuil présidentiel, le 20 janvier 1989, son action était encore favorablement accueillie par 76 % des personnes interrogées contre 49 % à la même époque pour son prédécesseur, pourtant considéré comme un expert en matière de communication. Il est vrai que ce sondage était réalisé après le succès de l'intervention des marines à Panama.

SERGE MARTI
Lire la suite page 13

L'Egypte aux deux islams

Des incidents meurtriers au Fayoum ont montré la détermination des autorités à sévir

Mais la rigueur religieuse gagne, ailleurs, du terrain

FAYOUM (Egypte)
de notre envoyé spécial

Dans un champ en friche, une douzaine d'enfants jouent avec des « dabbours » (guêpes), ces petits cerfs-volants faits d'une feuille de papier pliée. La brise soufflant du lac Qaroun gonfle le papier qui s'élève en zigzaguant. Kahk Bahari, ce petit village de pêcheurs perdu au fond de l'oasis du Fayoum (à 100 km au sud-ouest du Caire), avec ses barques bleues couchées devant des maisons d'un étage en pisé ou en brique nue et ses femmes vêtues de longues robes aux couleurs criardes allant à la fontaine remplir des dames-jeannes de plastique, évoque paix et pauvreté.

Pourtant, c'est là, aux abords de cette même fontaine qu'une bataille rangée a eu lieu la semaine dernière. Les balles des forces de l'ordre ont fait seize morts et cinq blessés dans le camp des intégristes musulmans qui s'étaient retranchés dans le village (le Monde du 3 mai). Mais la tuerie n'a pas transformé Kahk en village endeuillé. Au « raïre, le omra (maire), qui avait perdu sa autorité quand les extrémistes faisaient la loi, ne cache pas sa satisfaction. Kl. le drapeau foncé, a été purgé de tous les symboles. Un des intégristes ; ils ont été remis à l'école tandis que des jeunes ont rasé leur barbe, signe distinctif des islamistes.

ALEXANDRE BUCCIANI
Lire la suite page 3

NOCTURNE
JUSQU'À
MINUIT
VEND. 18 MAI

HAUSSMAN ITALIA NATION
PARLY VELIZY

FÊTE DU
PRINTEMPS

L'inquiétude des maires et le plan de M. Rocard

Le coût de la sécheresse

La sécheresse qui se prolonge pour la deuxième année consécutive inquiète de plus en plus les maires, responsables de l'approvisionnement en eau de leur commune.

Réunis à Paris pour les premières « journées nationales de l'eau », les 10 et 11 mai, plus de mille cinq cents d'entre eux ont plaidé pour une solidarité nationale qui permettrait, notamment aux communes rurales, de faire face à leurs obligations, alors même qu'elles distri-

buent une eau plus chère (27 % en moyenne) et sont les premières victimes de la pénurie.

En concluant ces journées, auxquelles ont en outre participé cinq membres du gouvernement (MM. Baylet, Lalonde, Mellick, Nallet et Sarre) et M. Jacques Chirac, le premier ministre, M. Michel Rocard, a précisé les mesures de son plan d'action contre la sécheresse et a laissé prévoir une augmentation des prix de l'eau au robinet.

Lire page 8 l'article de ROGER CANS

هكذا من الأصل

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F.
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037
Renseignements sur les microfilms
et bandes du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-60-32-90

Tar	FRANCE	BELGIUM	ALLEMAGNE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	364 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	727 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 300 F	2 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ-VOUS CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements :
tél. : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie. 011 M2001

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication.
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1983)
Jacques Fauvet (1983-1985)
André Laurens (1985-1986)
Administrateur général :
Bernard Wauters
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappet
Jacques Amarlio
Jean-Marie Colombani
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

DATES

Il y a cinquante ans

Le bombardement de Rotterdam

Le bombardement de Rotterdam, le 14 mai 1940, a-t-il fait 1 147 victimes, comme l'avance avec précision le journaliste qui vient de publier *Rotterdam a été trahi*, ou « environ 900 victimes », comme l'affirment jusqu'à présent les livres d'histoire, avec plus de distance ? Dérisoire comptabilité ! Le pilonnage de la ville portuaire par les bombardiers de la Luftwaffe s'est soldé par un carnage.

A lui seul, il a coûté la vie à un tiers des quelque 3 000 civils tombés pendant les quatre jours de l'invasion des Pays-Bas par les troupes du Führer — une offensive dont ce bombardement a constitué à la fois le point d'orgue et le point final : la capitulation néerlandaise fut signée le 15 mai, à 9 h 15.

Vingt et une heures plus tôt, 90 avions du type Heinkel 111 décollaient de plusieurs bases aériennes, à Brême et en Westphalie, aux alentours de midi. Une heure et demie plus tard, ils étaient au-dessus de Rotterdam. Ils devaient la survoler pendant dix minutes : six cents secondes qui « durèrent un siècle » pour ceux qui les subirent.

Un déluge de fer et de feu s'abat sur la ville, dans le vacarme macabre des bombardiers qui vomissent leurs munitions : 97 tonnes de bombes sont lâchées sur une superficie de 260 hectares. Rotterdam s'embrase. Elle brûle sans rémission jusqu'à la tombée de la nuit. Le centre ville n'est plus qu'un tapis de braises rougeoyantes. Avec le jour se lève un violent vent d'est qui attise les brasiers à peine étouffés. Des pompiers volontaires accourent d'Amsterdam pour sauver ce qui peut encore l'être, de même que des soldats du feu... de la Ruhr, dépêchés pour combattre le sinistre. L'ampleur de celui-ci est encore attestée par le nombre des sans-abri : 78 000.

Une action de terreur ?

Un film de la propagande allemande commente ainsi les images de Rotterdam en feu : « La clique gouvernementale néerlandaise est responsable. Au service de la ploutocratie britannique, elle a appelé son peuple à une vaine résistance avant de fuir elle-même à Londres, abandonnant le pays à son sort. Le glaive allemand devait irrémédiablement tomber afin de déjouer à temps les plans d'attaque anglais. » La destruction de Rotterdam et, dans la foulée, la capitulation des Pays-Bas semblent ainsi refermer une boucle : c'est en invoquant la menace d'une « invasion de la Ruhr par la France et la Grande-Bretagne, via la Belgique et la Hollande » qu'Adolf Hitler avait adressé, le 10 mai, une lettre ouverte à ses soldats du front Ouest, leur demandant de « faire leur devoir ».

Malgré ces « explications », le bombardement de Rotterdam place toujours les historiens néerlandais de la seconde guerre mondiale devant un mystère : pourquoi ? A quel besoin stratégique cette action était-elle censée répondre ? En quoi le martyre de la cité portuaire était-il indispensable au Reich ?

A ces questions, certains répondent en expliquant que, sept mois après Varsovie et six mois avant Coventry, Rotterdam a été la cible d'un « bombardement de terreur », en l'occurrence destiné à faire un nombre aussi élevé que possible de victimes civiles afin de faire plier les autorités d'un pays qui opposait à la volonté hégémonique de l'Allemagne une résistance plus vive que prévu. Mais d'autres font valoir que, le 14 mai, 13 000 soldats néerlandais étaient stationnés à Rotterdam, que celle-ci était non seulement fortement défendue mais aussi n'avait pas été évacuée et que son bombardement aurait pu ne pas avoir lieu si des problèmes de communication n'étaient pas apparus en dernière minute dans le camp nazi ! Une... « bavure », en somme.

Cette polémique — feutrée — est lourde de sens : elle met en jeu l'image que les Pays-Bas ont d'eux-mêmes pendant les événements de mai 1940, le bombardement de Rotterdam faisant fonction d'un prisme. La thèse d'une action de terreur de la Luftwaffe renvoie à l'idée, née pendant le conflit, d'un petit pays neutre attaqué par surprise par un ennemi surprenant ne reculant devant aucune infamie. Défendue par l'historien Lou de Jong, auteur d'une anthologie de référence sur les Pays-Bas dans la seconde guerre mondiale, cette interprétation est qualifiée de « simplification à la fois dramatique et romantique » par Piet Kamphuis et

Herman Amersfoort, deux chercheurs peu suspects de parti pris iconoclaste : ils sont respectivement responsable et collaborateur de la section d'histoire militaire de l'armée de terre royale des Pays-Bas.

Remettant en cause un certain nombre d'idées établies, ils affirment que le bombardement de Rotterdam n'était pas indispensable à la conquête des Pays-Bas, qu'il n'a pas été le facteur déterminant de leur capitulation, et que les conditions dans lesquelles il a été décidé ne sont pas encore éclaircies.

Il semble acquis que le Reich n'envisageait pas, initialement, d'envahir intégralement son petit voisin qui, tout en pré-mobilisant ses forces armées (28 août 1939), avait exprimé sa volonté de rester neutre en accordant autant de soin à la protection de sa frontière à l'est qu'à celle de ses côtes, à l'ouest. Les Allemands prévoyaient seule-

ment de « traverser » les provinces méridionales du Limbourg et du Brabant avant de marcher, via la Belgique, sur Paris. Mais après l'attaque de la Pologne, Hitler se mit à craindre que les Anglais n'établissent une tête de pont continentale pour organiser leur contre-offensive depuis les Pays-Bas. L'invasion et l'occupation de ces derniers furent alors décidées.

Une « cinquième colonne »

Mais quand ces derniers attaquaient-ils, et passeraient-ils d'ailleurs vraiment à l'action ? Au début de 1940, les autorités néerlandaises en doutaient toujours. Le 10 janvier, un avion allemand en difficulté avait atterri en catastrophe à Maasmechelen, en Belgique, et l'on avait récupéré dans les débris de l'appareil des documents sur le plan Fall Gelb ! « Guerre des nerfs », avait conclu péremptoirement le général Reijnders, prédécesseur du général Winkelman. Il

La facilité avec laquelle ces derniers parviendront à se rendre maîtres d'une partie de la ville sera très vite mise sur le compte d'une « cinquième colonne » et d'un nombre indéterminé de sympathisants du Mouvement national socialiste (NSB, néerlandais) qui auraient « trahi » la cité portuaire, en cachant des armes et en appuyant les envahisseurs. L'existence de cette cinquième colonne n'a jamais été prouvée de façon irréfutable mais continue de hanter les esprits.

Au soir du 10 mai, les deux aéroports proches de La Haye ont été reconquis de haute lutte, et la défense anti-aérienne a généralement bien fonctionné : elle a abattu plus de cinq cents avions de la Luftwaffe. Mais les renforts alliés tardent à s'organiser. Les Anglais n'ont pas de troupes disponibles. Quant aux Français, ils sont à peine entrés en action qu'une partie importante des combattants doit, sous la conduite du général Gamelin, partir livrer la bataille des Ardennes. Simultanément, les soldats allemands commencent à percer les lignes de défense néerlandaises malgré la résistance héroïque qui leur est opposée, au moins au nord et au nord-ouest.

Dès le 11 mai, l'envahisseur a la voie libre dans le Brabant et monte vers Rotterdam. La situation est si périlleuse que la princesse Juliana, alors prétendante au trône, et sa famille quittent La Haye pour Londres le 12 mai. La reine Wilhelmine et le gouvernement émigrent le lendemain, laissant les pleins pouvoirs au général Winkelman.

Bavure ?

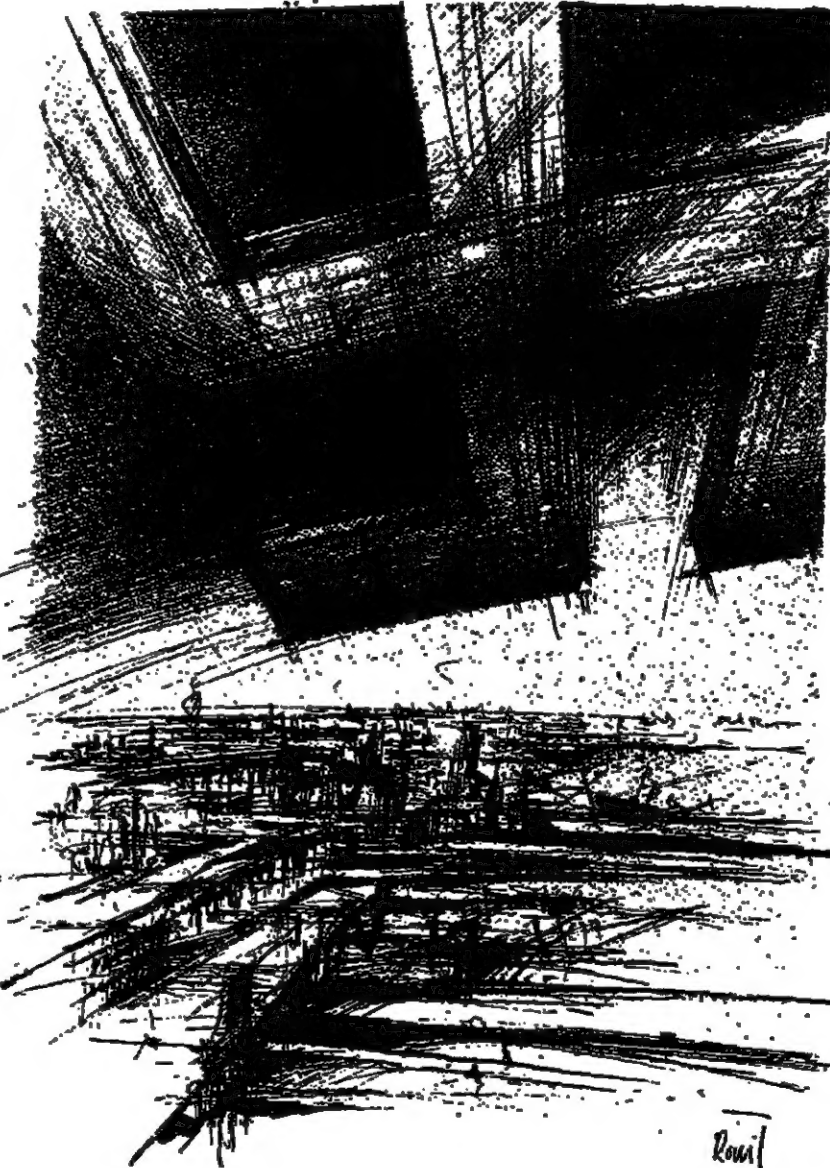
C'est lui qui, le 14 mai au matin, prend la décision de « défendre Rotterdam jusqu'au bout ». A 10 h 30, le commandant de la place, le colonel Scharroo, et les autorités municipales reçoivent un ultimatum : « Rendez-vous ou la ville sera complètement détruite ».

Mais le télégramme est simplement signé : « le commandant des troupes allemandes », sans indication de nom et sans paraphe. A midi, le colonel Scharroo demande par écrit à son correspondant qu'il lui renvoie une autre lettre, mentionnant son rang, son nom et portant sa signature. Le soir de Rotterdam n'oppose, en vain, à cette démarche dilatoire, il pressent le pire. De fait, à l'instant où le commandant en chef des troupes allemandes, le général Schmidt, reçoit la requête du colonel Scharroo, 90 avions du type Heinkel 111 décollent de plusieurs bases aériennes, à Brême et en Westphalie, emportant 97 tonnes de bombes.

Si bien que lorsque le général Schmidt, prêt à satisfaire les demandes néerlandaises et convaincu que son second ultimatum sera accepté, demande le report de l'opération... il est trop tard. Mais ses supérieurs lui font savoir qu'au cas où Rotterdam se rendrait il pourrait prévenir les pilotes des bombardiers en tirant des balles traçantes de couleur rouge. Le général Schmidt devait suivre ces instructions. Mais le commandant d'une des escadrilles composant l'expédition punitive sur Rotterdam n'aperçut pas ces balles traçantes, ou ne comprit pas leur signification.

Bombardement de terreur, ou bavure ? « Les Allemands étaient en retard sur leur schéma de conquête et voulaient forcer la décision pour briser la résistance néerlandaise », estime une publication de l'Institut de documentation sur la guerre, « Les Allemands n'avaient pas de retard. Le seul chez qui la hâte jouait un rôle était Goering, commandant en chef de la Luftwaffe, mais l'on ignore de quel poids il a pesé sur la décision de bombarder Rotterdam », affirment pour leur part les chercheurs de la section d'histoire militaire de l'armée de terre néerlandaise. Et d'ajouter : « Comme si le bombardement de Rotterdam était le seul moyen de faire plier les Pays-Bas ! La guerre était alors déjà perdue. »

CHRISTIAN CHARTIER



ment de « traverser » les provinces méridionales du Limbourg et du Brabant avant de marcher, via la Belgique, sur Paris. Mais après l'attaque de la Pologne, Hitler se mit à craindre que les Anglais n'établissent une tête de pont continentale pour organiser leur contre-offensive depuis les Pays-Bas. L'invasion et l'occupation de ces derniers furent alors décidées.

Sous le nom de code Fall Gelb (cas jaune), le plan d'attaque prévoyait l'ouverture de cinq fronts répartis autour du Vesting Holland (Forteresse Hollandaise), délimités par le Rhin et la Meuse au sud et le lac d'IJssel au nord, et englobant les régions de Rotterdam, La Haye, Amsterdam et Utrecht, soit le cœur des Pays-Bas. C'est précisément sur la protection de cette zone qu'était axée la stratégie dite de défense statique définie par le général Winkelman, nommé commandant en chef de l'armée de terre et de la marine

est vrai que l'attaché militaire néerlandais à Berlin, renseigné par un officier de l'Abwehr, avait déjà alerté son gouvernement de l'imminence de l'invasion allemande... chaque fois reportée. Aussi ne fut-il guère cra lorsqu'il prévint, au lendemain de l'entrée des Nazis au Danemark et en Norvège, que l'heure des Pays-Bas allait sonner.

Lorsqu'à l'aube du 10 mai, les troupes allemandes violent la frontière, mal protégée, elles avancent vers des soldats mal préparés, qui se replient dans le désordre. La situation n'est guère meilleure dans l'ouest du pays où, en l'espace de quelques heures, trois aéroports, dont deux aux environs de La Haye, tombent aux mains des parachutistes ennemis. Des soldats aéroportés s'attaquent aussi aux ponts d'accès à Rotterdam, où des hydravions déposent, non loin du centre ville, cent vingt fantassins.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

PETRE ROMAN
PREMIER MINISTRE ROUMAIN

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Jacques AMALRIC (Le Monde)
Pierre-Marie CHRISTIN
et Alain HAMON (RTL)

sur
RTL

ÉTRANGER

URSS : reprise de l'examen des réformes

Pas de thérapie de choc sur l'économie soviétique

C'est finalement dans huit jours, lundi 21 mai, que le gouvernement soviétique présentera aux députés du soviet suprême ses propositions de mesures visant au passage de l'URSS à une économie de marché planifiée.

MOSCOU

de notre correspondant

Le conseil présidentiel devait avoir approuvé, la semaine prochaine, l'ensemble de ces propositions et leur mise en œuvre devant le parlement, la réalisation des réformes économiques devant ainsi devenir réalité. Annoncée à la mi-mars par M. Gorbatchev puis repoussée sine die, il y a un mois, cette radicalisation s'annonce cependant très prudente dans ses rythmes.

Sur le fond, les objectifs n'ont pas changé. Il s'agit toujours de procéder à la « démonopolisation » de l'économie, d'épurer la masse des liquidités en permettant l'achat d'actions, de terres et de biens immobiliers, d'ouvrir le marché soviétique aux investissements étrangers - bref de passer à ce que la presse réformatrice appelle désormais une « économie normale » ou « l'économie » tout court.

La loi d'infériorité est en revanche extrêmement sensible à ces sur les délais dans lesquels devrait s'opérer cette transition. Là où l'on parlait hier d'une nécessité de sauter le pas d'urgence et de ne plus craindre une thérapie de choc, on s'attache en effet aujourd'hui à éviter un trop grand traumatisme social, à

insister sur le besoin de temps et à faire valoir que c'est toute la politique de réforme qui pourrait être victime d'une hâte excessive.

Vendredi soir, le journal télévisé montrait ainsi M. Gorbatchev en tournée dans les entreprises de Moscou où il a longuement expliqué que le « passage au marché se ferait pas à pas » et que « la complète révision du système des prix de gros et détail serait discutée » avec l'ensemble des salariés. Après son voyage de la fin avril à Syrdlovsk, c'est la deuxième fois que le président soviétique s'essaye à ce travail de pédagogie de masse.

« Y aura-t-il du chômage ? », lui a demandé vendredi une ouvrière. Oui, mais « temporaire » a-t-il

répondu en disant qu'il existait déjà une chômage caché et que l'Etat devait maintenant prévoir des « mécanismes d'allocation et de requalification ». Les visages des ouvriers qui l'écoataient étaient attentifs, tendus, mais pas hostiles. A en croire un sondage qui vient de publier les *Nouvelles de Moscou*, 69 % des habitants de la capitale considèrent que le passage à l'économie de marché devrait affecter en mai la situation des ouvriers mais, 56 % de ces mêmes Moscovites considèrent aussi qu'il faut « immédiatement » amorcer ce passage. Ce sondage en recoupe de nombreux autres. L'anxiété sociale est extrême, mais l'idée qu'il faille rapidement sortir de l'actuelle économie sovié-

que est admise par une opinion publique très bien placée pour en connaître l'absolue faillite. Partagés entre l'intelligence de la situation et des craintes on ne peut plus justifiées, les Soviétiques veulent ainsi à la fois des réformes tangibles et des garanties rassurantes.

A défaut de l'impossible, ils auront du temps pour s'habituer un peu plus à l'inductibilité des nouveaux sacrifices qui les attendent. Vendredi soir, les *Izvestia* annonçaient en première page près de trois millions de chômeurs pour l'année prochaine en faveur desquels est prévu un complexe et modeste système d'indemnités.

BERNARD GUETTA

Premier « sommet » balte à Tallin

Les présidents d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie étaient réunis, samedi 12 mai, dans la capitale estonienne, Tallin, pour le « premier sommet balte depuis un demi-siècle », dans le but de mettre fin au combat en ordre dispersé que ces républiques mènent contre Moscou, maintenant que toutes trois ont voté une déclaration d'indépendance.

Il s'agissait de faire revivre le Conseil des Etats baltes, créé en 1934 alors que ces Républiques étaient indépendantes, a indiqué un porte-parole du Parlement letton. Les trois Républiques, a précisé M. Raul Mälik, devaient aussi demander leur participation à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

(CSCE), une des voies possibles pour amener la communauté internationale à soutenir leur combat. Un projet de lettre commune aux présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev affirmait en outre que « les trois Républiques baltes tendent vers l'indépendance » et qu'elles sont « les trois seuls Etats en Europe qui ont perdu leur indépendance à la suite de la deuxième guerre mondiale et ne l'ont pas retrouvée ». Les récentes déclarations d'indépendance de la Lettonie et de l'Estonie ont rapproché ces deux Républiques du « franc-tireur » lituanien qui a voté la semaine dernière, dès le 11 mars et dont l'indépendance pourrait, moyennant quelques compromis, être briebe. C'est,

rappelle-t-on, aux seuls Estoniens et Lettons, handicapés par la présence d'une forte communauté russe sur leur territoire, que le Kremlin a jusqu'ici proposé un « statut spécial » au sein de la fédération renouvelée souhaitée par M. Gorbatchev. Le premier ministre d'Estonie, M. Edgar Savisaar, a en vendredi à Moscou des entretiens - les premiers du genre depuis le début de la crise - avec le ministre de la défense, le maréchal Dmitri Iazov, et celui de l'intérieur, M. Vadim Bakatine. Le « sommet » balte avait été reporté d'une journée en raison de ces rencontres. - (AFP, Reuters, AP)

ROUMANIE

Les nationaux-paysans quittent le Conseil provisoire d'union nationale

Les représentants du Parti national-paysan (PNP) se sont retirés vendredi 11 mai du Conseil provisoire d'union nationale (CPUN), qui, au cours de sa dernière séance avant les élections du 20 mai, a d'autre part, refusé de tenir une session extraordinaire pour examiner la situation politique dans le pays.

Le PNP (centre-droit) veut ainsi protester contre la réponse « injuste et arrogante » du président intérimaire roumain, M. Ion Iliescu, à une demande de report de la date des élections. Le candidat du Front de salut national (FSN) avait qualifié cette demande de « ultimatum insolent ».

Au cours des débats, le CPUN a voté contre la tenue d'une session extraordinaire qui aurait été consacrée à la situation politique et à la manifestation des contestataires qui occupent la place de l'Université à Bucarest depuis dix-neuf jours. Deux de ses membres ont alors quitté la salle : M. Ticu Dumitrescu, président de l'Association des anciens prisonniers politiques, et M. Gabriel Andreescu, indépendant et membre de la délégation de l'Alliance nationale pour la proclamation de Timisoara, qui devait en principe rencontrer, samedi 12 mai, le président Iliescu.

L'agence officielle Rompres a par ailleurs rapporté que M. Ion Ratiu, candidat du PNP à l'élection présidentielle, avait été agressé vendredi 11 mai lors de sa tournée électorale dans l'ouest du pays. Agé de soixante-deux ans, M. Ratiu a également été empêché de parler à Oradea, à une dizaine de kilomètres de Baile Felix, par

des manifestants. D'autres sources contactées sur place affirment que les incidents ont été violents et que des sympathisants de M. Ratiu ont été battus.

Par ailleurs, selon le quotidien *Libération* de samedi 12 mai, l'écrivain Dan Petrescu, vice-ministre de la culture, a annoncé sa démission du gouvernement. Dans un article publié vendredi dernier dans l'hebdomadaire *Romania Literara*, il avait critiqué « l'arrogance et l'intolérance » du tandem Ion Iliescu-Petre Roman et tourné en ridicule la campagne électorale menée par le Front de salut national. Il attaquait également l'une des institutions les plus secrètes de Roumanie, la « Gospadaria de Parit » - sorte d'intendance du Parti, qui était chargée, sous Ceausescu, de gérer les intérêts matériels de la nomenklatura. Selon Dan Petrescu, cette institution n'a pas été dissoute, et l'écrivain affirme que « Petre Roman s'appuie sur elle, alors qu'il s'agit d'une véritable mafia ».

POLOGNE : fin des grèves d'étudiants. - Le gouvernement polonais a pu mettre fin, vendredi 11 mai, aux grèves étudiantes commencées mardi, en promettant de revoir son projet d'études partiellement payantes. Lech Walasa avait condamné ce mouvement, alors qu'il avait appuyé une grève jeudi des ouvriers des chantiers navals de Gdansk. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

L'Egypte aux deux islams

Suite de la première page

Les forces de l'ordre qui se sont retirées du village gardent toutefois un œil vigilant grâce aux makhberas (auxiliaires de police) dissimulés sur le chemin de terre battue menant à Kahk. A la moindre alerte, ils avertissent l'Ichouay, le chef-lieu de la région. C'est en effet dans cette ville de quelque deux cent mille habitants que sont massés les renforts. Quatre canons bourrés de conscripts des brigades anti-émeutes sont gardés en permanence devant la direction de la sécurité d'Ichouay. Des patrouilles quadrillent la région et dressent des barrières volantes.

Dans un café d'Ichouay, deux policiers originaires de la région discutent avec deux paysans en jouant aux dominos. « Ils finiront par se rendre », affirme un policier vêtu de kaki. Le paysan qui machoune un concombre n'est pas d'accord. « Ces gosses tuent ou sont tués. Seule la force brutale permettra d'en venir à bout ».

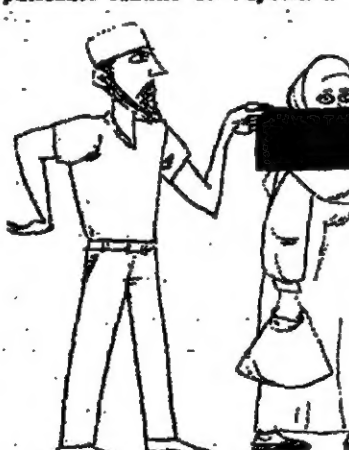
Les intégristes ne sont pas en odeur de sainteté chez les fellahs de Fayoum. Ils viennent remettre en question l'ordre établi. Avec les « barbus », c'est la révolution. Les jeunes donnent des ordres aux vieux, les us et coutumes sont remis en question. Pire, les islamistes perçoivent une dime, souvent plus élevée que les taxes.

La province du Fayoum est devenue un fief intégriste depuis près de deux ans. Toutefois, les travaux d'approvisionnement ont commencé depuis une quinzaine d'années avec le cheikh Omar Abdel Rahman, devenu une figure de proue. Il a trouvé dans cette oasis un terrain favorable à ses idées extrémistes.

Le Fayoum était un des grands exportateurs de main-d'œuvre égyptienne vers les pays arabes et a été fortement touché, depuis un an, par une récession due au retour massif des travailleurs égyptiens d'Irak. Le chômage est donc venu s'ajouter à la faiblesse de création d'emplois. Les plus frappés par cette situation ne sont pas les fellahs, qui trouvent du travail même éphémère, comme journaliers. Ce sont les milliers de jeunes qui ont fait des études scolaires ou universitaires. Autant de recrues potentielles pour les organisations extrémistes musulmanes qui foi-

sonnent aujourd'hui dans le Fayoum.

Le nombre de ces organisations est tel qu'elles ont commencé depuis deux ans à se faire concurrence. Chawki El Cheikh, un disciple d'Omar Abdel Rahman, a fait dissidence du Djihad à cette époque. Le jeune ingénieur issu d'une puissante famille du Fayoum a



formé sa propre organisation, encore plus extrémiste que celle d'Omar Abdel Rahman, surnommée « Al Chawkiya » par les habitants de la région et « le nouveau Djihad » par la police. Les estimations sur les effectifs de son organisation vont de plusieurs centaines à plusieurs milliers.

« Des symboles de la société corrompue »

Chawki a commencé à répandre son appel à l'instauration d'une société identique à celle existant du temps du Prophète - il y a quatorze siècles - grâce à des cassettes qui étaient en vente libre. Dans ses prêches inspirés de certains grands prédicateurs saoudiens, Chawki s'enflammait contre « l'Etat impie » et la société qui « favorise le libertinage de la femme » et il terminait par des sanglots auxquels faisait écho un chœur de pleureuses. Il est ensuite passé à l'action. Ce sont les « Chawkiya » qui, au cours des derniers mois, ont perpétré une série d'attentats qui ont fait plusieurs morts, dont deux policiers, et des dizaines de blessés dans le Fayoum.

Les cibles de Chawki étaient non

seulement « les symboles de la société corrompue » mais aussi les coptes. A Sonoras, une ville de quelques dizaines de milliers d'habitants, plusieurs de ces chrétiens ont été les victimes d'agressions à la suite d'une rumeur selon laquelle un épier - copte - avait violé une fille musulmane.

Dans les écoles de la ville, les enseignants, sympathisants de Chawki, ont procédé à un lavage de cerveau des écoliers, leur inculquant que « les chrétiens sont des incroyants ». Résultat, les écoliers coptes sont mis en quarantaine et ne veulent souvent pas aller en



classe de crainte de quolibets. Même dans leurs jeux, les enfants ont transposé les préceptes de leurs professeurs islamistes. Ils ne jouent plus aux gendarmes et aux voleurs mais à « musulmans et coptes ».

Le même scénario, à quelques différences près, s'est déroulé à Abou Korkas, dans la province de Minieh, en Haute-Egypte, où un autre groupe d'intégristes s'en est pris aux coptes (le *Monde* du 17 mars). La cause est toujours la même : des rumeurs selon lesquelles des « croisés » ont violé ou couché avec des musulmanes. La contagion a touché Assiout, où un tract anti-chrétien signé des Jamat islamaya (groupements islamiques) a été récemment distribué. Des chrétiens y sont accusés d'avoir filmé en vidéo leurs orgies avec des musulmanes et sont traités de « cochons qui, bientôt, auront à rendre des comptes ».

Toutefois, la violence de la réaction de la police à Kahk semble avoir imposé une accalmie. Les intégristes ont adopté depuis un profil bas. En effet, Chawki et une vingtaine de membres de son organisation, armés généralement de pétroliers, ont été tués par les forces de l'ordre. Mais rien ne

prouve que la fièvre ne montera pas à nouveau.

Dans les grandes villes et notamment au Caire, la situation est différente. Les intégristes sont marginaux. En revanche, les islamistes plus modérés - en ce sens qu'ils ne pensent pas que la violence est le seul moyen d'appliquer la charia - voient leur influence croître. Pendant le ramadan, et pour la première fois, les restaurants de Guiza, de Port-Saïd et de plusieurs autres villes d'Egypte ont été fermés du lever au coucher du soleil.

L'islamisme rampant

Une commission parlementaire a inscrit à l'ordre du jour un projet de loi punissant de six mois de prison ceux qui rompent le jeûne du ramadan, en public. Sous la poussée des islamistes, le ministre de l'éducation a supprimé du programme de cinquième, une poésie où le célèbre poète syrien Nizar Qabbani évoquait les amours platoniques de deux enfants. Un écrivain a été mis en prison pour avoir écrit un essai dénonçant les religions. Des cheikhs islamistes ont préconisé la vente du patrimoine culturel et archéologique pour régler la dette extérieure, en affirmant que « les statues étaient contraires à l'islam ».

La télévision, pourtant organisme d'Etat, n'a pas échappé au regain d'influence des islamistes. La censure est non seulement redoublée mais, durant le dernier ramadan, les programmes directs ou indirectement islamiques se sont accrus. Les huit millions de postes de télévision d'Egypte ont eu droit à un feuilleton intitulé « La juridiction dans l'islam » et à un autre où de gentils « barbus » combattaient de méchants « croisés ».

Toutefois, une réaction officielle contre cette tendance se fait jour. Des colloques réunissant des cheikhs et des prêtres ont eu lieu dans toute l'Egypte. Le grand mufti et d'autres sommités musulmanes ont condamné l'extrémisme religieux. Le président Mubarak et son ministre de l'intérieur ont multiplié les mises en garde contre « les terroristes ». Mais si ces efforts peuvent avoir de l'impact sur l'intégrisme le plus virulent, ils ne semblent pas être adaptés pour enrayer l'islamisme rampant, celui qui a le plus de chance d'être accepté, à la longue, par une population ébranlée par la crise économique et la hausse des prix.

ALEXANDRE BUCCIANTI

LIBAN

Le « réduit chrétien » à l'heure des blocs

BEYROUTH

de notre correspondant

Après quatre journées terribles, qui ont fait plus de cinquante morts et cent blessés, les bombardements entre forces chrétiennes rivales se sont calmés, vendredi 11 mai. Mais la « guerre des blocs » continue et s'exacerbe, tandis qu'une « guerre du sommet » (arabe) commence à poindre.

S'ajoutant aux épreuves déjà endurées - obus, manque d'eau et d'électricité - la fermeture des points de passage entre les zones tenues, d'une part, par l'armée du général Michel Aoun et, d'autre part, par les Forces libanaises de M. Samir Geagea, est un nouveau coup dur pour la population du « réduit chrétien ». Aucune faille, aucune combine à la libanaise n'a pu, jusqu'à présent, avoir raison de ce blocus : l'armée ferme hermétiquement, depuis quatre jours, les rares points de passage existants entre les deux « sous-réduits », que la milice de M. Geagea laisse, quant à elle, ouverte.

Ironie de sort, les deux « micro-territoires » ont eu un nouveau coup dur pour la population du « réduit chrétien ».

Quant à la « guerre du sommet », elle risque d'éclater à tout moment, à l'approche de la date fixée pour la tenue de la conférence des chefs d'Etat arabes, prévue le 28 mai à Bagdad en dépit de la violente opposition syrienne. Les règlements de comptes inter-arabes - particulièrement entre l'Irak et la Syrie - se sont, en effet, souvent achevés à coups d'obus au Liban.

Or la rivalité syro-irakienne s'est reconstruite à l'intérieur du camp chrétien. Damas appuyant le général Aoun - sans en faire pour autant un partenaire - et Bagdad, les Forces libanaises.

LUCIEN GEORGE

YÉMEN DU SUD : des experts est-allemands auraient été expulsés d'Aden. - Environ 200 spécialistes est-allemands de la sécurité ont été renvoyés chez eux par le gouvernement sud-yéménite, a révélé, vendredi 11 mai, le quotidien saoudien *Al-Nahd*.

Selon ce journal, la raison du renvoi tiendrait au fait que ces conseillers n'étaient plus payés depuis les bouleversements survenus en RDA. - (AP)

(Publi-Med)
PARIS-PANTHEON-SORBONNE GESTION, SORBONNE-MAÎSTRISE FINANCE BANQUE

SORBONNE FINANCE

PRÉSENTE EN SORBONNE
LE SAMEDI 12 MAI 1990

LA CITÉ DE L'ENTREPRISE

• DIX ANS POUR PRÉPARER LE III^e MILLÉNAIRE •
GRAND DÉBAT
14 h 30
avec la participation de
LAURENT FABRIS - Président de l'Assemblée nationale

BERNARD ARNAULT Président de la direction LVMH	JEAN-CLAUDE HIRSEL Président ORSEN	JEAN PEYRELEVADE Président UAP
ANTOINETTE BERGHE Ancien directeur L'Oréal	CHRISTIAN FELLERIN Président SABI	LOUIS SCHWETZER Directeur général SABI
SERGE DARSAILLY Président IFRING MARCEL DARSAILLY		JEAN-CLAUDE TRICHOT Directeur du TESOR

EDOUARD BALLADUR Ancien ministre d'Etat
ANDRÉ VAN JEAN-MAURICE COLOMBANI et ERIC TISBALEWICZ
Ancien directeur de l'Alcatel et ancien directeur de la Renault

JOURNÉE ORGANISÉE AVEC LA COLLABORATION DE

Le Monde SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE PARIS CNET

CAPITAL FINANCE INVESTIRIE MTY, UNIVIS, PFA ASSURANCES, LACROIX PULET ASSOCIATES

SORBONNE FINANCE
(ASSOCIATION DU MAÎSTRISE FINANCE BANQUE)
TEL : 40 51 71 49
MM. CHOMARAT, DEMARIGNY, REIFFERS M^r HENRY

FRÉDÉRIC COMMUNICATION
11, rue de Valenciennes, 75005 Paris
TEL : 46 66 50 41
Muriel POUVILLÉ

La Sorbonne 45-47, rue des Écoles, 75005 Paris

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

Les liens entre la CEE et l'AELE

La Commission de Bruxelles définit le nouvel Espace économique européen

La Commission Delors entend subordonner à des conditions rigoureuses la conclusion d'un accord global entre la CEE et les sept pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) (1). Son objet serait de créer un Espace économique européen (EEE), autrement dit d'étendre à l'AELE les avantages du grand marché sans frontières en cours de création entre les Douze.

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'offre communautaire telle qu'elle résulte du projet de mandat des négociations que la Commission vient de soumettre aux Douze et sur lequel les ministres des affaires étrangères devront se prononcer lors de leur session de juin) est très éloignée des positions prises par les pays de l'AELE au cours des conversations exploratoires qu'ils ont eues durant les mois passés avec M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission chargé des relations extérieures. Il est néanmoins difficile d'imaginer que les négociations CEE-AELE qui se dérouleront au cours du second semestre de l'année ne débouchent pas au bout du compte sur un compromis, pour des raisons qui tiennent à l'interdépendance économique, mais aussi à la tactique politique des uns et des autres au moment où se dessine la nouvelle architecture du continent.

Freiner
les demandes d'adhésion

C'est paradoxalement pour essayer de freiner la multiplication des demandes d'adhésion jugées inopportunes venant de pays neutres (2) que la Commission, par la voix de son président, M. Jacques Delors, a suggéré en janvier 1989 d'établir des liens plus intimes entre la Communauté et l'AELE. Dans cette perspective, M. Delors invitait les Sept à renforcer leurs structures communes afin qu'ils soient en mesure de parler d'une seule voix face à la Communauté. Bien que divisés sur les objectifs à atteindre - les Norvégiens, les Suédois pensaient à une union douanière, les Suisses ne voulaient pas entendre parler - les Sept, dont les milieux d'affaires se montrent très soucieux de ne pas être tenus à l'écart du marché unique de 1993, acceptèrent la proposition communautaire. Les Autrichiens cependant ne cachent pas que ce projet ne les intéresse guère et que leur véritable objectif demeure l'adhésion.

D'autre part, il fut très vite évident que les Sept, en l'absence d'un projet politique commun, n'avaient aucunement l'intention de hisser le secrétariat de l'AELE installé à Genève au rang d'une organisation comparable à l'énorme machine politico-administrative qu'est la Commission, et encore moins de se doter d'institutions complexes (Parlement, Commission, Conseil des ministres) du type dont dispose la Communauté. Bref, c'est sur un projet passablement biaisé que se sont engagées des conversations exploratoires entre deux groupes de pays très proches, qui entretiennent, par ailleurs sur la base d'accords de libre-échange déjà anciens, des relations harmonieuses, et ont d'autant plus intérêt à renforcer qu'ils sont l'un pour l'autre des partenaires commerciaux extrêmement importants que, par exem-

ple, les Pays de l'Est, ou même les États-Unis et le Japon.

A la lumière de ces conversations exploratoires qui ont fait apparaître trois principaux obstacles, la Commission a d'abord de manière significative sa position. Les pays de l'AELE réclament une série de dérogations à la mise en œuvre des « quatre libertés » du marché unique, c'est-à-dire à la libération complète des échanges de personnes, de biens, de capitaux et de services. Estimant s'être dotés de réglementations plus avancées que les Douze en matière d'environnement ou de santé, ils entendent par exemple pouvoir garder leurs propres normes, sans s'aligner sur celles de la CEE, et, par voie de conséquence, pouvoir refuser l'importation de produits communautaires non conformes à ces normes.

Ils veulent pouvoir maintenir des garde-fous au rachat d'entreprises, et, pour cette raison, émettent des réserves à la reprise des dispositions communautaires sur la liberté des mouvements de capitaux ou sur l'instauration d'un Marché commun des banques et des assurances.

La libre circulation des travailleurs, ainsi que la libéralisation des transports routiers leur posent également de sérieux problèmes. La Commission, de son côté, souligne la nécessité d'une stricte limitation

d'éventuelles exceptions à la reprise de l'acquis communautaire.

Les pays de l'AELE voudraient être intimement associés à l'élaboration des nouvelles dispositions qui, à partir de 1993, concerneront le fonctionnement ou le développement du marché unique.

Une revalidation
de co-décision

En fait, ils réclament une formule de consultation s'apparentant à la co-décision et comportant comme concrétisation des réunions à neuf (les douze plus les sept de l'AELE). La Commission écarte toute solution institutionnelle qui puisse affecter l'autonomie des décisions de la CEE.

C'est là le point politiquement le plus sensible : les pays de l'AELE refusent de se laisser imposer par avance, et de manière aveugle, une législation qu'ils n'auront pas eu une chance réelle de façonner, y voyant là une perte de souveraineté insupportable. La Commission, jugeant prioritaire la sauvegarde de la liberté d'action des Douze, a été amenée à accentuer sa fermeté afin de tenir compte de la réaction négative du Parlement européen. Celui-ci considérerait comme une déposition la mise en œuvre au profit de l'AELE

d'une procédure de consultations sophistiquées analogue à celle que prévoit en sa faveur, pour ce qui touche au grand marché, l'Acte unique européen.

Enfin la Communauté continue à estimer que l'extension aux Sept des règles du marché unique ne pourra pas fonctionner de manière satisfaisante sans un véritable renforcement des structures collectives de l'AELE et cela notamment, pour assurer, comme le fait la Commission au sein de la CEE, une application loyale des règles de concurrence par les entreprises.

Les négociations promettent d'être difficiles. Il reste qu'un échec de l'exercice se traduirait en Norvège, en Suède, voire en Suisse, par des pressions accrues en faveur d'une candidature à l'adhésion. C'est une perspective que des deux côtés on soulignera sans doute retarder et qui, jouant comme un repoussoir, devrait favoriser la recherche zélée d'un compromis.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) L'Autriche, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Liechtenstein disposent d'un statut particulier, mais participent aux négociations avec la CEE.

(2) Cinq des Sept ont le statut de neutres : l'Autriche, la Finlande, la Suède, la Suisse et le Liechtenstein.

En visite à Tirana

M. Javier Perez de Cuellar
évoque la question
des droits de l'homme
en Albanie

Au cours des entretiens qu'il devait avoir, samedi 12 mai à Tirana, avec les dirigeants albanais, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, devait notamment évoquer la question « des droits de l'homme, des droits civils, humanitaires, et tout ce qui concerne la défense de l'individu ». Condamnée à plusieurs reprises dans les instances internationales pour violation des droits de l'homme, notamment l'absence de liberté religieuse, l'Albanie vient d'adopter une série d'amendements assouplissant le code pénal, et a décidé la restauration du ministère de la justice, supprimé en 1965. Aux termes de ces modifications, les Albanais auront le droit de recevoir un passeport pour se rendre à l'étranger, et la propagande religieuse ne sera plus considérée comme un crime.

M. Perez de Cuellar a explicitement apporté son soutien aux réformes en cours, en se félicitant de se trouver en Albanie au moment où le pays « est en train d'évoluer graduellement vers les buts qu'il s'est lui-même fixés, dans l'esprit d'indépendance qui est le sien ». Il a déclaré qu'il discuterait également avec M. Ramiz Alia des programmes de l'ONU concernant le règlement des grands problèmes économiques mondiaux, notamment les difficultés financières des pays en voie de développement. — (AFP.)

L'Assemblée parlementaire de l'Atlantique nord

L'appartenance à l'OTAN
est « la destination naturelle »
de l'Allemagne unie
estime M. Mitterrand

L'Allemagne de l'Est conservera une armée à caractère purement défensif et n'appartient à aucune alliance pendant une période transitoire après l'unification, selon le numéro deux du ministère des Affaires étrangères, M. Bertram Wietzorek, qui avait été invité à s'exprimer, vendredi 11 mai, devant l'Assemblée parlementaire de l'Atlantique nord réunie à Paris. Cette armée exercera « des fonctions de sécurité territoriale pendant une période limitée », a-t-il ajouté.

Le même jour, à Berlin-Est, le ministre des Affaires étrangères, M. Markus Meckel, qualifiait d'« absurde » la proposition soviétique visant à faire de l'Allemagne unie simultanément un membre de l'OTAN et du pacte de Varsovie.

L'unité allemande et ses conséquences pour l'OTAN sont au centre des débats des parlementaires des seize pays membres de l'Alliance qui ont été reçus vendredi à l'Élysée par le président de la République, M. Mitterrand a réaffirmé à cette occasion que la « destination naturelle » de l'Allemagne était d'appartenir à l'Alliance atlantique. « Il n'y a pas à revenir à des discussions saugrenues », a déclaré le chef de l'État. Il a estimé qu'à court terme des

« mesures de stabilité » devaient être prises dans le cadre des négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel et que le sommet de la CSCE prévu pour la fin de l'année permettrait de « traiter ensemble » tout ce qui touche à la sécurité en Europe. « C'est là que l'Alliance doit jouer son rôle », a-t-il ajouté.

M. Chirac pour
un remaniement profond

Les parlementaires ont également été reçus à l'Hôtel de ville pour un dîner par M. Jacques Chirac. Le maire de Paris s'est prononcé pour un remaniement profond de l'OTAN : « L'Alliance atlantique, a-t-il dit, ne survivra que si elle sait se transformer, que si elle passe du stade d'un système à prédominance américaine à celui d'une alliance à part entière, entre des Européens majeurs, qui assurent pour eux-mêmes l'essentiel de leur défense et un allié américain qui resterait présent, mais à un niveau réduit, sur le continent. » M. Chirac a rejeté les divers modèles qui tendraient à remplacer les alliances par « une CSCE institutionnalisée qui jouerait le rôle de l'ONU de l'Europe ».

Au Conseil exécutif de l'UNESCO

La Suisse a dénoncé
la gestion « chaotique » de M. Mayor

La Suisse a donné, jeudi 10 mai, une sévère leçon de conduite au directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, qu'elle a accusé avoir plongé l'Organisation dans une « situation chaotique ».

M. Franz Muheim, représentant suisse au conseil exécutif, faisait référence au plan de restructuration de l'UNESCO rendu public début mars par Mayor et qui a suscité parmi les membres du conseil, soucis de n'avoir pas été consultés, une véritable levée de bouilliers. (Le Monde du 13 mars et du 12 mai). M. Muheim a qualifié de « gâchis » la situation actuelle de l'UNESCO, « une ??? déstabilisée et en pleine ébullition », où « les activités de programme ont lentement asphyxié faute de moyens ».

Tout en approuvant « l'orientation générale donnée à la restructuration du secrétariat », unanimement jugée nécessaire, M. Muheim a estimé que la manière dont elle était menée était « l'antithèse de ce qui devrait être l'art de conduire. » « Agir en solitaire, dans la précipitation et sans crier gare, sans esprit de dialogue, sans indiquer les partenaires - États membres et personnel - c'est une stratégie de l'anti-management », a-t-il dit.

Après avoir souligné aussi que « la place du directeur général est

Paris - une allusion aux très fréquents déplacements de M. Mayor - le député suisse a déclaré : « Il ne reste qu'une seule issue au directeur personnel en le motivant dans la pratique quotidienne et en lui exposant des concepts et des buts clairs, ainsi que la nécessité de sacrifices inévitables. »

De nombreux orateurs se sont prononcés pour la création d'un groupe de travail chargé d'étudier le plan du directeur général, dont la mise en application se verrait ainsi reportée.

Visite de Jean-Pierre Chevènement aux États-Unis. - Le ministre français de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui se trouve depuis vendredi 11 mai aux États-Unis à titre privé, entamera dimanche et lundi une visite officielle au cours de laquelle il doit notamment s'entretenir avec le secrétaire américain à la Défense, Richard Cheney, sur « les conditions de la sécurité en Europe et l'évolution des pays de l'Est ». Lundi soir, M. Chevènement devrait gagner San Francisco pour y rejoindre le président Mitterrand qui se rendra en Polynésie française. — (AFP.)

AMÉRIQUES

Le voyage de Jean-Paul II au Mexique

Le pape dénonce la progression des sectes protestantes parmi les populations indigènes

Jean-Paul II s'est adressé, vendredi 11 mai, à Villahermosa, capitale de l'État du Tabasco (producteur de pétrole), aux populations indigènes du sud du Mexique qu'il a invitées à résister à la pénétration des sectes protestantes. Un peu plus tôt, à Tuxtla-Gutiérrez, capitale du Chiapas, il avait évoqué l'injustice et la misère dont sont victimes les indigènes.

TUXTLA-GUTIERREZ (Chiapas)

de notre correspondant
en Amérique centrale

« Peut-être avez-vous vécu des périodes plus ou moins longues au cours desquelles vous avez eu le sentiment d'être abandonné par Dieu », a reconnu le pape devant les délégations descendues des villages de la sierra et des camps de réfugiés guatemaltèques qui ont fui la répression dans leur pays. « Vous avez peut-être cru que pour progresser sur le plan économique, il fallait abandonner la foi catholique », a-t-il ajouté, faisant allusion aux campagnes de prosélytisme menées par les sectes protestantes qui offrent des avantages matériels (médicaments, crédits bancaires, etc.) pour recruter au sein des onze groupes ethniques de la région (environ 900 000 personnes sur les trois millions d'habitants de l'État).

En réponse à l'argument souvent invoqué par les Témoins de Jéhovah, qui promettent le « règne de Dieu sur cette terre », Jean-Paul II a rappelé que « Dieu veut aussi le bonheur de ses enfants dans ce monde » et qu'il n'y a « aucune excuse pour se désintéresser des hommes dans leur situation personnelle concrète » et pour ne pas chercher à rendre leur vie « plus humaine » dès maintenant. Mais, a-t-il averti, pour « accéder à la vie éternelle, il faut vivre en bons (...) ne pas se laisser séduire par le vice comme l'abus d'alcool (...) ni participer au trafic de drogues qui entraînent la destruction de tant d'êtres humains dans le monde ».

Ces deux thèmes préoccupent beaucoup les évêques de la région, qui ont publié récemment des documents sur les ravages provoqués par l'alcoolisme et sur les pressions exercées par les trafiquants de drogue pour convaincre les paysans de cultiver la marijuana et le pavot, ce dernier étant

utilisé pour fabriquer de l'héroïne destinée aux États-Unis. Les évêques accusent « les grands propriétaires qui produisent l'alcool (...) et les caciques qui manipulent la population en les poussant à la consommation pour maintenir leur domination sur elle ».

« Prêcher
le communisme »

« Depuis la conquête, les indigènes n'ont cessé d'être dépouillés de leurs terres par des gens qui se disent catholiques », affirme l'évêque de San-Cristobal-de-las-Casas, Mgr Samuel Ruiz, accusé par les grands propriétaires de la région de « prêcher le communisme à travers la théologie de la libération ». « Nous ne pouvons pas rester insensibles à la tragédie des terres en friches pour faire vivre leurs familles. En tant qu'Eglise, nous ne prenons pas d'initiative mais nous accompagnons dans leur lutte les victimes d'injustices. Mais les grands propriétaires s'y opposent et n'hésitent pas à massacrer les paysans dès qu'il y a un conflit sérieux ».

Dans ses deux homélies, le pape n'a pas abordé le problème de la terre, se bornant à rappeler que le Chiapas « malheureusement » était une région où il y avait « beaucoup de conflits ». Pourtant, les indigènes attendaient quelques encouragements sur ce plan et certains d'entre eux avaient même envoyé une lettre à Jean-Paul II pour lui demander d'intervenir en faveur de quatorze paysans emprisonnés. « Petit Père, écrivaient les auteurs, qu'allons-nous devenir si nous n'avons pas de terre et si nos enfants ont faim ? Donne-moi un petit mot d'espoir, à nous qui sommes victimes d'injustices ».

Ils auront sans doute été déçus, mais attendaient-ils vraiment quelque chose du chef de l'Eglise catholique ? La plupart d'entre eux ne savent pas qui est le pape, affirme un des dirigeants de l'Institut culturel du Chiapas, M. Jacinto Arias, lui-même d'origine indigène. Ils ont été transportés jusqu'ici à l'initiative de l'Eglise, comme le font les partis politiques au cours d'une campagne.

BERTRAND DE LA GRANGE

NICARAGUA

La grève des fonctionnaires constitue un premier défi pour le gouvernement Chamorro

Le nouveau gouvernement de la présidente Violeta Chamorro s'est trouvé confronté, vendredi 11 mai, à sa première grève d'ampleur nationale et a réagi à ce défi en menaçant de licencier les quarante mille fonctionnaires qui ont cessé le travail. La grève illimitée qui a paralysé les services publics a été lancée par les syndicats sandinistes qui protestent contre un décret publié, jeudi, pour annuler une loi adoptée par le gouvernement sortant, le mois dernier, et destinée à empêcher l'État de licencier les employés du secteur public.

Les syndicats s'élevaient en outre contre l'annulation, vendredi, par M. Chamorro de certains aspects de la réforme agraire menée par le gouvernement révolutionnaire, un dossier jugé explosif au Nicaragua. En prenant ses fonctions, le 25 avril dernier, la présidente Chamorro avait annoncé qu'elle réviserait toutes les confiscations de terre jugées illégales. « On ne peut disposer de façon arbitraire de ce qui constitue une part du capital de la nation », devait-elle déclarer à ce sujet.

En attendant, la grève touche la plupart des administrations publiques. Elle est d'autant plus suivie qu'elle intervient à la suite d'importantes augmentations des prix, notamment ceux de l'électricité (augmentée de 283 %) et des combustibles, ce qui a conduit les grévistes à demander que le gouvernement instaure un salaire minimum équivalent à 150 dollars américains (800 francs français). Le refus de la présidente de recevoir jusqu'ici Lucio Jimenez, leader du Front national des travailleurs, le premier syndicat du pays, risque de renforcer encore le mouvement. — (AFP, Reuter.)

ETATS-UNIS : un condamné à mort exécuté dans le Missouri. - Un condamné à mort, Winford Stokes, trente-neuf ans, reconnu coupable d'avoir étranglé une femme il y a douze ans, a été exécuté par injection létale, vendredi 11 mai, au Potosi Correctional Center à Potosi (Missouri). M. Stokes est le cent vingt-cinquième condamné à mort exécuté aux États-Unis depuis l'arrêt rendu par la Cour suprême en 1976 qui permet aux États de rétablir, s'ils le désirent, la peine de mort. — (AFP.)

COLOMBIE : visa obligatoire pour les Israéliens. - Les ressortissants israéliens devront dorénavant obtenir un visa pour se rendre en Colombie, a annoncé, vendredi 11 mai, le ministère des Affaires étrangères à Bogotá. La Colombie entend ainsi protester contre l'utilisation d'armes de fabrication israélienne par les trafiquants de drogue et contre la présence de mercenaires israéliens à leurs côtés. Par ailleurs, six policiers ont été assassinés, vendredi, à Medellín, une des places fortes de la drogue. — (AFP.)

Le Monde

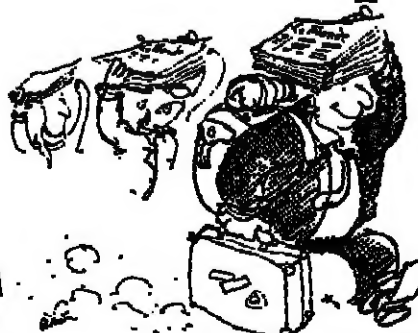
La rédaction du journal est désormais installée dans ses nouveaux locaux.

15, rue Falguière
75001 PARIS CEDEX 15

Téléphone :
(1) 40-65-25-25

Télécopieur :
(1) 40-65-25-99

Télex :
206 806 F



AFRIQUE

L'Ethiopie aux limites de la famine

La sécheresse sévit de nouveau dans les provinces du Tigré et de l'Erythrée mais jusqu'à présent une catastrophe comparable à celle des années 1984 et 1985 a pu être évitée

AXUM

(nord de l'Ethiopie)
de notre envoyée spéciale

De part et d'autre de la plaine, où le gris pâle des acacias semble s'être dissous dans l'ocre des rocailles, s'étendent les montagnes Anseba. Elles sont nues. Pas un fétou de vert, pas une ombre. Rien d'autre que de la pierre lancée contre le bleu du ciel. Il n'y a pas plus ici depuis presque deux ans. Et le brouillard qu'on voit, les yeux écarquillés, monter soudain à l'horizon n'est que de la poussière soulevée par le vent. Une poussière si fine, si blanche, qu'on dirait de la cendre. Une fois dans le brouillard, on ne distingue plus la piste au-delà de 5 ou 6 mètres. L'érosion paraît être dans sa phase terminale.

L'ensemble de l'Erythrée et du Tigré - le nord de l'Ethiopie - n'en est pas encore là, pas complètement. Sur les marchés des villages, on trouve toujours quelques tomates et de petites pyramides d'oignons rouges. Mais c'est à peu près tout. « La sécheresse, que nous connaissons depuis l'année dernière, est aussi désastreuse que celle de 1984 et 1985. Dans certaines régions, la situation est

même pire », assure Teklewoldi Assefa, numéro un du REST (Société de secours du Tigré) à Pinteur du Tigré. « Sur les dix dernières années, six ont été des années de sécheresse, confirme son homologue érythréen Gebremichael Mengistu, responsable de l'ERA (Association érythréenne de secours). Nos récoltes de 1989 auraient à peine suffi à nous nourrir pendant deux mois. »

L'importance des « baïtas »

Personne ne meurt, pourtant. Pas de faim, en tout cas. D'Addis à Magalé (Tigré) ou d'Asfabet à Massawa (Erythrée), le voyageur ne croise, sur son chemin, aucune de ces cohortes de corps squelettiques, aucun de ces enfants au ventre ballonné, aux jambes comme des allumettes, aucune de ces images atroces qui avaient fait le tour du monde et des écrans de télévision il y a seulement cinq ans.

Malgré certains cas de malnutrition (notamment au centre du Tigré, dans

la région d'Angame, où les carences alimentaires affecteraient 30 à 40 % des enfants et des vieillards), l'honneur de la famine a été évité. Ce miracle présente l'explication de trois façons au moins.

La première tient au degré d'organisation des populations concernées : « Les gens ne paniquent pas, comme ils le faisaient autrefois », souligne un expert africain travaillant pour le compte d'une ONG (organisation non gouvernementale) britannique. Dans le Tigré, les structures du pouvoir civil, les fameux *baïtas* - sorte de comités dont les membres sont élus au niveau des villages, des districts, etc. - jouent un rôle primordial dans la lutte contre la famine.

Depuis environ un an que la province rebelle est aux mains du FPLT (Front populaire de libération du Tigré), il n'est pas un seul hameau, même le plus isolé, qui n'ait son *baïta*. Cet embryon de démocratie primitive n'est pas exempt de lourdeurs ni d'ambiguïté. Le système des *baïtas* ressemble fort au système policier des *khéïbs*, mis en place par le régime (honni) du colonel Haïlé Mariam Mengistu d'Addis-Abeba, mais il aura permis, au moins jusqu'à

ce jour, de sauver des milliers de vies. Quant au REST, balbutiant en 1985, il mobilise aujourd'hui « plus de deux mille personnes ». Cet organisme humanitaire, distinct du FPLT (Front populaire de libération du Tigré), assure à la fois le transport de l'aide alimentaire, la maintenance des véhicules, l'administration des stocks et leur répartition : vingt-six centres de distribution (pour une province dont la population est estimée à quatre ou cinq millions d'habitants) fonctionnent actuellement.

La France et l'Italie absentes

La deuxième raison du « miracle » tient à l'amélioration des moyens matériels dont disposent à présent le REST et l'ERA. Le changement est impressionnant. « Il y a cinq ans, on avait, en tout et pour tout, neuf vieux camions pour acheminer les secours à l'intérieur de l'Erythrée ; aujourd'hui, on en a deux cent quatre-vingt-huit, sans compter ceux qu'on doit recevoir dans le courant de cette année », reconnaît volontiers Gebremichael Mengistu. Le budget de l'ERA pour 1990 s'élève à environ 300 millions de dollars (1,8 milliard de francs environ), soit une augmentation de plus de 100 % comparé aux années 1984-1985.

L'Erythrée - et, dans une moindre mesure, le Tigré - ont légitimement bénéficié des aides de la communauté internationale ; mais ces dernières sont encore insuffisantes (les envoies de style *salino-albanais* de certains dirigeants du FPLT ont vraisemblablement refroidi plus d'un donateur). Hormis la France et l'Italie, la plupart des pays occidentaux apportent leur soutien au REST et à l'ERA, le biais de leur ONG. La CEE contribue également, de manière importante, aux programmes en faveur des victimes de la sécheresse. Mais ce sont les Américains, au travers de la très officielle USAID (United States Agency for International Development), qui tiennent désormais le devant de la scène en matière d'aide alimentaire.

Selon la direction de l'ERA, « plus de 50 % des vivres » qui transitent de Port-Soudan jusqu'aux zones « libérées » par le FPLT « sont fournis aujourd'hui par l'USAID », et un « programme additionnel » serait actuellement à l'étude concernant le Tigré. Jusqu'à ce jour, cette soudaine générosité n'aura pourtant pas eu les honneurs de la presse. Les Etats-Unis, qui gardent un pied diplomatique

important à Addis-Abeba, ne veulent pas se mettre à dos un gouvernement éthiopien certes chancelant, mais qui serait hâtif à juger moribond. Or celui-ci aurait tout fait d'accuser Washington de soutenir, sous couvert d'aide humanitaire, les rebelles nordistes, qui ont juré sa mort.

Les responsables du bureau de l'USAID à Khartoum, chargés de l'élaboration des programmes d'assistance au Tigré et en Erythrée, ont donc reçu des consignes très strictes : motus et bouche cousue avec les journalistes. L'ambassade américaine prend d'ailleurs soin d'annuler elle-même les éventuels rendez-vous accordés par inadvertance. Malgré ce blocus officiel, le secret est coulé de fil blanc.

Depuis octobre dernier, date à laquelle fut lancé le premier cri d'alarme concernant la sécheresse dans le nord de l'Ethiopie, l'aide américaine fournie à ces régions représenterait l'équivalent de 128,2 millions de dollars (environ 770 millions de francs) en aide alimentaire. Un « coup de pouce » imposant, puis qu'il dépasserait de quelques millions ce que le reste de la communauté internationale se serait engagée à verser. Les représentants de l'ERA et du REST seront les derniers à s'en plaindre.

Les revers militaires d'Addis-Abeba

Le troisième élément qui explique l'absence actuelle de la famine est d'ordre militaire. Les offensives lancées en 1988 et 1989 par les rebelles tigréens et érythréens ont eu des résultats spectaculaires. L'armée gouvernementale a dû lâcher l'ône après l'autre presque toutes les positions dans le nord du pays. Le Tigré et l'Erythrée restent, bien sûr, des zones de guerre, mais ce ne sont déjà plus des maquis.

En Erythrée, hormis les fortes garnisons de Keren et d'Asmara, la capitale, le FPLT (Front populaire de libération de l'Erythrée) gouverne en maître. Quant au FPLT, il a fait des

émules : non seulement la totalité du Tigré est « libérée » depuis un an, mais les rébellions ont gagné le centre de l'Ethiopie et une bonne partie des régions du Wollo, du Shoab et de Gondar est désormais aux mains des insurgés. Aussi les camions du REST et de l'ERA peuvent-ils circuler partout, le seul danger venant du ciel.

On redoute, en effet, l'arrivée de la saison des pluies (qui risquent de rendre certaines pistes impraticables) et, plus encore, les bombes des MIG éthiopiens. La ville côtière de Massawa, passée sous le contrôle du FPLT en février dernier, vient d'en faire la sanglante expérience. Cette performance peu héroïque de l'aviation éthiopienne n'est pas sans jeter quelque doute sur la bonne volonté humanitaire que le gouvernement central est soucieux d'afficher.

Les représentants du REST et de l'ERA condamnent d'ailleurs d'une même voix l'idée d'un pont aérien qui, en reliant le port de Assab à Asmara, pourrait, selon Addis-Abeba, approvisionner les régions du Nord, menacées de famine. Ce serait, selon eux, un moyen bien coûteux (l'opération nécessiterait au bas mot 6 millions de dollars) et bien peu efficace (seulement quelques centaines de tonnes par avion), alors qu'il serait si commode d'utiliser les passages de frontière à partir du Soudan... voire le port de Massawa. L'argument, insaisissable du point de vue logistique, n'a pas convaincu les experts des Nations unies. Car cela reviendrait évidemment à donner une légitimité irrévocable au camp rebelle et à désavouer, du même coup, le régime du président Mengistu.

L'obstacle principal qui entrave l'acheminement des secours vers le Nord demeure, on le voit, un obstacle strictement politique. De sa levée dépend aujourd'hui la survie de deux millions de personnes en Erythrée et de un million six cent mille personnes au Tigré.

CATHERINE SIMON

AFRIQUE DU SUD

Les temps changent, la monnaie aussi

La portrait de Jan Van Riebeeck, premier gouverneur néerlandais du Cap et symbole, à ce titre, de la première installation des Blancs à la pointe de l'Afrique en 1652, va disparaître des futurs billets de banque sud-africains.

Son effigie sera, à partir d'octobre 1992, remplacée par la représentation de cinq animaux sauvages typiquement africains : le rhinocéros sur le billet vert de 10 rands, le buffle sur le billet brun de 20 rands et le lion sur celui de 50 rands, qui est de couleur rouge. Deux nouvelles coupures - l'une bleue de 100 rands, l'autre orange de 200 rands - feront également leur apparition, sur lesquelles figureront, respectivement, l'éléphant et le léopard (1 rand vaut 2,20 francs français). - (AFP, UPI)

ALGERIE

Les anciens combattants manifestent contre les profanations de tombes

Quelque 30 000 anciens moudjahidines (combattants) de la guerre d'Algérie et enfants de « martyrs » ont manifesté, vendredi 11 mai, dans le centre d'Alger pour protester contre « la profanation criminelle des tombes des martyrs de la révolution ». Ils se sont multipliés ces derniers semaines. Avec à leur tête plusieurs personnalités dont M. Rabah Bitat, le président de l'Assemblée nationale, les protestataires ont défilé en silence, soit en lançant des slogans uniquement en arabe, y compris « Allah Akbar » (Dieu est grand), les anciens combattants portaient de nombreuses banderoles avec pour inscriptions : « respectons les chouchous (martyrs) », ou « nous reprendrons les armes », « que les schéarats soient damnés ». Le cortège s'est dispersé sans incident.

Depuis la fin du mois d'avril, les profanations de tombes ont été

signalées dans plusieurs régions du pays et imputées soit à des provocateurs, soit à des intégristes extrémistes, qui considèrent que le recensement dans les cimetières, l'édification de mausolées et même la pose de simples pierres tombales sont contraires aux enseignements de l'Islam.

Ces profanations ne sont pas nouvelles en Algérie, mais jamais elles n'avaient atteint une telle ampleur et surtout, les profanateurs se sont attaqués pour la première fois à des tombes de « martyrs » (saints de l'Islam) et de « martyrs » de la révolution. Le président du Front islamique du salut (FIS), M. Abassi Madani, qui a lui-même participé à la guerre de libération, s'est dissocié de ces profanations, affirmant que le FIS « respecte l'homme vivant ou mort ». - (AFP)

ASIE

CHINE : un couple réfugié aux Etats-Unis

Asile politique et contrôle des naissances

Le Département d'Etat américain s'est refusé à commenter, vendredi 11 mai, l'attribution du statut de réfugié par les Etats-Unis à un couple chinois ayant fui la politique de contrôle des naissances en Chine. Cette mesure, qui devrait leur permettre à terme d'obtenir l'asile politique, avait été annoncée le même jour par leur avocat.

Li Jin Lin et sa femme Wang Sai Zhen sont les premiers à bénéficier de l'application d'une directive du président George Bush datant

du 30 novembre dernier et portant sur l'octroi de l'asile politique aux personnes fuyant des politiques de contrôle des naissances ou de stérilisation forcées.

Le couple s'est enté de Chine l'année dernière, alors que la jeune femme était enceinte de son second enfant. La loi chinoise limite généralement le nombre d'enfants à un par famille. Les textes internationaux prévoient l'octroi du statut de réfugié aux personnes ayant une crainte fondée de persécution. - (AFP)

l'ancien responsable de Chine Nouvelle à Hongkong se trouve aux Etats-Unis. - Le département d'Etat a indiqué, vendredi 11 mai, que l'ancien responsable du bureau de l'agence Chine Nouvelle à Hongkong se trouvait aux Etats-Unis, mais a refusé de confirmer des informations selon lesquelles M. Xu Jiatun aurait fait défection et demandé l'asile politique. M. Xu, qui était le représentant de plus haut rang du gouvernement chinois à Hongkong, avait quitté son poste en février dernier. Le gouvernement chinois lui aurait reproché ses prises de position favorables au « Printemps de Pékin ».

PHILIPPINES : Explosion dans un Boeing 737 : quatre morts. - Quatre personnes sont mortes et plusieurs autres ont été blessées lorsqu'un Boeing 737 de la

compagnie Philippine Airlines (PAL) a pris feu vendredi 11 mai à la suite d'une explosion avant le décollage, ont indiqué des témoins. L'appareil, qui venait d'être mis en service, s'apprêtait à décoller pour un vol intérieur quand l'explosion - d'origine encore inconnue - s'est produite, provoquant un large trou dans le toit. - (AFP)

La présidente du Parti socialiste japonais reçoit par M. Mitterrand. - M. Takako Doi, présidente du Parti socialiste japonais, a été reçue vendredi 11 mai au palais de l'Élysée. Lors de son entretien avec le chef de l'Etat, M. Doi, qui effectue une tournée européenne, a exprimé son désir de travailler plus activement dans le cadre de l'Internationalisme socialiste et s'est prononcée pour l'instauration d'échanges réguliers avec le Parti socialiste français ainsi qu'avec le SPD ouest-allemand.

LA FERME DU BUISSON
Centre d'Art et de Culture de Marne-la-Vallée.
Allée de la Ferme 77136 Noisiel - LOCATION : 60.06.20.00

EN COLLABORATION AVEC LE THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE
10, 11, 12 MAI - 21 H - DIM. 13 MAI - 15 H

"LES SURVIVANTS"
JEAN-CLAUDE GALLOTTA

ESQUISSE DE LA TRAGÉDIE EN PROJECTION GÉNÉRIQUE
MONTAGE DE L'ESQUISSE, FILM DE CLAUDE MONTEUX D'APRÈS PANDORA
CHORÉGRAPHIE DE JEAN-CLAUDE GALLOTTA

La Ferme du Buisson

DU 12 AU 20 MAI 1990



Salon
National
des
Antiquaires

Ile des Impressionnistes CHATOU-YVELINES

organisé par le
SYNDICAT NATIONAL DU COMMERCE DE L'ANTIQUITÉ
ET DE L'OCCASION

TEL. : 47 70 88 78

Tous les jours de 11 h à 20 h. RER DIRECT. PARKING GRATUIT

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES

PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
B-M. Leroy, fabricant - 285, av. de Maine,
75014 Paris. Tél. 48-48-57-40

Imaginez un monde
où vous ne pouvez plus
manquer l'offre d'emploi
de votre vie

36 15
TM

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

Notre Angleterre s'offre à vous.

Allez y tout droit!
Par Caen/Quistreham
(à 238 km de Paris).

Brochure 24/24 h : (16) 98 23 28 30
Rens. et réservation : (1) 42 86 03 03 et 3915 code FERRIES

Brittany Ferries
LA GRANDE BRETAGNE ET L'IRLANDE AVEC VOTRE VOITURE

هكذا من الأصل

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

L'abstention de la droite et du centre a facilité l'adoption de la réforme des PTT

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, samedi matin 12 mai, le projet de réforme des PTT prévoyant, notamment, la séparation des postes et des télécommunications. 284 députés (les 272 élus PS, deux députés UDC - MM. Raymond Barre et Gérard Vignoble -, ainsi que dix non inscrits) ont voté le texte présenté

Le combat des députés pour l'élargissement de la gamme des crédits offerts par la Poste était perdu depuis jeudi (le Monde du 12 mai). Pourtant, profitant de la discussion de l'article 2 du projet, consacré aux missions de la Poste, plusieurs députés ont encore tenté, vendredi 11 mai, de fléchir M. Paul Quilès en livrant un ultime baroud d'honneur. Les deux rapporteurs, MM. Jean-Pierre Fourré (PS, Seine-et-Marne) et Alain Bonnet (app. PS, Dordogne), se sont relayés, avec d'autres députés, pour demander au ministre de reprendre à son compte l'amendement parlementaire qui tendait à permettre à la Poste de se transformer en une véritable banque, offrant des prêts attractifs (prêts personnels à la consommation, crédits immobiliers sans épargne préalable).

« Il serait très dommageable de refuser de telles dispositions qui n'auraient aucune influence sur l'ensemble du réseau bancaire », a plaidé M. Fourré. Même écho du côté de M. Bonnet, qui a insisté sur l'objectif de fidélisation de la clientèle que

la formule permettrait. « Cent mille personnes, a-t-il affirmé, ont clos leur compte faute de pouvoir obtenir un prêt ».

Le contrôle du Parlement

M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) a repris ces arguments en y ajoutant un élément supplémentaire : « Lorsqu'un maire de commune rurale dialogue avec un directeur départemental des PTT, celui-ci lui dit en général : « Si vous voulez garder votre agence postale, il faut que son activité financière se développe ». Or, voici que ce projet interdit à la Poste d'étendre ses services ».

M. Quilès s'est implicitement défendu de l'accusation qui a percé, à plusieurs reprises, sous les propos des députés : il aurait cédé aux pressions du lobby bancaire et à celles de l'administration des Finances. « Si le gouvernement, a-t-il déclaré, n'a pas estimé opportun d'inscrire dans ce texte la possibilité de prêts

par M. Paul Quilès, ministre de la poste, des télécommunications et de l'espace. 45 députés ont voté contre les 28 députés communistes ; 3 RPR - MM. Cousin, Inchauspé et Ollier ; 13 UDF - MM. Bayard, Beaumont, Colombier, Delatre, Durand, Gonod, Mayoud, Meylan, Micaux, Moyné-Bressand, Nesme, Raymann et Santini ; 3 non inscrits - M. Stirbois, MM. Spiller et Hoarau. Les groupes UDF, UDC et RPR s'étaient officiellement prononcés pour l'abstention, permettant ainsi à M. Quilès de faire passer son projet sans difficulté. Le ministre a salué la qualité du débat, qui a pu être mené à terme plus rapidement que prévu.

Aube) ont voté contre cet amendement ; le groupe socialiste a voté pour, tandis que les autres groupes représentés s'abstenaient. Plus tard dans la nuit, les députés ont tenté de prendre leur revanche sur le ministre en renforçant, contre son gré, les pouvoirs de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications. Le rapporteur de la commission des finances, M. Bonnet, a déclaré que cette commission était placée, selon lui, « sous l'égide du ministre », on pouvait douter de son indépendance, ce que M. Quilès a contesté. Les députés ont adopté néanmoins, contre l'avis du ministre, toute une série d'amendements élargissant les pouvoirs de la commission économique et sociale, un membre du Conseil d'Etat et un membre de la Cour des comptes. M. Quilès a donné son accord pour qu'elle soit présidée par un parlementaire, élu pour une durée de trois ans. Elle remettra au Parlement et au premier ministre un rapport annuel, précisant notamment les conditions dans lesquelles sera assuré le maintien d'un réseau postal diversifié en milieu rural. La commission sera habilitée à se faire communiquer tout document de service et elle disposera de pouvoirs d'investigation.

Il dépendra des navettes entre les deux Assemblées que ces désirs des députés soient définitivement exaucés.

PIERRE SERVENT

L'extension de la saisine du Conseil constitutionnel

La majorité sénatoriale ne veut pas se montrer hostile par principe

La commission des lois du Sénat a commencé à examiner le projet de réforme de la Constitution, tendant à ouvrir aux justiciables la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. La commission a désigné son président, M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), comme rapporteur, mettant fin ainsi à la tradition qui voulait que ce soit M. Etienne Dailly (Rass, dépt., Seine-et-Marne) qui rapporte les textes de cette nature. Pour de strictes raisons de calendrier, le gouvernement a accepté que le débat en séance publique n'ait pas lieu à la fin du mois de mai, comme il le souhaitait, mais les 12 et 13 juin. Ce report rend pratiquement impossible le vote définitif de la réforme au cours de l'actuelle session parlementaire, si même il était politiquement envisageable.

La désignation de M. Larché par la droite du Sénat témoigne de sa volonté de préserver, avant tout, son unité, à l'opposé de ce qui s'était passé à l'Assemblée nationale. La position très dure que M. Larché avait prise lors de la réunion des parlementaires UDF autour de M. Valéry Giscard d'Estaing, le 11 avril dernier, et qui avait convaincu nombre de ses amis de rejeter globalement le projet, n'a pas fait obstacle à sa nomination. Il est vrai que, aujourd'hui, le président-rapporteur exprime que le projet du président de la République « n'est, intrinsèquement, ni bon ni mauvais ».

La majorité sénatoriale n'entend pas user de moyens de procédure pour entraver la réforme. Elle compte l'examiner au fond. Les positions des uns et des autres ont beaucoup évolué, au point que de nouveaux changements ne sont pas à exclure. La tendance est de parvenir à voter un texte, afin de prouver l'acceptation du principe, mais suffisamment amendé pour qu'il ne puisse pas être adopté par l'Assemblée nationale ou, en tout cas, par la majorité des trois cinquièmes du Congrès, de manière à ne pas offrir une victoire politique à M. François Mitterrand.

Les spécialistes de chacun des

groupes de la majorité (MM. Marcel Lurion pour le RPR, Marcel Rudloff pour l'Union centriste, Jacques Larché pour les Républicains et Indépendants, Etienne Dailly pour le Rassemblement démocratique et européen) ont déjà réfléchi aux modifications qu'ils envisagent d'apporter au texte. Ils devraient se réunir le 15 mai pour confronter leurs points de vue. Si l'obsession de l'union est présente chez tous, chacun est aussi conscient qu'elle peut être difficile à préserver sur un tel sujet. La droite espère que l'analyse politique continuera à prendre le pas sur la réflexion juridique. Quoi qu'il en soit, elle entend bien profiter du droit de veto dont dispose le Sénat pour toute réforme de la Constitution.

Th. B. et G. P.

Extension des AOC aux produits autres que viticoles. - Les sénateurs ont adopté, mercredi 9 mai, un projet de loi relatif aux appellations d'origine contrôlée (AOC) des produits agricoles et alimentaires bruts ou transformés. Seuls les sénateurs communistes se sont abstenus sur ce texte, qui prévoit d'étendre à l'ensemble de ces produits la possibilité de bénéficier d'une appellation réservée jusqu'à présent aux seules productions viticoles. Le texte harmonise les dispositions d'appellation, notamment en renforçant les compétences et les moyens de l'Institut national des appellations d'origine (INAO).

Le Sénat étend les pouvoirs de police du maire de Paris. - Le Sénat a adopté, vendredi 11 mai, les conclusions de sa commission des lois sur la proposition de loi signée par onze sénateurs de Paris, favorable à l'opposition, désireux d'attribuer au maire de Paris des pouvoirs en matière de police municipale (actuellement assumés par le préfet de police), identiques à ceux des autres maires de grandes villes. (Le Monde du 10 mai). M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, avait demandé le rejet du texte.

Les fruits de la « méthode Quilès »

Si les communistes ont persisté dans leur refus total du projet Quilès, le gouvernement a bénéficié de la bienveillance de l'opposition. Celle-ci a suivi la recommandation de M. Gérard Longuet (UDF, Meuse), prédécesseur de M. Paul Quilès au ministère des PTT, qui, tout en exprimant des réserves sur le projet gouvernemental, trop timide à ses yeux, avait invité ses collègues à favoriser cette réforme. Tout au long du débat, M. Longuet a cherché, sans succès, à instiller quelques doses de libéralisme dans le texte.

Pour faire avancer à grande vitesse cette réforme - « la plus ambitieuse d'un service public depuis quarante ans », a-t-il souligné - M. Quilès a dû désamorcer la grogne qui régnait jusque dans les rangs de ses amis politiques à propos des services financiers de la Poste. Représentant à son compte un amendement du rapporteur de la commission de la production et des échanges, M. Jean-Pierre Fourré, le ministre a accepté que, avant le 1^{er} janvier prochain, un rapport du gouvernement étudie de près les conséquences d'un élargissement de l'éventail de prêts de l'établissement.

Le ministre des PTT a donné d'autres gages de bonne volonté en

promettant de « rééquilibrer sensiblement les conditions de rémunération » des CCP (comptes chèques postaux) et de la CNE (Caisse nationale d'épargne), qui, a-t-il précisé, « seront fondées sur des commissions prenant en compte le coût de la collecte, les gains de productivité et une incitation à la collecte ». Le niveau de ces commissions sera fixé « de manière claire et stable pour la durée des contrats de plan ». Pour les CCP existants (13 milliards de francs d'encours), la rémunération (3 % actuellement) « tendra progressivement à couvrir le coût de la collecte ». Celle-ci est de 7 % environ, et l'un des objectifs du contrat de plan de la Poste sera de la faire baisser. En outre, le système actuel, qui attribue intégralement à la Poste la marge brute de la CNE (11,9 milliards de francs), sera révisé par un mécanisme de commissions : l'une fixe, sur l'encours actuel ; l'autre variable, pour encourager la collecte nouvelle. Finalement, pendant une période transitoire allant jusqu'en 1995, les revenus provenant de la CNE baisseront, tandis que ceux décaissés par les CCP augmenteront, ceci se faisant « sans modification substantielle des flux financiers actuels ».

par la profession, un tiers par le budget, et ce dernier ne respectant pas l'engagement pris, la Poste supporte les deux tiers de la charge, ce qui lui coûte 3 milliards de francs par an. Elle a longtemps dénoncé cette situation et réclamé une « juste rémunération de ses services ». M. Fourré a repris cette idée sous un amendement stipulant que les cahiers des charges précisant « les garanties d'une juste rémunération des prestations de service public assurées par chaque exploitant ».

Troisième avancée du gouvernement au cours du débat, celle de M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, sur la fiscalité locale. Cette question a donné lieu à des échanges particulièrement vifs avec l'opposition. M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) est allé jusqu'à parler de « hold-up », d'« extorsion » et de « turpitude » concernant les décisions arrêtées. « De quoi les collectivités locales ont-elles été privées ? Elles n'avaient rien. Dans le texte que j'ai déposé, elles n'ont toujours rien. Alors, de quoi ont-elles été privées ? » s'est interrogé M. Charasse. Pourtant, soucieux de ne pas s'aliéner l'opposition, le ministre délégué au budget a accepté un amendement prévoyant le versement éventuel de certaines sommes aux collectivités locales.

La tenue des échanges entre l'opposition et les socialistes - exception faite des quelques éclats sur la fiscalité - face à des députés communistes qui rejettent le texte en bloc, a donné une nouvelle illustration de la méthode qui a guidé toute la préparation du projet de loi, fondée sur l'argumentation et la concertation. Méthode Rocard ou Quilès ? Le ministre des PTT attachera son nom à cette évolution fondamentale, entourée d'un maximum de garanties sociales.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Le débat sur le statut de l'île

L'Assemblée de Corse se prononce contre une réforme institutionnelle

AIACCIO

de notre correspondant

Par deux votes successifs, l'Assemblée de Corse a, vendredi 11 mai, refusé toute réforme institutionnelle allant dans le sens de l'autonomie interne. Son président, le docteur Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR de Corse-du-Sud et maire de Porto-Vecchio, avait saisi d'une motion et d'une série de « Propositions pour la Corse », qui ont été adoptées à large majorité.

La motion tendait à préciser la portée et les limites de la délibération du 13 octobre 1988, par laquelle l'Assemblée avait « affirmé l'existence d'une communauté historique et culturelle vivante, regroupant les Corse d'origine et d'adoption, le peuple corse ». Il ne s'agissait, en aucun cas, de demander au gouvernement « la

reconnaissance d'un peuple corse distinct du peuple français ». C'est pourquoi, par trente-huit voix (droite et MRG) contre six (UPC, Cuncolta) et dix-neuf non-participations (PS, PCF, et cinq droites) a été réaffirmé l'attachement à l'unité nationale et l'indivisibilité de la République, et l'initiative qui serait susceptible d'y porter atteinte en prenant prétexte de la délibération du 13 octobre 1988.

Les « Propositions pour la Corse », qui sont très proches de celles que M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a exposées à Ajaccio le 27 avril (le Monde du 9 mai), ont été adoptées par quarante-deux voix (droite + MRG) contre quinze (PS, PCF, UPCI) et un non-participation (Henri Antonia, RPR). Les élus de A Cuncolta nazionalista avaient quitté la salle avant le vote.

PAUL SILVANI

LIVRES POLITIQUES

COMME cette jeune revue ne paraît qu'à raison de trois numéros par an, qu'elle est austère, massive, et d'un coût relativement élevé, il est nécessaire de savoir de quoi il retourne. Le directeur de la publication, Dominique Wolton, rappelle qu'Hermès se consacre à trois grands groupes de recherche : les théories de l'action communicationnelle, les sciences sociales, les sciences cognitives. Son contenu s'appuie, notamment, sur les travaux du programme communication du CNRS et elle est éditée par cet organisme. Revue très sérieuse, à vocation scientifique, dans un domaine que la science prospecte depuis peu (relativement).

Le numéro 5-6 s'organise sur le thème « Individus et politique ». C'est le pendant d'un numéro précédent, le deuxième de la série, qui traitait de « Masse et politique ». Après le nombre, Hermès s'intéresse ici à l'individu, considéré non dans le cadre d'une théorie politique (libéralisme, socialisme), mais dans le cours de sa progressive prise en compte sociale à travers les techniques de la médecine, de la psychologie et de la psychanalyse. « La perspective est, nous dit-on, résolument critique et historique, c'est-à-dire moins attachée à la défense d'une théorie qu'au processus complexe par lequel s'est dégagé lentement un discours à vocation d'abord médicale, puis plus largement scientifique, sur le statut et l'autonomie de l'individu ».

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'ont été perçus et étudiés les liens entre les désordres individuels et le désordre social. En présentant des textes de quelques-uns des précurseurs qui se sont distingués dans ce domaine, à la fin du dix-neuvième siècle (Henri Bernheim, Gabriel Tarde, Augustin Hamon, René Gerraud,

Un peu de psychologie

Paul Aubry, Alfred Binet, Erika Apfelbaum note que le discours psychopolitique naissant s'inspire d'un langage relatif à la suggestion, à l'hypnose et à la contagion et pénètre, non sans ambiguïté, le droit pénal.

Après cette remontée aux origines, d'autres contributions et documents traitent de l'histoire culturelle de la psychologie politique, de ses emprunts à d'autres disciplines scientifiques et de certaines de ses approches expérimentales. Par exemple, le rôle de la télévision dans la fabrication des stéréotypes par lesquels s'expriment largement un certain nombre d'idées reçues, banalités et autres clichés. Isabelle Veyrat-Masson révèle, au risque de surprendre, que les recherches conduites à « une certaine innocence du média » dans ce processus.

La revue s'ouvre sur une étude de Serge Moscovici : « Les thèmes d'une psychologie politique », et un entretien avec Pierre Legendre (« Droit, communication et politique ») ; elle ressort un texte de Georges Bataille sur « La structure psychologique du fascisme » et publie des extraits de la correspondance échangée entre Einstein et Freud, à l'initiative de la Société des Nations en 1932, sur le thème : pourquoi la guerre ?

Bal exemple de communication politique au sommet, entre deux grands esprits qui cherchaient, en période de crise, une réponse à une autre question : comment la paix ? Et belle réplique de Freud qui, sans trop d'illusions, avec quelques réserves et beaucoup de prudence, suggère que,

ANDRÉ LAURENS

peut-être, si elle est encouragée, l'aptitude des hommes à la civilisation, à la culture, et les transformations qu'elle introduit dans la nature humaine, viendront à bout du fond de barbarie. La psychologie politique « cherche à expliquer le comportement des acteurs politiques - au sens large qui comprend les simples sujets démunis de droits aussi bien que les citoyens actifs et les dirigeants - par des mécanismes identifiés et analysés ailleurs », écrit Jon Elster, dans l'introduction à trois essais qu'il a rassemblés en un petit volume. Ces études examinent les rapports et les convergences qui ressortent de l'analyse des régimes autoritaires, totalitaires et démocratiques à partir des travaux de Paul Veyne, historien de l'Antiquité, d'Alexandre Zinoviev, expert de la société soviétique, et d'Alexis de Tocqueville. Le rapprochement de ces trois auteurs et de leurs observations permet, selon Jon Elster, de recouvrer « une très grande partie des régimes historiques », et « d'identifier et d'analyser les mécanismes psychologiques à l'œuvre dans tous les régimes ».

A l'origine de cette démarche, il y a la similitude qu'avait constatée Jon Elster entre ce qu'il apprenait, en lisant Veyne, des mœurs politiques de la société romaine classique et celles de la Côte d'Azur, où il passait ses vacances et que lui rapportait le quotidien local. Dans les deux cas, il y avait une évidence parente dans la manière dont l'autorité politique gérait - et trouvait à une part de ses fondements - l'irrationnel des sociétés humaines.

► Hermès, 5 et 6, Individus et politiques, éditions du CNRS, 398 pages, 150 F.

► Psychologie politique, par Jon Elster, éditions de Minuit, 186 pages, 149 F.

SOCIÉTÉ

Après la profanation du cimetière de Carpentras

La communauté juive organise le 14 mai à Paris une manifestation à laquelle s'associent les partis de gauche

Le procureur de la République de Carpentras (Vaucluse) a ouvert, vendredi 11 mai, une information judiciaire contre X... après la profanation de trente-quatre tombes du cimetière juif de la ville. Ouverte pour « violation de tombeaux et de sépultures, destruction ou détérioration d'objets mobiliers et biens immobiliers » ainsi que pour « injures à caractère raciste », elle a été confiée à M. François Mothes, juge d'instruction. L'enquête a été confiée à l'autonne d'Avignon du SRPJ de Montpellier (Hérault).

Au ministère de l'Intérieur, on souligne que « tous les services sont particulièrement mobilisés », la police judiciaire étant épaulée par les forces urbaines, la gendarmerie et, surtout, les renseignements généraux. Les enquêteurs disposent de peu d'indices en dehors des traces de quatre paires de chaussures différentes, toutefois « peu excellentes ».

Si les policiers reconnaissent que « tout est possible », leurs recherches sont néanmoins axées « de

manière préférentielle du côté de l'extrême droite ». Ainsi un skinhead, domicilié à Avignon et proche du Parti nationaliste français et européen (PNFE, néo-nazi), a été interpellé vendredi après-midi puis relâché, samedi matin 12 mai. Quatre autres personnes proches de ces milieux d'extrême droite ont été à leur tour placées en garde à vue, samedi matin. Les enquêteurs restent prudents, assurant qu'ils procèdent « aux vérifications d'usage » et que « rien ne prouve qu'il ait joué un rôle dans cette affaire ».

Plusieurs manifestations de protestation et de recueillement devaient avoir lieu, dimanche 13 mai. Le Grand Rabbin de France, M. Joseph Sitruk, a invité les représentants de toutes les confessions à participer à une cérémonie de prière, à 11 heures 30 au cimetière profané de Carpentras. Pendant ce Kaddish - prière des morts dans la tradition juive - le maire de la ville, M. Jean-Claude Andrieu, demande aux habitants d'observer un quart d'heure

de silence. A Paris, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, extrême gauche) appelle à une manifestation, dimanche, à 11 heures, au métro Charonne. A Marseille, la LICRA et le MRAP appellent, le même jour, à 9 heures, à un rassemblement devant la mairie, suivi d'un départ en voiture pour le cimetière profané. Dimanche encore, à Lyon, le maire, M. Michel Noir, appelle à un rassemblement, à 10 heures, place des Terreaux.

En revanche, le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, a interdit les manifestations annoncées par plusieurs mouvements d'extrême droite ou royalistes - dont le PNFE - dimanche 13 mai, à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc. Ces manifestations seraient « de nature à troubler l'ordre public », a estimé la préfecture de police, qui craignait qu'elles ne donnent lieu à des incidents.

L'ensemble des organisations juives, laïques et religieuses, appellent à un « cortège silencieux » lundi 14 mai, à 18 h 30, à Paris, à partir de la place

de la République. Le Parti socialiste, le Parti communiste et SOS Racisme ont décidé de s'y associer. De son côté, le ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, a demandé, dans une circulaire adressée le 11 mai, aux directeurs d'écoles et chefs d'établissements d'organiser à partir de lundi une réflexion collective sur le racisme et l'antisémitisme.

D'autres tombes ont été saccagées, ces dernières semaines, a-t-on appris vendredi. Au cimetière juif de Wissembourg (Bas-Rhin), vingt pierres tombales ont été renversées entre le 12 avril et le 4 mai. Au cimetière communal de Limetz-Villez (Yvelines), une quarantaine de tombes ont été saccagées, croix renversées et brisées, fleurs piétinées, stèles et monuments détruits, dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 mai.

Colère dans un lieu de paix

CARPENTRAS

de notre envoyé spécial

Carpentras. Un lieu de paix, splendide et magique. « Le jour de l'homme passe comme l'herbe. Il est comme la fleur des champs qui fleurit pour un peu de temps », annonce l'inscription gravée sur le porche du cimetière. Derrière les grilles, un chemin de terre bordé de pins et de cyprès serpente entre les sépultures. Depuis le moyen âge, les juifs ont souhaité reposer ici dans ce vaste morceau de garigue sur lequel veille le mont Ventoux. Une odeur de thym, le baume provençal, flûte par les grands arbres. Et puis des mots - « corps fraîchement inhumés », « la nuit était claire », « ils ont été dérangés », des cris, ceux de la veuve de Félix Germon, mort le samedi de Pâques à 81 ans, le sifflement des hélicoptères descendant et remontant les pentes, l'air, et des pas, des pas par centaines, des boucassades de journalistes entre les tombes dans ce lieu livré au silence depuis toujours.

Vendredi, au lendemain de la découverte de sa profanation, le cimetière juif de Carpentras apparaît comme un lieu de recueillement et de pèlerinage non seulement pour les familles des morts et leurs amis, pour les Carpentrains indignés ou seulement curieux, mais aussi pour la classe politique. Pour retrouver l'innommable et dire sa colère, sa compassion, il fallait marcher là, entre les tombes mutilées, se recueillir devant ce monticule de terre reconstitué après que l'autre nuit on en eut sorti un mort pour proclamer la haine contre les juifs. Chaque détail dénotait par les enquêteurs ajoutés à l'horreur. Les profanateurs étaient trois ou quatre d'après leurs traces de chaussures, davantage si l'on tient compte du poids énorme de certaines tombes qu'ils ont réussi à déplacer.

Probablement dans la nuit de mercredi à jeudi ils ont pénétré sans difficulté dans le cimetière entouré d'un haut mur, mais dont la grille n'était pas fermée. Après de longues minutes de pèlerinage de la tombe à la tombe, ils se sont scindés en plusieurs groupes : des zones distinctes ont été dévastées. Les tombes semblent avoir été saccagées au hasard, mais l'opération a été, de toute évidence, préméditée et

organisée. La période choisie, celle de Pâques où les juifs ne visitent pas les morts, assurant la tranquillité. Stèles desolées, pierres tombales brisées, au total trente-quatre sépultures ont été violées. L'imposant couvercle de marbre brun du tombeau d'Emma Uthman, décédée en 1977, a été décollé, soulevé et déplacé. Dans un autre secteur du cimetière, la pierre portant le nom de Daniel Bessoulet, ancien conseiller socialiste de Paris mort en 1984, a été renversée, comme toutes celles qui l'entourent.

Mais la pire des abominations a eu lieu près d'un beau chêne. Là se trouvaient deux sépultures très récentes et donc non encore couvertes, selon la tradition juive. On a tenté d'extirper, sur premier cadavre, un vaisseau. Mais à côté, celui de l'adolescente a été extrait après que plus de deux mètres cubes de terre eurent été renversés. Deux femmes, qui jouaient main portante des fleurs, ont découvert le cadavre de Félix Germon couché sur une tombe inclinée, la tête en bas, les jambes écartées, une hampe de parasol enfoncée dans l'anus. Une étoile de David attachée à un autre tombeau avait été déposée sur lui.

« Les mots jugent »

An-dé-là des faits, il est bien difficile de trouver les mots, des formelles. Les hommes politiques, les personnalités qui se succèdent vendredi après-midi dans la tour de Carpentras, s'y essaient visiblement, partagés entre le désarroi et l'émotion. « Des actes bestiaux (...) Ça commence tous les jours avec les juifs, ça se termine ailleurs », déclare M. Ovidio Soffer, ambassadeur d'Israël en France, arrivé le premier sur les lieux en compagnie de M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et de M. Jean-Claude Andrieu, maire UDF de Carpentras. Les étudiants juifs de l'UEJF évoquent « un véritable pogrom contre la mémoire ». « Une forme d'attaque pour toute la société », ajoute M. Harlem Désir, président de SOS Racisme avant que le ministre de la Culture, M. Jack Lang, arrive en compagnie de M. Elie Wiesel, l'évoque, à son tour, le chagrin et la

révolte. L'écrivain juif, pour sa part, déclare notamment : « Les Allemands avaient toujours choisi les endroits les plus beaux pour y accomplir ce qu'il y a de plus haineux ». M. M. Mauroy, Noir, Vigouroux, Pezet, Léotard, ne font pas que défilé, kippa sur le crâne pour certains, dans le cimetière de Carpentras. Devant la tombe de Félix Germon on put assister à de véritables retrouvailles marseillaises. M. Gaudin, Vigouroux et Pezet - et un instantant d'union nationale - les mêmes en compagnie de M. M. Noir et Mauroy. « Ils se sont attaqués à des morts, mais aussi aux vivants. Pas seulement aux juifs. On alors nous sommes tous juifs » a conclu le premier secrétaire du parti socialiste qui a désigné « Ceux qui se laissent aller à des sous-entendus ». Au - delà de l'indignation, de la compassion et des manifestations, que faire ? M. Mauroy souhaite que les

Français « retrouvent la mémoire », que l'on explique mieux l'histoire aux élèves. Mais, pour M. Marc Rochman, président national des étudiants juifs « le pouvoir a un train de retard avec sa loi anti-raciste. Nous n'en sommes plus aux déclarations, aux commémorations, on vit le nazisme au présent ». Elie Wiesel conclut : « Les morts jugent. Le mémoire des morts est un jugement ». Dans un coin du cimetière, le grand rabbin Onakim de Marseille entonne la prière des morts, celle où résonnent les noms d'Auschwitz, de Majdanek et de Treblinka. Il y associe « toutes les victimes de la barbarie et de la violence des hommes. Ils ont attaqué un lieu où des hommes pensaient trouver leur dernier sommeil » constate-t-il. « C'est toute la dignité de l'homme qui est atteinte car dans toute civilisation, dans tous les pays, on porte une grande vénération aux morts, quelle

que soit la manière dont on les accompagne à leur dernière demeure ».

Conseil municipal extraordinaire

Toute la journée, de simples citoyens arpentaient les lieux. Cette femme de 67 ans est venue d'Avignon. Juive originaire de Roumanie, installée en France depuis près de cinquante ans, elle se souvient que « là-bas, ça avait commencé pareil, ils avaient brûlé les bibles dans les synagogues, profané les cimetières, enterré des vieillards vivants ». Elle a pleuré en apprenant cela à la télé. Un jeune homme de vingt-cinq ans, kippa noir vissée sur le crâne n'a pas apprécié la visite des politiques. « Je n'ai vu aucune compassion dans leurs yeux, moi, je n'ai pas honte de pleurer » dit ce jeune gérant d'une station - service. « Mais, nous ne sommes plus

faibles comme dans le temps, nous savons nous défendre ». Sa colère ne débouche pourtant pas sur la violence : il qualifie de « comédie » l'appel à la vengeance de jeunes juifs placardé sur une camionnette.

Des Carpentrains veulent voir et comprendre ce qui leur attire cette soudaine publicité dont cette « petite soie - préfèteur tu tranquille » se serait bien passée. « Ils ont soulevé la dalle du pépé » s'indigne une vieille dame catholique, avec l'accent. D'autres sont venues au « cimetière des juifs » pour constater « cette misère ». Devant la grille, un quinquagénaire de l'île - sur - Sorgue, accouru « comme catholique » se tient immobile avec une pancarte portant simplement : « Aidez - nous les uns les autres ». C'est la première fois qu'il vient ici et il regrette que « les gens aient préféré faire la sieste plutôt que manifester leur émotion ».

Impression sans doute excessive. En ville, on ne parle que du cimetière juif. Le conseil municipal à majorité UDF, où le Front national dispose de deux sièges sur trente-cinq tient une réunion extraordinaire pour condamner « les actes odieux », s'associer à la douleur de la communauté juive et rappeler le passé de la ville « étroitement liée à l'histoire du peuple juif ». Dans cette cité de 28 000 habitants dont le maire était juif à la veille de la seconde guerre mondiale, la communauté - une centaine de familles - renforcée dans les années soixante par l'arrivée des pieds - noirs « ne s'est jamais sentie menacée », assure le docteur Freddy Haddad, son président. « Même pendant la guerre, pour moi - il, Carpentras n'avait pas vu ça. Les nazis sont venus avec des bidons d'essence pour brûler le synagoge et sont, parait-il, il repartit sans le lieu respirait la paix ».

PHILIPPE BERNARD

(Lire la suite de nos informations sur la profanation du cimetière de Carpentras en page 8.)

Les menaces et injures antisémites ont nettement augmenté en 1989

Les actes recensés depuis dix ans

Années	Actions	Menaces
1979	25	20
1980	76	190
1981	26	70
1982	27	135
1983	21	70
1984	15	80
1985	10	56
1986	2	57
1987	13	75
1988	15	85
1989	18	149
TOTAUX	248	987

Peut-on mesurer la progression de l'antisémitisme en France au cours des dernières années ? Dans son Rapport sur la lutte contre le racisme et la xénophobie, remis le 27 mars au premier ministre, la Commission nationale consultative des droits de l'homme a présenté une évaluation quantitative, établie à partir des statistiques du ministère de l'Intérieur et de la gendarmerie nationale (voir notre tableau).

La rubrique « Actions » regroupe les attentats, agressions contre les personnes, incendies criminels, coups de feu, déprédations diverses, tandis que la rubrique « Menaces » recense les inscriptions, graffiti, tracts et appels téléphoniques anonymes. N'ont été comptabilisés que les faits dont le caractère antisémite a pu être démontré. La Commission note en effet que certaines actions commises contre la communauté juive (des déprédations dans des cime-

tières, par exemple) relèvent du simple vandalisme.

Les deux principaux attentats, commis l'un et l'autre à Paris (contre le synagoge de la rue Copernic, le 3 octobre 1980, et contre le restaurant Goldenberg, rue des Rosiers, le 9 août 1982) étaient l'œuvre du terrorisme international. Mais, comme par contagion, ces attentats ont entraîné une série d'actions à caractère antisémite : 76 en 1980 et 27 en 1982. Par la suite, l'antisémitisme violent a baissé graduellement, jusqu'à atteindre son niveau le plus bas en 1986. L'année suivante, marquée par le procès Klaus Barbie, a connu à nouveau une recrudescence des actions et surtout des menaces. Cette remontée, alimentée en partie par des campagnes « révisionnistes », s'est maintenue en 1988 et poursuivie en 1989, où l'on a surtout relevé une forte augmentation des menaces.

Office de shabat à la synagogue parisienne de la rue de la Victoire

« Les mots sont plus dangereux que les armes »

Les offices du vendredi soir de la communauté juive de France ont été marqués par l'affaire de Carpentras. A la synagogue de Neuilly, M. Jacques Chirac a participé à cette prière d'entrée dans le shabbat à côté de M. Joseph Sitruk, grand rabbin de France, M. Michel Rocard, premier ministre, M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat, M. Alain Goldmann, le grand rabbin de Paris, M. Benny Cohen, président du consistoire de Paris, et nombre de personnalités juives ont assisté à l'office dans la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris (34).

Ce n'était pas la foule du kippour, vendredi soir 11 mai, à la grande synagogue de Paris, mais le même

deuil, la même émotion. La révolte en plus, comme après l'attentat de la rue Copernic, celui de la rue des Rosiers, ou plus encore, remontant le passé, après la guerre de six jours et autres pages tragiques de l'histoire d'Israël.

Le shabbat, pour les juifs religieux, est un jour de fête, mais cette fois le cœur n'y est pas. Le grand rabbin René Samuel Sirat ne veut pas y croire. « C'est affreux, affreux répète-t-il. Ce sont des années de retour en arrière. Lorsque ce point, la moindre dignité disparaît de l'esprit humain, ce sont les fondements mêmes de la société qui sont atteints ».

Au premier rang, pendant l'office, M. Michel Rocard, M. Tony Dreyfus et les officiels de la communauté juive de Paris serrant les dents. Face à eux, sous un dais nuptial,

M. Alain Goldmann fait réclamer une prière solennelle « pour la République française ». Dans son sermon, le grand rabbin de Paris vient de dénoncer « l'hydre de la bête innommable qui n'est pas totalement éteinte. Les paroles scandaleuses ne suffisent pas, ajoute-t-il. L'émotion qui nous étreint passera elle aussi. Il y a encore des mesures à prendre, car un climat de haine est constamment entretenu en France. Les mots sont devenus plus dangereux que les armes. Carpentras n'est pas un fait isolé (...), les juifs ont pour donné des preuves de leur attachement indéfectible à la terre de France ».

Montrant devant l'arche sainte, les fidèles (les hommes seulement) qui viennent de perdre un être cher réclament la fameuse prière du kaddish (prière du deuil). Un enfant les

suit, noué papillon et lunettes cerclées, qui n'a même pas l'âge de la bar-mitsva mais chante déjà en hébreu les formules rituelles d'entrée dans le shabbat. A la fin de l'office, il rejoindra ses cinq frères et sœurs, tous également roux, et ses parents qui, au mois d'août, vont faire leur aliya (parir en Israël).

« On se sentira plus en sécurité en Israël »

« Nous commençons à avoir peur de vivre en France », explique leur père. L'attentat de Carpentras nous conforte dans notre intention de partir. On se sentira plus en sécurité en Israël. » « Est-ce si sûr qu'Israël peut encore nous protéger, interroge un voisin, quand si près de nous, en Russie, des bandes nazies commencent à parader dans les

rues ? » Excessif bien sûr. La vigilance l'emporte sur ce climat de psychose. Ou plus exactement le sentiment que cette affaire de Carpentras, par sa valeur symbolique, renvoie à la responsabilité de l'homme tout entier et non d'abord à celle de la communauté juive. « C'est la France entière qui est endeuillée », dit M. Benny Cohen, jeune président du consistoire de Paris. C'est l'homme lui-même qui est touché, réduit à la dernière des plus viles matières, alors qu'il a été créé à l'image de Dieu ! Il fonde reconnaissance devant la montagne des messages de sympathie reçus toute la journée. C'est en particulier de cette petite fille de onze ans, non juive, qui a décroché le téléphone pour lui demander ce qu'elle devait faire pour lutter, dans sa classe, contre l'antisémitisme...

Tous iront défilé, lundi soir, de la République à la Bastille. Défilé silencieux. « Si on ne se montre pas plus forts, plus unis, on se fera bouffer explique un jeune couple d'étudiants juifs. En même temps, on ne peut pas aller matraquer les skinheads de la rue d'Assas. Ils n'attendent que cela ».

Rares sont les excès verbaux. On plaint Le Pen plus qu'on ne le craint. Une fois les voitures officielles parties, les camions de télévision enlevés, quand les derniers fidèles quittent la synagogue, les plus vieux et les plus sages hochent la tête : « Ça commence toujours par les juifs. Ça finit par les autres ! »

HENRI TINCO

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

Les réactions après la profanation du cimetière de Carpentras

En France : consensus dans l'émotion

D'innombrables personnalités religieuses, politiques et syndicales continuent d'exprimer leur indignation et leur douleur après la découverte de la profanation du cimetière juif de Carpentras. Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon et primat des Gaules, a fait part de « l'expression de sa profonde tristesse, de son deuil et de sa révolte devant (cet) ignoble déchaînement de haine ». L'ayatollah Rouhani, chef spirituel de la communauté musulmane chite d'Europe, s'associe « sans réserve » à la dénonciation de « ce crime odieux », ajoutant que « chacun se sent atteint du fond de sa conscience morale, humaine et religieuse ».

Le président de la Fédération protestante de France, le pasteur Jacques Stewart, dénonce des actes « dont l'intention perverse (est) d'insulter le sionisme et la peur au sein de la société ». Pour sa part, le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, en réponse au président du Front national qui a évoqué une « provocation », indique : « Je ne suis pas Dieu pour scruter le cœur des hommes. Je voudrais simplement que tous les hommes politiques de toutes les classes sachent la responsabilité qui est la leur quand ils tiennent des propos qui peuvent être une incitation à la haine ou à la xénophobie ».

Les dirigeants des organisations syndicales réagissent aussi fortement. M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, dénonce « l'acte de barbarie qui souille l'opprobre et la culture de quiconque est attaché aux valeurs humaines ». Force ouvrière souligne « l'offense à toute société civilisée ». M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, confie : « Aujourd'hui, je me sens juif avec les juifs. Il nous faut agir au-delà des clivages politiques traditionnels pour réunir tous les hommes et les femmes épris de liberté ».

Bien d'autres mouvements ont naturellement manifesté leur solidarité avec la communauté juive, comme l'Ordre de la Libération, la CIMADE, mouvement œcuménique d'entraide fondé par les protestants, le Secours populaire français, le cercle Bernard Lazare,

o Incident entre M. Mauroy et M. Médecin. « Je ne supporte pas aujourd'hui d'écouter M. Médecin, et de débattre avec lui. Nous sommes ici les représentants de l'Europe sans frontières et le combat contre le racisme et l'antisémitisme est aussi sans frontières », a déclaré le maire de Lille, M. Pierre Mauroy, vendredi 11 mai à Lyon avant de quitter précipitamment la troisième conférence des eurocités (Nos dernières éditions).

Le maire de Nice qui devait présenter un rapport sur les télécommunications s'est alors levé pour dénoncer ce qu'il a qualifié de « manque total de dignité de la part d'un ancien premier ministre de la République française ». « Jamais je n'ai manifesté de sentiment antisémite, jamais je n'ai tenu de propos antisémites », a affirmé M. Jacques Médecin.

L'Association de solidarité franco-arménienne et la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP). Parmi les associations, groupements ou partis, se sont notamment l'Association Socialisme et Judaïsme, Les Verts, le PCF, le groupe RPR de l'Assemblée nationale, le conseil régional d'Ile-de-France par la voix de son président RPR, M. Pierre-Charles Krieg, qui se sont ainsi associés à l'émotion collective, ainsi que de nombreuses personnalités.

Dans l'opposition, MM. Raymond Barre, Alain Juppé, secrétaire général du RPR, Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et président de la région Rhône-Alpes, Michel Noir, maire RPR de Lyon, MM. Michel Mouillot, maire UDF de Cannes, Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, Yves Galland, président du Parti radical (valoisien), Yvon Briant, président du CNL, Jacques Médecin, maire de Nice, qui vient de quitter le RPR pour le CNL, M. Michèle Barzach, député RPR de Paris, Yann Piat, député UDF du Var (ancien député du FN). Dans la majorité, MM. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Emile Zuccarelli, président du MRG, M. Catherine Trautmann, maire PS de Stras-

bourg, Marcel Debarge, sénateur PS de Seine-Saint-Denis. Parmi les ministres, MM. Michel Durafour, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, qui a ajouté que la communauté juive ne se laisserait pas aggraver ainsi sans réagir, M. Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont suspendu un moment leurs séances, vendredi, en signe de protestation.

Bien que, outre M. Jean-Marie Le Pen lui-même, plusieurs élus ou dirigeants du FN (MM. Pierre Sergent, Jean-Marie Le Chevallier, M. Marie-France Stirbois, député d'Eure-et-Loire, qui s'est déclaré d'autant plus touché que la tombe de son mari a été « profanée à plusieurs reprises ») aient également fait connaître leur indignation, plusieurs personnalités mettent en cause explicitement la responsabilité de M. Jean-Marie Le Pen et de ses amis dans l'émergence du climat qui a permis la profanation de Carpentras. C'est le cas de MM. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, Lionel Stoléru, Georges Sarre, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la mer, Pierre Mauroy,

premier secrétaire du PS. Pour M. Joxe, qui s'est notamment exprimé sur France-Inter, le président du FN est « un raciste et un provocateur » qui « ferait mieux de garder le silence ». Selon le ministre, les idées de M. Le Pen peuvent conduire à « des violences dans des proportions qui peuvent dépasser l'imaginaire ».

Pour M. Alain Krivine (LCR, extrême gauche), M. Le Pen et son parti sont « directement responsables ». M. Valéry Giscard d'Estaing a annoncé qu'il proposerait que la région Auvergne, dont il est le président, participe financièrement à la restauration du cimetière de Carpentras. M. Jean-Pierre Brard, député PCF de Seine-Saint-Denis, et l'ensemble du groupe communiste de l'Assemblée nationale, ont déposé vendredi une proposition de loi visant à interdire l'accès du territoire français aux anciens nazis condamnés à la Libération par le tribunal de Nuremberg. Au Puy-en-Velay (Haute-Loire), quelque deux cents lycéens ont manifesté dans les rues pour protester contre la venue de M. Le Pen dans la ville, prévue samedi. Une nouvelle manifestation, organisée à l'appel de la Ligue des droits de l'homme et à laquelle se sont associés vingt-quatre organisations, doit avoir lieu samedi pour protester contre cette visite.

M. Jean-Marie Le Pen dénonce une « exploitation politicienne »

Entouré des principaux responsables de son mouvement et avec la présence à sa droite de M. Robert Hammerdinger, vice-président de l'Association des français juifs et conseiller régional FN d'Ile-de-France, M. Jean-Marie Le Pen a tenu, vendredi 11 mai, une conférence de presse pour repousser catégoriquement toute responsabilité directe ou indirecte du Front National dans l'affaire de Carpentras et annoncé qu'il poursuivrait en justice tous ceux qui se permettraient ces accusations « et tout bonnement ignobles ». « Le Front national n'est ni raciste ni antisémite, a-t-il déclaré. Je le mets au défi une fois de plus ceux qui, dans un seul de nos discours, auraient osé relever quelque appel à la haine que ce soit. (...) On nous fait un procès tout à fait injuste, un véritable procès de sorcellerie ».

D'entrée, le président du Front national a fait part de son émotion : « L'émotion soulignée dans le pays par la profanation du cimetière de Carpentras est grande. Le Front national la partage et témoigne aux familles des défunts qui ont été ainsi profanées sa fraternité. Qui plus que les patriotes français peuvent être choqués par une action qui vise les morts et les lieux de paix

que sont les cimetières, puisque la patrie, c'est la terre des pères, c'est la terre des morts et parce que nous sommes croyants et patriotes, nous croyons au respect dû à l'ensemble charnel ».

A qui profite le crime ?

M. Le Pen s'est ensuite longuement interrogé pour savoir « à qui profite le crime ? ». « Au-delà des familles qui ont été outragées, a-t-il expliqué, nous avons le sentiment qu'il s'agit là de quelque chose de beaucoup plus grave, d'une véritable opération de terrorisme psychologique, de subversion politique tendant à isoler, effrayer, intimider la communauté juive et peut-être à provoquer des actions d'escalade et de représailles. » Faisant référence à son discours du 1^{er} Mai, dans lequel, précise-t-il, il présentait déjà « des provocations dans l'ambiance extrêmement trouble qui accompagne la montée du Front national », le président du Front national a mis en cause la classe politique française : « Il ne s'agit pas là d'un de ces actes de vandalisme qui impliquent quelquefois de très jeunes garçons ou des oisifs ou des dérangés. Il s'agit là d'une opération qui me

semble avoir été programmée et en tout cas exploitée sans vergogne par les politiciens français désireux sans doute de faire oublier les scandales de l'immigration et les maigres finances ». Se montrant plus précis, M. Le Pen a d'abord souligné « l'écrasante responsabilité » du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe : « Je doute que l'homme au pilori de l'opinion. Cet attentat contre l'homogénéité française lui suggère aujourd'hui des déclarations purement stériles ». M. Le Pen a ensuite suggéré que l'on mène l'enquête du côté « des mouvements subversifs islamistes », mais aussi « du côté des communistes avec leur courtoisie de transmission du MRAP ». Pour sa part, considérant que « la montée du sentiment antisémite en France est une fabrication artificielle, un montage politique », M. Le Pen en a appelé pour finir « au bon sens des Français, à leur sentiment de solidarité et de patriotisme ».

Quelques heures après cette conférence de presse, les dirigeants du MRAP décidaient « d'engager une action en justice » contre M. Le Pen, estimant que celui-ci avait atteint leur mouvement « dans sa dignité, son histoire, son éthique ».

Solidarité

Suite de la première page

De la même façon, le 9 mai, à « l'heure de vérité », il s'était gardé de faire la leçon aux cadres de son mouvement qui, à une question posée par la SOFRES pour le Monde, avaient répondu que « les juifs ont trop de pouvoir en France ». Le président du groupe des Droites européennes a lui-même, il est vrai, déjà été condamné pour propos antisémites.

Il y a une dizaine d'années, l'Express avait publié une interview de Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux affaires juives de Vichy, responsable de la mort et du déport de plusieurs dizaines de milliers de Français juifs et qui, réfugié en Espagne, se montrait dans ses propos fidèle à son passé. Le Front national n'était, alors, qu'un groupuscule. « Voulez-vous que je me fasse applaudir en criant « Vive Darquier de Pellepoix ? », proposait son président, juste avant de prendre la parole lors d'un banquet, à un journaliste qui lui demandait son sentiment sur l'interview. M. Le Pen sait mieux que tout autre de quoi – et de qui – est fait le mouvement qu'il dirige. Ses « calembours », ses « lapsus », ses « dérapages » sont autant de signes qu'il adresse sciemment à ses partisans.

Le racisme anti-arabe a permis à l'extrême droite de sortir du réduit où elle était confinée depuis la Libération et depuis la rébellion vaincue des extrémistes de l'Algérie française. Dans un premier temps, l'antisémitisme est apparu comme un aspect secondaire des thèmes mis en avant par le Front national. Manifeste dans certains cercles du mouvement qui sous la plume de certains de ses propagandistes, il pouvait être pris pour une lubie de nostalgiques des années 30 et de Vichy, plutôt déphasés par rapport à ce qui faisait l'essentiel du fonds de commerce lepéniste : le rejet des Maghrébins.

Retour au populisme de droite

En prenant, dans un deuxième temps, la défense de ceux qui nient l'extermination massive des juifs dans les camps nazis pendant la dernière guerre – lors de l'affaire de la thèse présentée par M. Henri Roques à l'université de Nantes –, les députés du Front national, qui disposaient alors d'un groupe à l'Assemblée, et M. Le Pen lui-même (« le point de détail ») ont encouragé la promotion d'une des formes que revêt aujourd'hui l'antisémitisme. Parallèlement, le président du Front national a commencé à se servir de l'indignation qu'il provoquait dans la communauté juive pour accuser celle-ci de faire campagne contre lui et s'autoriser ainsi à la mettre en cause à son tour.

On est, maintenant, dans un troisième temps, où l'antisémitisme tend à devenir l'une des composantes explicites du discours lepéniste. Il est significatif que M. Jacques Médecin, au moment où il se

rapprochait ouvertement du Front national, ait tenu des propos antisémites, adressant ainsi comme un clin d'œil à ses nouveaux amis. Le 9 mai, M. Le Pen n'a pas hésité à conforter, à la télévision, l'appréciation des cadres de son parti sur le pouvoir des juifs, en déclarant que ceux-ci sont nombreux dans les médias. L'évolution du discours du président du Front national vient à la suite de celle des journaux qui l'appuient, comme Présent ou National-Hebdo, dans lesquels la mise en cause des juifs est devenue monnaie courante.

L'extrême droite tend à retrouver ainsi le noyau idéologique qui fut, historiquement, le sien. Après avoir paru chercher une cohérence dans une sorte d'ultra-réactionnisme économique, en même temps que dans un ultra-gaullisme « national », les animateurs du Front national semblent revenir aux racines du populisme de droite dont ils sont les héritiers. Trois composantes du mouvement y poussent : l'intégrisme catholique, qui fait revivre, entre autres dogmes répudiés par le concile Vatican II, les accusations de déicide et de satanisme contre les juifs (« Le problème posé par l'Israël infidèle est un mystère et, sans aucun doute, un aspect crucial du problème du mal », affirme, par exemple, l'annonce d'un livre proposé par Présent dans son édition du 11 mai) ; les adeptes des divagations néo-paganistes de la nouvelle droite sur la supériorité de la civilisation « indo-européenne » (les nazis disaient « aryenne ») ; les défenseurs du « révisionnisme », porteurs de ce qu'ils appellent la « bonne nouvelle » : personne n'a été exterminé à Auschwitz, seuls les juifs prétendent le contraire afin de culpabiliser les autres et d'en tirer profit.

Le refus de la République et de ses lois se nourrit en France, depuis ses origines lointaines au temps de la Révolution et, surtout, depuis la fin du dix-neuvième siècle, de la dénonciation de ce régime comme contraire au génie national et à la foi de la fille aînée de l'Eglise. La « guenue », comme Maurras appelait la République, a, entre autres vices et qui les résume tous, celui d'être « juive ». Le lepénisme, aujourd'hui, s'affirme républicain, ce qui n'est pas sans même lui valoir le surnom de « bonne République », mais il est, selon le président du Front national, la République : l'antiparlementarisme reste l'un des ressorts principaux du populisme de droite, dont M. Le Pen est familier depuis le début de sa carrière au mouvement Poujadé, dans les années 50.

Pour autant, l'extrême droite ne répudie pas la fantasmagorie qui s'exprime dans ses manifestations publiques, les caricatures de sa presse, la rhétorique de ses publicistes, le jeu de mots de certains de ses dirigeants. Le Front national travaillait à rendre ces impulsions stériles dans le débat démocratique. L'affaire de Carpentras lui porte, à cet égard, un coup sévère, dont M. Le Pen, qui subodore sans doute dans quelques semaines de la mouvance d'extrême droite il faut chercher les coupables, a bien des raisons d'être furieux.

PATRICK JARREAU

A l'étranger : horreur et indignation

Le président de la Commission des communautés européennes, M. Jacques Delors, a exprimé son « horreur et son indignation » dans un message adressé au grand rabbin de France. Le président du Parlement européen, M. Enrique Baron, a pour sa part stigmatisé cet « acte de barbarie qui révolte la conscience de tout être humain digne de ce nom ». Le gouvernement belge, par la voix de son

ministre des affaires étrangères, exprime ses « sentiments d'indignation et sa réprobation devant l'inqualifiable violation du cimetière belge ». De son côté, la Ligue des Etats arabes se déclare « solidaire de la communauté juive dont elle partage le désarroi devant l'inqualifiable révolte de l'antisémitisme en Europe ». M. Hamadi Essid indique que la Ligue « s'engage à tout mettre en œuvre pour endiguer

la terrible menace du racisme et de l'exclusion ».

M. Seymour Reich, l'un des principaux représentants de la communauté juive américaine, déclare que « cette démonstration d'antisémitisme dans sa forme la plus brute met une fois de plus en évidence le besoin qu'a la France de prendre au sérieux les récentes manifestations d'antisémitisme ».

Le président du Parti républicain ouest-allemand, (extrême droite), M. Franz Schönhuber, a condamné fermement la profanation du cimetière de Carpentras à l'issue d'une réunion des droites européennes. « Qu'il ait machiné ou pas n'enlève pas le caractère odieux de ce crime », déclare-t-il après avoir pris connaissance de la réaction de M. Le Pen.

Il dispose maintenant d'une cellule spéciale qui, sous la direction de son secrétaire général, M. Elia Kim Rubinstein, surveille l'évolution des agressions antisémites à l'étranger.

L'hiver dernier, M. Rubinstein avait fait part de l'inquiétude que lui inspirait la vulgarisation de ces thèses « révisionnistes » qui nient la réalité de la Shoah et sont ouvertement défendues par certains hommes et groupes politiques européens, tout particulièrement en France.

ALAIN FRACHON

Jérusalem salue l'attitude des autorités françaises

JERUSALEM

de notre correspondant

Relatée en détail à la une de toute la presse, des bulletins de la radio et de la télévision, la profanation du cimetière juif de Carpentras avait encore suscité peu de commentaires, vendredi 11 mai, dans la classe politique et les milieux officiels en Israël.

En général, la colère et la stupeur étaient quelque peu tempérées en constatant la rapidité et l'unanimité des réactions des responsables français. Le ministre des cultes, M. Zevulun Hammer, qui a adressé un télégramme de solidarité au grand rabbin de France, a parlé d'un « acte abominable » ; il

a estimé qu'il serait « impossible que la France ne s'indigne point (...) face à ce déchaînement d'antisémitisme (...) quarante-cinq ans après la fin de la seconde guerre mondiale et après le génocide des juifs ».

Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a cependant souligné qu'Israël « appréciait l'attitude du président de la République et du gouvernement français ».

A droite, certains n'en ont pas moins jugé opportun de lier cette affaire à la politique de la France au Proche-Orient, et notamment au fait que le chef de l'OLP a été reçu à deux reprises à Paris.

gens du parti national religieux, n'a pas été le seul à estimer que « ceux qui accueillent Yasser Arafat encouragent de tels actes » d'antisémitisme.

La presse accorde une très large place à la dévastation des tombes du cimetière de Carpentras ; la radio et la télévision lui ont consacré de longues émissions car cela s'inscrit dans une actualité où le renouveau de l'antisémitisme européen, particulièrement à l'Est et en URSS, fournit maintenant une rubrique de plus en plus substantielle dans les quotidiens.

L'affaire de Carpentras « vient d'ajouter au dossier de plus en plus lourd de l'antisémitisme en Europe », disait un journaliste de

La réunion des extrêmes droites européennes au Danemark

« Je ne me sens pas du tout coupable » déclare le président du Front national

La profanation du cimetière juif de Carpentras n'était évidemment pas à l'ordre du jour de la réunion de l'extrême droite européenne qui se tenait les 10 et 11 mai au Danemark. Le chef du Parti républicain ouest-allemand, M. Schönhuber, a cependant indiqué que l'affaire avait été évoquée et que cet attentat avait choqué l'ensemble du groupe. Pour sa part, M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, avant de quitter le Danemark : « Je ne me sens pas du tout coupable ».

COPENHAGUE

de notre correspondant

Quelle curieuse idée ont eue les dix-sept membres du groupe de la droite européenne du Parlement des Douze (chefs de file, MM. Le Pen, France, et Schönhuber, RFA) de se réunir au Danemark les 10 et 11 mai ! Ils ne comptent en effet dans leurs rangs aucun élu danois, ce qui leur a valu de se voir refuser l'utilisation des locaux du Folketing (la Chambre unique du royaume), ouvert d'ordinaire aux groupes européens d'autres obédiences. Ils durent se contenter en conséquence de s'installer dans les

salons de l'hôtel Marienlyst, établissement de luxe de la banlieue d'Esboerne.

Comme il fallait s'y attendre, les mouvements d'extrême gauche et les associations antiracistes avaient à cette occasion mobilisé leurs troupes, qui participèrent à deux manifestations protestataires. La première, le 9 mai, très disciplinée, au centre de Copenhague, alors que l'ennemi n'était pas encore dans les murs. La seconde, pendant la conférence de presse clôturant la réunion des dix-sept, vendredi, donna lieu à des violences. Deux policiers ont dû être hospitalisés et plusieurs arrestations ont été opérées.

La conférence de presse donnée par MM. Le Pen et Schönhuber leur a permis de défendre leur propre personne contre les attaques qu'ils jugent indignes et injustifiées. M. Le Pen a vu rouge quand un journaliste l'a appelé purement et simplement nazi : « Je ne suis pas plus nazi, monsieur, a-t-il répliqué, que vous n'êtes homosexuel – du moins je l'espère pour vous... » Plus calme et réservé en apparence, Franz Schönhuber a affirmé avec énergie que lui non plus n'était pas nazi, même s'il était fier d'avoir servi pendant la guerre dans la Waffen SS.

CAMILLE OLSEN

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après la mort d'un jeune Guadeloupéen

L'adjudant Maas, jugé coupable, est acquitté

La cour d'assises de Paris, présidée par M^{me} Véronique Chéron, a rendu vendredi 11 mai un arrêt d'acquiescement en faveur de l'adjudant de gendarmerie Michel Maas, quarante-sept ans, tout en le déclarant coupable de coups et violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, pour avoir, le 18 novembre 1986, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) tué d'une rafale de pistolet-mitrailleur un lycéen de vingt et un ans, Charles-Henri Salin (le Monde du 11 mai).

Il fallait bien trois heures de délibération pour arriver à ce verdict apparemment contradictoire mais surtout révélateur des effets pervers de la procédure. Aussitôt après sa lecture, les parents et les frères et sœurs du jeune Salin ont longuement applaudi, par dérision. Aux questions sur la culpabilité, les jurés ont répondu « oui ».

L'adjudant Maas, en tirant une rafale de pistolet-mitrailleur sur un jeune homme sans arme, s'est

rendu coupable de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Mais la chambre d'accusation, en rédigeant son arrêt de renvoi devant la cour d'assises, avait omis de préciser que ces « violences » avaient été commises par « un agent de la force publique et sans motif légitime ». Ces dernières circonstances ayant pour conséquence d'élever le maximum de la peine de quinze à vingt ans, il convenait de poser ces questions au jury. Les jurés ont donc répondu « oui ». À la question de savoir si l'adjudant Maas était dans l'exercice de ses fonctions, mais, à la question « a-t-il agi sans motif légitime », ils ont répondu « non ».

En leur âme et conscience, les jurés ont donc considéré que l'adjudant Maas avait « un motif légitime » de tirer sur Charles-Henri Salin. En droit, il ne s'agit pas de « légitime défense », puisque ce n'était pas cette question qui leur était posée. Mais le droit pur n'a plus sa place dans une décision de cour d'assises entièrement basée sur l'« intime conviction », et qui n'a pas à être motivée. Le jury populaire a donc pu interpréter très libre-

ment la notion redoutable et déjà très floue de « motif légitime » prévue par l'article 186 du code pénal, qui n'en donne d'ailleurs aucune définition.

« Désespérer des armes »

Ont-ils été sensibles aux arguments de M^{me} Bernard Prévost, qui évoqua le « climat » de l'époque en parlant de « militaires face à une situation d'insurrection » ? Ont-ils été convaincus par ces mots de l'avocat : « C'est vrai qu'il a tué un jeune homme qui ne portait que des cahiers dans son sac. Maas a cru qu'il portait la main à son sac pour sortir une arme. Il n'a pas eu raison de tirer. Il est coupable, mais n'est pas punissable » ? Si c'est cela, il s'agit d'une nouvelle notion de la légitime défense qui aurait permis ses verrous de sécurité : elle n'aurait plus besoin d'être « une riposte proportionnée à l'attaque ».

Parmi les avocats de la famille du jeune homme, le bâtonnier Maurice Mariann avait stigmatisé le « manque de sang-froid » du gendarme, tout en se demandant s'il ne pouvait pas avoir « agi sciemment » après avoir été témoin, cinq jours plus tôt, du meurtre de l'un de ses collègues, presque au même endroit.

L'avocat général, M^{me} Dominique Commaert, n'avait pas été jusqu'à se contenter de dire que le gendarme n'avait pas eu l'intention de tuer. En demandant trois à cinq ans de prison avec sursis, M^{me} Commaert avait expliqué qu'elle ne souhaitait pas une peine trop lourde, « qui reviendrait à écarter les responsabilités de l'encadrement » et à « désespérer une arme qui a donné au pays sa paix et son sang ». L'un de ces deux arguments a-t-il convaincu les jurés ? En tout cas, ils n'ont pas écarté le magistrat lorsqu'il leur disait : « Vous ne pouvez pas non plus donner l'impression à tous ces gendarmes qui nous écroulent l'idée fausse qu'en temps de paix, des événements quelconques peuvent leur donner tout justification », avant de citer Bernard Godel, auteur d'un ouvrage sur les gendarmes : « Le droit de faire usage des armes ne confère pas le droit à l'erreur, car il y a de la vie humaine ». Et M^{me} Commaert avait conclu : « Acquitter Michel Maas serait blesser une famille et la jeunesse de la Guadeloupe ».

SCIENCES

Un Américain sur mars en 2019

M. Bush a fixé le cinquantième anniversaire du premier pas de l'homme sur la lune - le 20 juillet 2019 - comme date butoir pour l'envoi d'un astronaute américain sur la planète Mars. « Il est temps d'ouvrir la dernière frontière », a lancé le président américain, qui parlait vendredi 11 mai à Kingville (Texas) devant les diplômés de l'université du Texas. « Aujourd'hui, nous ne demandons plus seulement la Lune, nous y sommes allés. Nous regardons du haut, pour porter l'ambition américaine partout où les occasions, la curiosité et le besoin nous emmèneront ».

M. Bush précise ainsi ses déclarations de l'été dernier (le Monde du 22 juillet 1989), quand, à l'occasion du vingtième anniversaire de la mission lunaire Apollo 11, il avait annoncé son intention de rétablir « la prééminence des États-Unis en tant que nation spatiale » par la poursuite du projet de station orbitale, par l'établissement d'une base lunaire permanente, « à l'aube du siècle prochain », pour servir de site de lancement pour une mission humaine sur Mars dans les années 2020. Le président américain n'avait alors fixé ni calendrier ni budget précis.

Or ces projets nécessitent des financements astronomiques, estimés par la NASA à plus de 300 milliards de dollars (300 milliards de francs). M. Bush a rappelé que son projet de budget pour l'année fiscale 1991 proposait 15,2 milliards de dollars pour la NASA (le Monde du 31 janvier), soit une augmentation de 24 %, la plus importante de tous les postes budgétaires. C'est là, a lancé le président, « la preuve positive de la détermination de l'Amérique à avoir une présence active, enthousiaste et continue dans l'espace ».

Reste à convaincre le Congrès, dont la volonté d'économie demeure, au moment même où M. George Bush laisse entendre qu'il pourrait proposer une augmentation des impôts. Un rapport du Congrès, publié récemment, vendredi 11 mai, estime que les États-Unis devraient dépenser entre 10 et 20 milliards de dollars par an pour construire de nouvelles lanceurs : si les projets lunaires, martiens et celui de l'IDS (initiative de défense stratégique ou « guerre des étoiles ») étaient maintenus, « la nation ne pourrait investir dans toutes les bonnes idées », des choix doivent être faits d'ici deux ou trois ans, conclut le rapport.

COMMUNICATION

Avec la participation du groupe Hersant

Privatisation du plus grand quotidien portugais

LISBONNE

de notre correspondant

Dans la foule des privatisations, le gouvernement de M. Cavaco Silva avait décidé de vendre en Bourse la part de l'Etat, c'est-à-dire 86 % du capital social du *Journal de Noticias*, le plus grand quotidien portugais, véritable institution dans le nord du pays. L'affaire mobilise naturellement les milieux politiques et financiers, d'autant que parmi les candidats au rachat figurait M. Robert Hersant.

Le résultat de l'opération de vente a été rendu public vendredi 11 mai, et, contre toute attente, c'est un groupe d'entreprises et de personnalités proches du Parti social-démocrate, majoritaire au Parlement, qui l'a emporté.

Selon les règles de l'opération déterminées par le gouvernement, les 850 000 actions devaient être divisées en quatre tranches d'importance égale : les trois premières réservées respectivement aux travailleurs du journal, à des coopératives de journalistes et à des entreprises de presse ou à des maisons d'édition ; la dernière au public. Une telle procédure, assez compliquée, provoque toute une série de tractations, notamment entre les coopératives de journalistes qui s'étaient constituées pour l'occasion, et les groupes financiers. Dans le but de « sauvegarder l'indépendance du journal », la direction et la rédaction en chef avaient fondé, elles aussi, une coopérative dénommée Alpha-press, soutenue par un grand capitaliste portugais M. Amorim, qui contrôle 50 % du marché mondial des produits dérivés du liège.

Le 29 avril dernier à la veille de la présentation des propositions d'achat, M. Amorim « sous la pression du gouvernement » assure-t-on dans les milieux proches de Alpha-press, se retirait de la course. C'est alors qu'apparut M. Hersant. Son représentant à Madrid était venu de toute urgence à Lisbonne et, avec l'aide d'un avocat portugais membre influent du Parti socialiste, il concluait un accord en quelques heures : M. Hersant financerait l'achat par Alpha-press de 35 à 40 % des actions et en achèterait directement 5 %. En contrepartie la

désignation du directeur de la publication serait de la stricte compétence de la rédaction qui disposerait en outre d'un représentant au conseil d'administration. La majorité du capital serait enfin obtenue avec le concours d'une petite maison d'édition de Porto, l'Afrontamento. L'opération qui devait rapporter à l'Etat 2,5 à 3 milliards d'escudos s'est soldée par une somme approchant les 10 milliards. Devant ce résultat absolument inattendu la direction et la rédaction en chef du *Journal de Noticias* ont déjà annoncé leur intention de ne pas se taire.

JOSÉ REBELO

« L'Autre journal » repartait

L'Autre Journal repartait après quatre ans d'absence. Lundi 14 mai, ceux qui avaient regretté la disparition de ce mensuel pas comme les autres, tissé de grands entretiens, de reportages, de photos noir et blanc savamment agencées et de fragments de poèmes, retrouveront leurs traces dans la nouvelle formule de l'Autre Journal. Cette dernière a pris de l'ampleur (356 pages au lieu de 240 pages auparavant) et bénéficie d'une maquette à la fois inventive et efficace, dans laquelle les couleurs vives de certaines pages équilibrent la sobriété graphique de textes et de photos en noir et blanc.

La relance de l'Autre Journal a nécessité un investissement d'environ 25 millions de francs soutenus par Alter, une société constituée par cinq actionnaires, le GAN (50 %), la règle du groupe le Provençal, Média Sud (15 %), la firme de télématique Clarisse-Pollet (10 %) et Michel Butek (10 %). Journaliste, scénariste (notamment de Schindler) celui qui dirige la première formule de l'Autre Journal a réuni une quinzaine de journalistes qui partagent avec lui un goût idéal pour l'investigation au long cours, la belle écriture et la volonté de créer un journal « décalé », pleinement de son temps tout en refusant de se plier aux modes. Tiré à 200 000 exemplaires et vendu 30 francs, l'Autre Journal vise au moins l'équilibre, c'est-à-dire 100 000 exemplaires.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5258

HORIZONTALEMENT

I. Spécialiste des articulations. - II. Porte un aileron. Est placé près d'une ville. - III. Fait joindre la parole au geste. Est resté célèbre grâce à quelqu'un qui n'a pas eu peur de se mouiller. Trois lettres qui en évoquent bien plus. - IV. Porte une cape. S'exprime en six lettres. Ne fait les choses qu'à moitié. Préposition. - V. Faire partir. Repoit à bras ouverts. Est cher. - VI. On de quel nous irriter. Lettres de politesse. A souvent besoin d'être soutenue. - VII. Article. Est toujours suivi. Peut garder des moutons. - VIII. Lettre grecque. Vit sur le bois. Est pleine de poésie. - IX. Adopte la politique de la main tendue. Boîte en os. - X. S'obtient grâce à ce qui contient le mot précédent. Sète des champs. Sont présents dans chaque pays du monde. - XI. Fut un gars de la marine. Abrite des poissons. Portent à s'emporter. N'est pas loin de l'« Hexagone ». - XII. En lutte. Avoir ses disciples. Qui n'a donc plus rien à perdre. On ne mange pas à sa table. - XIII. Prend le dessus. Est connue et reconnue. Barre la route. - XIV. Prêts à se mettre à genoux. Est souvent armé. Note. - XV. A ne pas répandre ! Ne passe pas inaperçue. Ville d'eau.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I														
II														
III														
IV														
V														
VI														
VII														
VIII														
IX														
X														
XI														
XII														
XIII														
XIV														
XV														

restera pas. Peut dévorer le canard. - 11. Possessif. Donne l'occupation. Réfléchi. Figure mythologique. - 12. Offre un abri. De quoi se faire remarquer. Abréviation. Son corps plait à de nombreux hommes. - 13. D'un auxiliaire. Amuseur de ballon. - 14. Font répondre. On peut en faire une montagne. - 15. Barge. Permet un changement de station. Se fait plaisir.

Solution du problème n° 5257

Horizontalement

I. Clavecin. - II. Ravaleras. - III. Ove. Unif. - IV. Se. Ode. - V. Stire. Ego. - VI. Wooler. Lu. - VII. Os. Azur. - VIII. Aviné. - IX. Enn. Ibis. - X. Nudes. Rot. - XI. Stré.

Verticalement

1. Crosswomen. - 2. Lavabos. Mue. - 3. Ave. lo. Ale. - 4. Va. Orfévras. - 5. Eludé. Si. - 6. Cène. Rani. - 7. Irid. Zebra. - 8. Nec. Gu. Ion. - 9. Secourista. - 10. Ne.

GUY BROUTY

Les espions verts du Blayais

BORDEAUX

de notre correspondant

Les Verts bordelais ont réussi à se procurer un plan détaillé de la centrale nucléaire du Blayais, à Braud-et-Saint-Louis. « Avec un tel document, un commando déterminé pourrait détruire la centrale », a affirmé le porte-parole des écologistes, M. Michel Duchêne, par ailleurs adjoint de M. Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux, jeudi 10 mai, au cours d'une conférence de presse. Ce plan comporte tous les emplacements des accès des câbles électriques, des conduites à gaz, des prises de rejet d'eau et des égouts.

Pour les Verts, cette fuite, organisée par l'intermédiaire d'un « complice » dans la centrale nucléaire, prouve que la sécurité n'a pas été améliorée dans les centrales malgré les promesses

d'EDF après les révélations du Canard enchaîné. Selon EDF, le document en possession des écologistes aurait été dérobé chez un imprimeur bordelais à qui elle en avait commandé cinq cents exemplaires. « Il ne s'agit absolument pas d'un document confidentiel », déclare la direction de la centrale. Il est utilisé par les agents d'EDF pour travailler en toute sécurité sur les installations. Contrairement à ce qu'affirment les Verts, on n'y trouve pas trace de commandes écrites. Le véritable plan confidentiel de défense est en fait dans un bunker sous surveillance permanente. EDF accuse les Verts de faire rumeur et d'être de suspicion.

La direction de la centrale nucléaire du Blayais a déposé plainte contre X... pour vol de documents et le parquet de Bordeaux a ordonné une perquisition au domicile des Verts.

GINETTE DE MATHA

SPORTS

Football : rencontres de barrage en division 2 : Valenciennes et Strasbourg qualifiés. - Les rencontres de pré-barrages organisées entre clubs de division 2 pour déterminer les clubs susceptibles de disputer l'accès en première division ont permis à Valenciennes, vainqueur de Nîmes (3-1), et à Strasbourg, qui a dominé Rouen (2-0), de se qualifier pour le tour suivant. Ces deux équipes se rencontreront, en matches aller et retour les 15 et 18 mai. Ensuite, le club qualifié au terme de ces deux matches devra affronter une équipe de première division placée, elle aussi, en situation de barrage.

EN BREF

Un forcené tué par le RAID à La Courneuve. - Un forcené, qui s'était retranché jeudi 10 mai dans son appartement de la cité des « 4 000 », à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), a été tué vendredi matin 11 mai par des policiers du RAID (recherche, assistance, intervention, dissuasion), l'unité d'élite du ministère de l'Intérieur, sur qui il venait de tirer, blessant quatre d'entre eux aux jambes. Armé de deux carabines et d'un pistolet, Dominique Caulet, âgé de quarante-huit ans, menaçait de faire sauter une bouteille de gaz domestique liquide. Après une négociation infructueuse et l'échec d'un premier assaut, le préfet de Seine-Saint-Denis demandait l'interven-

tion du RAID tandis que le forcené, qui, selon la préfecture, était « suivi médicalement pour troubles psychiques », se montrait « de plus en plus agité ». Lors de l'assaut, donné à 6 h 15, Dominique Caulet a tiré sur les policiers, qui ont riposté, le tuant sur le coup. La police judiciaire a été chargée de l'enquête.

La villa de Pascal Olmeta, à Bastia, démolie par un attentat. - La villa en Corse du gardien de but du Racing Paris-1, Pascal Olmeta, a été détruite dans la nuit de vendredi 11 au samedi 12 mai par un attentat à l'explosif qui n'avait pas

été revendiqué samedi matin. Construite à la limite de l'agglomération bastiaise, sur les hauteurs de la ville, la villa venait d'être achevée. Les policiers s'exclament aucune hypothèse, même s'ils semblent écarter une action à caractère politique.

Les expulsions se poursuivent dans la capitale. - Une famille et cinq citadins ont été expulsés, vendredi 11 mai, d'un hôtel meublé du 155, rue de Flandres (Paris 19^e). Une cinquantaine de voisins ont manifesté pour exiger leur relogement. Une dérogation des expulsés a été reçue le soir à la mairie d'arrondissement.



sandrine bonnaire

la captivité du désert

un film de raymond depardon

DOLBY SYSTEM

distribution parifilms

LUNDI 14 MAI

EN EXCLUSIVITÉ

PARIS PERPIGNAN LYON

STRASBOURG BORDEAUX

MARSEILLE GRENOBLE

TOULOUSE AIR RENNES

MARDI 15 MAI

FESTIVAL DE CANNES

PRÉSENTATION OFFICIELLE

EN COMPÉTITION

MERCREDI 16 MAI

SORTIE NATIONALE

هكذا من الأصل

Cannes 90

de nos envoyés spéciaux

Clint Eastwood se révèle auteur de film d'auteur et grand acteur de comédie : le taciturne parle. Monica Vitti se révèle réalisatrice de charme. La Quinzaine des Réalistes révèle l'humour estonien, et Gian Maria Volonte, en juge rigoureux mais humain ne surprend personne. Bertrand van Effenterre parle, et fort bien, de la mort. Ainsi que Wajda. Parfois, il faut savoir se taire.

SÉLECTION OFFICIELLE

« Chasseur blanc, cœur noir » de Clint Eastwood ; « Korczak » d'Andrzej Wajda

L'homme de rêve et l'homme de plomb

Clint Eastwood raconte John Huston et Andrzej Wajda le ghetto de Varsovie. Portrait d'acteur d'un obsédé. Hollywood vitriolée. Comédie intimiste dans les grands espaces du Zimbabwe. *Chasseur blanc, cœur noir*, de et avec Clint Eastwood, a tout, exactement tout pour plaire. C'est un spectacle splendide et jamais gratuit, d'une intelligence constante et d'une insolite drôlerie. Avant une fin d'une sobriété poignante, où tout commence alors que tout est fini, il y aura eu des éléphants sauvages et des blondes incendiaires, des paysages de rêve et des coups de poing dans la gueule, des jupes dans la savane et des Rolls-Royce en prime, la nostalgie comme une grenade dégoupillée, et menant d'une main de maître un vieux caboteur évoquant dans les rapides du Zambèze,

une super-star à la barre. S'emparant d'un scénario d'acier inspiré du roman de Peter Viertel (les préparatifs d'un film qui deviendra *African Queen*) perturbé par les pulsions cynétiques de son metteur en scène, Clint Eastwood jouant John Wilson est et n'est pas John Huston, esquissant génialement en les ramenant au rang de silhouettes quasi muettes, Katharine Hepburn (Marisa Berenson), Humphrey Bogart (un figurant mal rasé), Lauren Bacall (une jolie femme aux cheveux lisses). Ce qui intéresse Eastwood, c'est cet homme en panne d'amour pour son métier, lui qui n'a jamais semblé plus heureux et plus libre d'exercer le sien, cet homme velléitaire et têtue comme un enfant, détestable et attendrissant, qui ne veut rien, si ce n'est tuer un éléphant. Humour masochiste, paranoïa contrôlée, misogynie séduc-

trice, John Wilson a des traits communs avec *L'homme des hautes plaines* ou *Pale Rider*, avec *Bronco Billy*, ou même l'inspecteur Harry. Ce qui tend à prouver que sur ses longues jambes lestes, avec ce sourire bizarre qu'il sait si bien faire divorcer du regard, M. Eastwood acteur/metteur en scène est depuis un bon moment déjà en train de bâtir une œuvre. Aussi solitaire que son *Bird* était nocturne, magnifiquement éclairé (Jack N. Green) et interprété (Jeff Fahey, le scénariste *alter ego* de Peter Viertel, George Szundza, évocation de Sam Spiegel), *Chasseur blanc, cœur noir* va plus loin que l'Afrique au cœur du cinéma. Après le bonheur, le dégoût, c'est ça aussi un grand festival de cinéma. Rester calme, ne pas s'emporter, dire non. Non à *Korczak* le film d'Andrzej Wajda. Sujet irréprocha-

ble : exalter le martyre d'un médecin pédagogue polonais, le docteur Korczak. Il avait la charge de deux cents orphelins juifs dans le ghetto de Varsovie. Refusant de les abandonner, il fut gazé avec eux. Le film est bien fait, parce que Wajda, l'homme de plomb, est un artisan compétent. Tourné en noir et blanc, avec quelques inserts surnois de bandes d'actualité, pour faire vrai. On y croirait. Il ne faut pas, malgré l'horrible habileté dont le film est saturé : un héros authentique d'une telle intensité charismatique entraîne forcément à sa suite, l'illusion globale de la vérité. Or, autour de *Korczak*, interprété avec une délectation excusable par Wojtek Pszonniak, que voit-on ? Des Allemands (brutaux, forcément brutaux) et des juifs, résignés ou collabos. De Polonais, point. Le ghetto de Varsovie ? Une

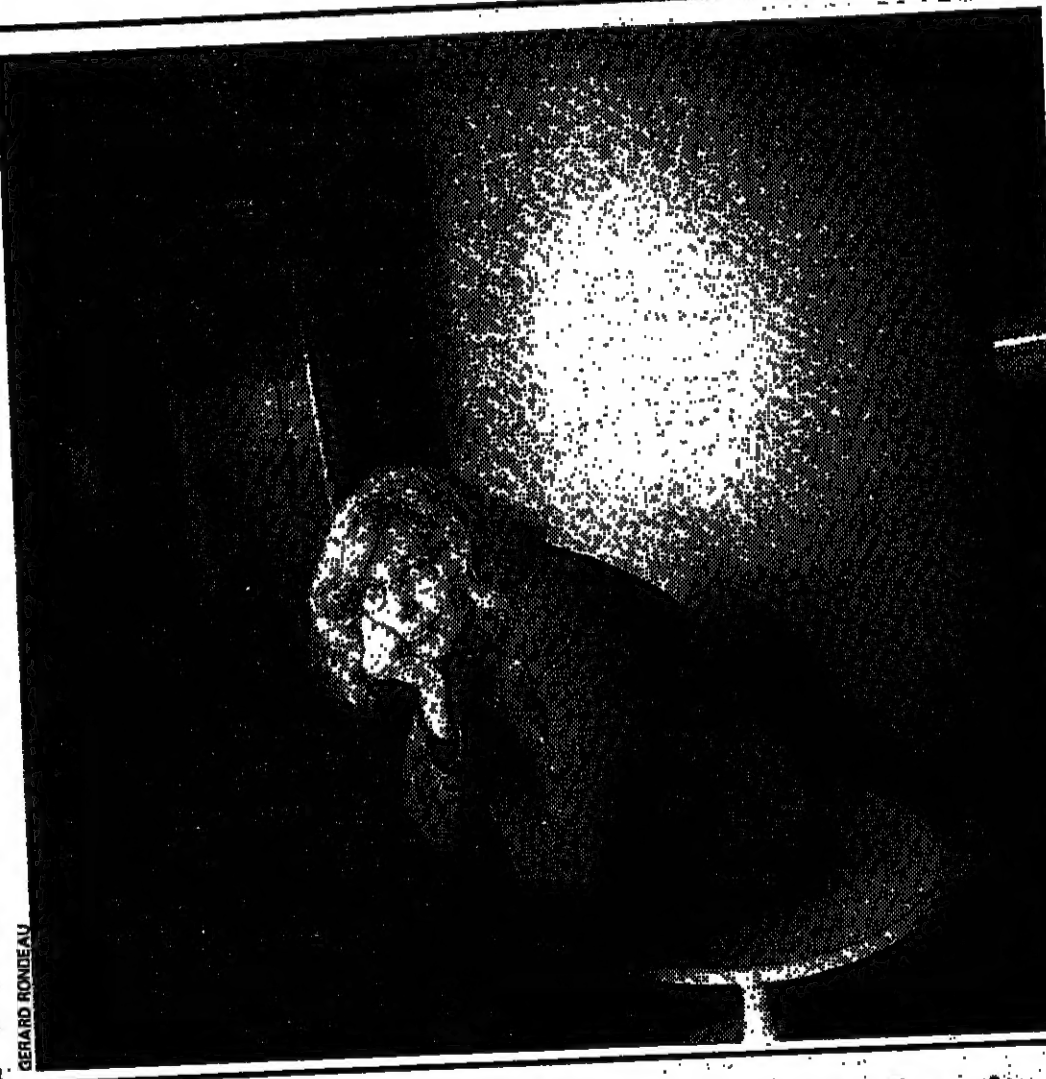
affaire entre juifs et Allemands. C'est un Polonais qui nous le dit. La gêne installée depuis le début de la projection est déjà devenue malaise. Jusqu'à la scène finale qui met le cœur au bord des lèvres. Le décret de déportation a été signé. La liquidation du ghetto est commencée. Etendard frappé de l'étoile de David en tête, les enfants et le docteur Korczak montent en chantant dans un wagon plombé. C'est alors, que les portes s'ouvrent et que, coda d'un ostrisme répugnant, à la limite du révisionisme, on voit les petites victimes fraîches et joyeuses sortir du train de la mort, au ralenti. Treblinka comme rédemption des enfants juifs assassinés. Non. Pas à l'heure des profanations de Carpentras, ni jamais. DANIELE HEYMANN

UN CERTAIN REGARD

« Scandale secret », de Monica Vitti
« Tumultes », de Bertrand van Effenterre
La caméra indiscreète

Une comédie italienne et une tragédie intimiste française en ouverture de la section. « Un certain regard ». Simplement vêtue, les perles rouges d'un petit collier sur le corsage noir, blonde comme jamais, les bras chargés d'un bouquet de roses qu'on vient de lui remettre, Monica Vitti inaugure la section officielle « Un certain regard », en présentant son premier film d'auteur, *Scandale secret*. Contraste : ce jour-là, Pierre Viala, président du Festival de Cannes, salue la mémoire de notre ami Louis Marcorelles, dont on vient d'apprendre la disparition. Instant de recueillement. Puis Monica Vitti se retire. Mais la revolta sur l'écran. Elle s'appelle Margherita, elle est mariée depuis vingt ans à Gino Pernice. Elle a un grand fils, elle est sans aucun doute heureuse. Pour son anniversaire, un ami intime, Elliott Gould lui offre une caméra japonaise, merveille de technique à la pointe de la modernité. La machine possède un œil qui la fait ressembler à E. T. peut parler à l'occasion, et on la dirige par télécommande. Chacun a un jour rêvé de faire du cinéma, en voilà le moyen à la portée de tous. Dans le calme de son foyer, Margherita traite la caméra comme une amie, une confidente. En s'adressant à elle, elle filme sa propre vie.

D'où cette idée sur laquelle s'organise le film : au lieu d'être derrière la caméra, le metteur en scène se trouve en face d'elle, maître absolu, qui invente, dirige, contrôle tout. Pourtant, des images que Margherita n'a pas filmées elle-même viennent la surprendre, désagréablement. La caméra indiscreète bouleverse son existence, transforme ses rapports avec son entourage. L'histoire pourrait tourner au drame, mais le tempérament de Monica Vitti la porte plutôt vers la comédie à l'italienne. Avec un très joli talent de réalisatrice, elle donne ce mélange d'humour noir et d'absurde. Elle a su réfléchir aux manipulations de la mise en scène, aux rapports parfois pervers qui s'établissent entre un cinéaste et ses interprètes. Son récit témoigne d'une belle originalité, et sa subtilité d'actrice, sa fantaisie renouvelée nous comblent. Le deuxième film de la journée d'ouverture, *Tumultes*, est français. Réalisé par Bertrand van Effenterre, c'est une tragédie intimiste dans une famille bretonne touchée par la mort. Il est remarquable par son style, son interprétation, celle de Nelly Borgeaud en particulier. On en reparlera, il sort au mois de juin. JACQUES SICLIER



La Vitti

Aussi belle qu'il y a trente ans, quand elle a été révélée, ici même à Cannes, femme porteuse de l'angoisse contemporaine pour Michelangelo Antonioni. Plus belle encore qu'il y a vingt ans quand elle a commencé à exploiter ses dons comiques. Monica Vitti est une grande fantasiste, et possède l'abattage volubile d'une Magnani. Elle a réussi à se détacher de l'image « antonionienne ». A plusieurs reprises, Roberto Russo a écrit et réalisé des films pour elle, sur elle. A présent, elle est passée réalisatrice, et il vient de produire son premier film, *Scandale secret*. Monica Vitti a préféré parler de ce qu'elle connaît bien : le cinéma, ses manipulations, ses perversions. La voilà songeuse. Pourtant, étincelante de vitalité, elle a conquis le public. Les photographes aussi, qui ne l'ont pas lâchée. Elle a dit qu'elle en avait assez. Et puis elle a posé. J.S.

LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS

« Portes ouvertes » de Gianni Amelio
« L'Homme qui n'existait pas » de Peeter Simm

Imbi, une femme estonienne

L'Estonie est le premier pays de l'Est invité par la Quinzaine, que Gian Maria Volonte a inaugurée. Le nom de Gian Maria Volonte à l'affiche signifie la défense d'une grande cause. La grande cause défendue par Gianni Amelio dans son film *Portes ouvertes* (d'après un roman de Sciascia) est la lutte contre la peine de mort. L'histoire se passe en 1937, à Palerme. Gian Maria Volonte, pur profil émancipé, est un juge humain et rigoureux. Il entend sauver Emilio Fantastichini, qui après avoir été licencié pour vol, a tué son ex-patron, l'homme qui a pris sa place, puis sa propre femme. Il ne veut d'ailleurs pas être sauvé. Un juré paysan mais cultivé offre *Crime et châtiment* à Gian Maria Volonte. A part eux, personne ne tient à ce que la vérité « fût » soit dévoilée. Le film traîne avec la lenteur pontifiante d'une charrette tirée par des boeufs et a obtenu onze nominations aux Oscars italiens. Il a ouvert la Quinzaine des Réalistes, heureusement suivi par une production estonienne sous le label Sovexport : *L'Homme qui n'existait pas*. Le réalisateur, Peeter Simm possède quelque chose qui fait cruellement défaut à Gianni Amelio : l'humour.

L'histoire commence en 1939. Le cinéma n'en finit pas de revenir à cette époque où tout a basculé, et à se demander ce qui s'est passé, et encore comment, pourquoi, l'horreur que l'on croyait exorcisée resurgit de partout comme une maladie infectieuse. En 1939, l'Estonie se trouve prise entre les Allemands et les Russes. Ensuite, elle est occupée par les uns, annexée par les autres. Si l'on en croit Peeter Simm, ses compatriotes demeurent quoiqu'il arrive des farfelus immatures, que l'alcool fait rire, et ils boivent pas mal. Une fillette blonde apprend que chaque chose a un son particulier, apprend à les reproduire. Elle s'appelle Imbi, écoute le conte de la princesse muette à qui le génie des eaux rend sa voix parce qu'elle lui a donné du lait. Commencé en couleurs, le film se poursuit en sépia, lorsque adolescente, Imbi se retrouve dans l'appartement d'un juif disparu, où habite à présent un Estonien fou de musique, ami des Allemands. Elle sera sa maîtresse, puis dans le même appartement, celle d'un speaker propagandiste du Parti. Elle sera la Dorothée de la radio estonienne, et racontera l'histoire de la princesse qui redonne sa voix après avoir refusé du lait au fils du génie des eaux... Elle

perd sa voix lorsque son amant est déporté en Sibérie. Elle recueille un enfant que les prisonniers ont jeté du train. Tous deux couchés sur un tas de charbon, ils se tiennent la main, crient comme des oiseaux, et sur leur visage, et dans le ciel revient la couleur. Imbi symbolise le destin de son pays, comme la Maria Braun de Fassbinder, celui de l'Allemagne. On connaît mieux l'histoire de l'Allemagne que celle de l'Estonie. Le manque de références fait l'intrigue parfois confuse. Mais il y a la simplicité soignée des images, le charme des acteurs, et l'humour surtout, un humour papier-de-verre, bien râpé, bien précis. COLETTE GODARD

LIEU-DIT
atelier floral
Sur un coup de cœur
Sur un coup de fil
Nos bouquets de fleurs
des champs... et de ville
à l'atelier ou sur commande
21, avenue du Maine
75015 Paris
Tél. : 42 22 25 94

Hommage à Louis Marcorelles

Après la mort de notre collaborateur, le 11 mai
deux cinéastes témoignent

Un engagement vital

par Karel Reisz

J'e n'ai rencontré pour la première fois à Brighton : il venait en Angleterre apprendre l'anglais. C'était il y a longtemps, c'était hier... Son engagement vis-à-vis du cinéma était total, vital. Dans les premières années, il se préoccupait surtout de style, mais il se détache très vite du cinéma de tradition commerciale. La politique du succès ne l'intéressait pas. Il était venu observer de plus près notre tout jeune mouvement du « free cinema » et, devenu un ami, s'était fait le champion de nos premiers documentaires. Par la suite, il défendit d'autres jeunes cinéastes dans les pays les plus reculés : nulle distance ne lui paraissait trop grande dès qu'il s'agissait de déceler une voix rebelle ou originale. Féroce loyal à l'égard des outsiders, il était devenu une sorte de saint François du cinéma des minorités. Des centaines de cinéastes à travers le monde - au Canada, aux Philippines et aux Etats-Unis, hors des sentiers battus - lui doivent

leur première reconnaissance publique. Mettant la barre presque à l'absolu, Louis était un critique qui nous forçait à l'intégrité. Dès que la tentation de céder atteignait un seuil critique, nous nous demandions : « Qu'en penserait Louis ? Trouverait-il que nous

étouffions notre voix personnelle ? Il y avait en lui un côté puritan, jacobiniste, qui nous fut à tous salutaire. » Karel Reisz, cinéaste britannique, est l'auteur notamment de *Samedi soir et dimanche matin*, et de *La Maîtresse du lieutenant français*. d'or ; mais il ne permettait pas que cela ternisse son enthousiasme pour la nouveauté. Il avait foi dans le cinéma qui illumine et enrichit la vie. Ses jugements n'étaient jamais secs. La critique était scrupuleuse, cultivée et intelligente ; mais il savait que l'intellect n'est rien sans le sentiment et l'émotion. Cher Louis. Salut, mon ami ! Lindsay Anderson, britannique, est notamment le réalisateur du *Prix d'un homme et de Britannia Hospital*.

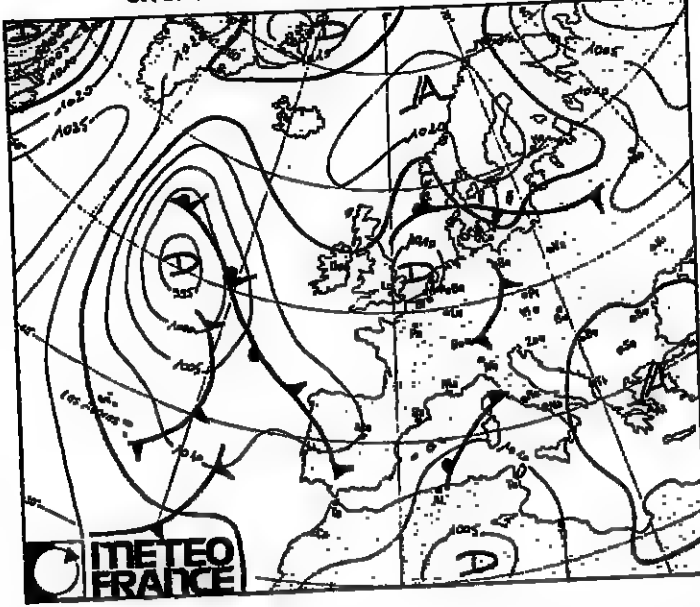
Salut mon ami !

par Lindsay Anderson

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 MAI 1990 À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 12 mai à 0 heure et le dimanche 13 mai à 24 heures :

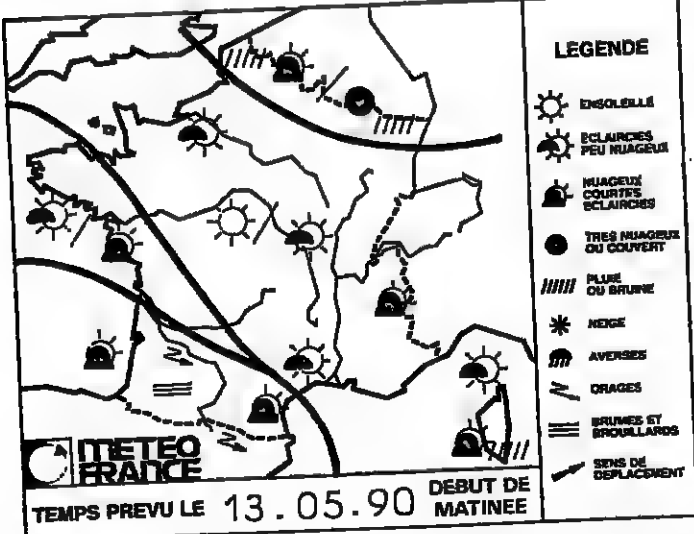
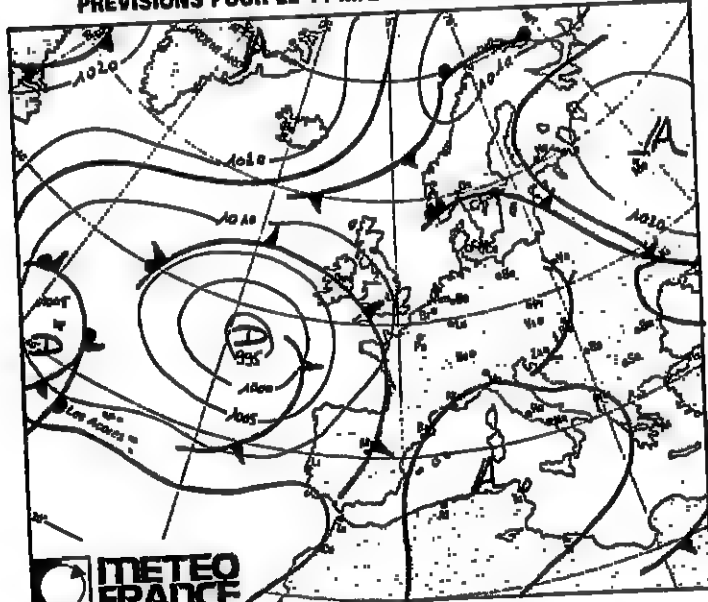
Situation générale et évolution :
Une petite dépression se comble en mer du Nord. Un minimum s'installe sur le proche Atlantique. Il dirige sur le pays un flux de sud-ouest instable.

Prévisions pour dimanche :
Encore un ciel très nuageux du Nord-Pas-de-Calais aux Ardennes, malgré quelques éclaircies du soleil. Quelques ondées se produiront à et 16.

Sur le reste du pays, dès le matin, soleil et nuages se partageront le ciel. La nébulosité sera plus forte sur le Sud-Ouest, où des orages, parfois accompagnés de grêle, se développeront dès le début de la journée. Ils gagneront ensuite toute la moitié sud et la Bretagne. Ailleurs, des foyers orageux, plus isolés, se déclencheront en cours d'après-midi.

Les températures seront en hausse. Les minimales s'élèveront de 7 à 14 degrés du nord au sud du pays, les maximales atteindront 18 à 20 degrés sur l'extrême Nord, 20 à 27 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 14 MAI 1990 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 11-05-1990 à 6 heures TU et le 12-05-1990 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOUISVILLE	LOS ANGELES	18	14	D
ALGER	21	13	C	N		
BARCELONE	19	11	N			
BORDEAUX	18	10	N			
BREST	18	10	N			
CHEN	18	10	N			
CHERBOURG	18	10	N			
CLEMONT-FERR	19	11	N			
DIJON	20	12	N			
GRENOBLE	18	10	N			
LILLE	18	10	N			
LIMOGES	18	10	N			
LYON	19	11	N			
MARSEILLE	20	12	N			
NANTES	18	10	N			
NICE	19	11	N			
PARIS-MONTAIGNE	20	12	N			
PERPIGNAN	18	10	N			
RENNES	18	10	N			
STRASBOURG	18	10	N			

* = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 12 mai

TF 1	0.10	Les fieux capitaux (rediff.).
20.45 Variétés : Sébastien, c'est fou !	0.35	Sandokan (rediff.).
22.20 Magazine : Ushuaïa.	1.30	Série : Tendresse et passion.
23.20 Magazine : Formule sport.	1.55	Série : Voisin, voisine.
0.15 Magazine : C'est à Cannes.	2.55	Le journal de la nuit.
0.25 Journal	3.05	Tendresse et passion.
0.55 Série : Enquêtes à l'italienne.	3.30	Voisin, voisine (et à 5.00).
1.40 Série : Intrigues.	4.30	Tendresse et passion (et à 6.00).
2.05 Feuilleton : Cogne et gagnie.		
2.50 Documentaire : Histoires naturelles.		
A 2	M 6	
20.40 Variétés : Champs-Élysées.	20.35 Série : Hongkong connection	
22.30 Série : Les brigades du Tigre.	21.30 Série : Les cadavres exquis de Patricia Highsmith.	
23.30 Journal	22.25 Sortie de secours	
23.50 Magazine : Cinéma, cinémas.	0.00 Six minutes d'informations.	
0.50 Histoires courtes.	0.06 Série : Le prisonnier.	
FR 3	1.00 Magazine : Culture pub.	
20.45 Documentaire : Le mystère Le Prince.		
22.15 Court métrage : Le chien andalou.		
22.30 Court métrage : Charlotte et son Jules.		
22.20 Court métrage : Janine.		
23.00 Documentaire : Cinéma de notre temps.		
0.00 Série Rose : La Serre.		
CANAL PLUS	LA SEPT	
20.30 Téléfilm : Les trafiquants de l'ombre.	20.50 Documentaire : Le mystère Le Prince.	
22.10 Spectacle : Le monde du cirque.	22.45 Soir 3.	
22.58 Spécial Cannes 1990.	22.15 Court métrage : Le chien andalou.	
23.05 Cinéma : Réanimateur hospital.	22.30 Court métrage : Charlotte et son Jules.	
0.40 Cinéma : Le mercier.	22.45 Court métrage : Janine.	
2.30 Welcome in Vienna.	23.20 Documentaire : Cinéma de notre temps.	
4.35 Cinéma : Les veuves.	David Lynch.	
LA 5	FRANCE-CULTURE	
20.30 Drôles d'histoires.	20.30 Photo-portrait.	
20.40 Téléfilm : Amère vengeance.	20.45 Dramatique.	
22.15 Téléfilm : Deux crimes presque parfaits.	22.35 Musique : Opus.	
23.57 Sport : Football.	0.05 Clair de nuit.	
0.00 Journal de minuit.	FRANCE-MUSIQUE	
	20.30 Opéra : Poluto.	
	22.35 L'opéra dans votre...	
	23.08 Le monde de la nuit.	

Dimanche 13 mai

TF 1	0.40	Série : Tendresse et passion.
20.00 Journal.	1.05	Série : Voisin, voisine.
20.40 Cinéma : Les centurions. ■	2.05	Tendresse et passion.
22.50 Magazine : Ciné dimanche.		
22.55 Cinéma : Le Corbeau. ■■■		
0.30 Magazine : C'est à Cannes.		
0.40 Journal.		
A 2		
20.00 Journal.		
20.40 Cinéma : Une robe noire pour un tueur. ■		
22.30 Magazine : Musiques au cœur.		
0.05 Journal.		
0.25 Série : Rush.		
FR 3		
20.00 Série : Benny Hill.		
20.35 Variétés : Embarquement immédiat.		
22.00 Journal.		
22.30 Magazine : Le divin.		
22.55 Cinéma : Pièce d'essai. ■		
0.50 Musique : Carnet de notes.		
CANAL PLUS		
20.30 Cinéma : L'Île de Pascal. ■		
22.13 Spécial Cannes 1990.		
22.20 Cinéma : Plein soleil. ■■■		
0.10 Cinéma : Les veuves.		
1.25 Magazine : Mon zénith à moi.		
2.15 Les superstars du catch.		
LA 5		
19.45 Journal.		
20.30 Drôles d'histoires.		
20.40 Cinéma : Et vive la liberté ! □.		
22.20 Magazine : Ciné Cinq.		
22.30 Cinéma : Baby cat. □		
0.00 Journal de minuit.		
0.10 Les fieux capitaux		

M 6	0.40	Série : Tendresse et passion.
20.00 Série : Cosby show.	1.05	Série : Voisin, voisine.
20.35 Cinéma : La crime. ■	2.05	Tendresse et passion.
22.25 Magazine : Sport 6.		
22.30 Capital.		
22.35 Cinéma : La venus en fourrure.		
0.00 Six minutes d'informations.		
0.05 Murphy Brown (rediff.).		
LA SEPT		
20.55 Cannes instantané.		
21.00 Cinéma : La mort d'un bûcheron. ■		
■ Film canadien de Gilles C. (1972).		
22.50 Court métrage : Le chant du styrène. D'An Rensins.		
23.00 Film d'animation : L'œil entortillé, l'oreille voit. De Gavin Miller.		
FRANCE-CULTURE		
20.30 Atelier de création radio-phonique. Echos Echo-pub.		
22.35 Musique : Le concert (donné le 28 avril à l'église de Saint-Germain-des-Près). Messe pontificale anniversaire du XVI ^e siècle par le semblable Organum, dir. M. Pares.		
0.05 Clair de nuit.		
FRANCE-MUSIQUE		
20.30 Concert (donné le 13 lors des Fêtes musicales Bourges) : Dominica in pelmarum, Feria secta sione domini, Sabbato ad matutinum, Sex resis quator vocales. Victoria, per La Capella de Catalunya, dir. Savall.		
23.05 Climata. Musiques mnelles.		

CARNET DU MONDE

Décès	Obituaire	Remerciements	Anniversaires
M. Félix Brunau, M. et M ^{me} Jean Lemagnen, M ^{me} René Brameau, M. et M ^{me} Pierre Ferrin, M. et M ^{me} Philippe Malaud, M. et M ^{me} Jean Brameau, M. et M ^{me} Claude Callet, M. et M ^{me} Michel Chaigne, M. et M ^{me} Pierre Brameau, M. et M ^{me} Rany Leguina, ont la tristesse de faire part du décès de leur fils, Olivier Lévy, survenu à Grasse, dans sa cinquante-cinquième année.	L'inhumation aura lieu le mardi 15 mai, à 11 heures, au cimetière d'Orveau (Loiret).	7, rue du Buisson, 45330 Orveau-Belesauve.	M ^{me} Raymond Societ, Claude Turck-Societ et sa famille, Le Père Jacques Turck-Societ, Christian Societ et sa famille, Catherine Societ et sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de leur fils, Raymond Societ, chevalier de la Légion d'honneur, rosette de la Résistance, qui s'est endormi dans la paix du Seigneur, en son domicile, le 10 mai 1990.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai, à 8 h 30.
M. Félix Brunau, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, commandeur des Arts et Lettres, architecte, inspecteur général honoraire des Bâtiments civils et Palais nationaux, président-fondateur de la Cité internationale des arts.	La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 65 bis, rue de Turenne, Paris-9, le mardi 15 mai, à 10 h 30.	16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.	Les obsèques religieuses auront lieu lundi 14 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux, suivies de l'inhumation au cimetière de Hossor (Landes), le 15 mai,

ÉCONOMIE

Un tournant dans la politique économique du président Bush

Du reaganisme au réalisme

Suite de la première page

Interrogés sur la gestion économique de la nouvelle administration, les Américains étaient encore 57 % en mars dernier, à trouver que M. George Bush faisait « du bon travail » sur ce difficile dossier. Score d'autant plus surprenant que, depuis son entrée en fonctions, l'ancien vice-président de Ronald Reagan s'était bien gardé d'imprimer sa marque au « trou » budgétaire ou au déficit commercial, ou encore à la dette publique qui dépassait les 2 500 milliards de dollars fin 1988 après avoir été multipliée par huit durant les années de « prospérité sous perfusion » qui ont caractérisé les deux mandats de M. Reagan.

Plus pragmatique et moins idéologique

Sur le fond, la politique économique de George Bush ne diffère pas sensiblement de celle de son prédécesseur. C'est surtout dans la manière d'appréhender les problèmes, de chercher à les régler par la concertation que les nuances sont perceptibles, explique un familier de la Maison Blanche et du Congrès. « L'approche est plus souple, plus pragmatique et, en plus, plus ouverte à l'économie, elle laisse beaucoup moins de place à l'idéologie ».

Ce changement tient à la personnalité du président, bien sûr, mais aussi à l'équipe dont il a voulu s'entourer, faite d'amis de longue date, et qui l'aident à se forger une opinion plutôt que de lui servir la soupe. « On a vu la

période de transition à la Maison Blanche. Tous reconnaissent à Ronald Reagan le mérite d'avoir rassuré les Américains sur leur pays et sur eux-mêmes », d'avoir accompagné par un discours volontiers simpliste mais résolument optimiste la plus forte période de croissance connue depuis la fin de la guerre de Corée, d'avoir réhabilité le dollar et l'énergie de la Réserve fédérale, d'avoir créé près de vingt millions d'emplois nouveaux dont on devait plus tard mesurer la préciosité.

Mais le président Reagan, obsédé par la baisse des impôts, occupé à dégrèver les pans entiers de l'industrie au nom d'un libéralisme sans nuance, à traquer le « trop d'Etat » jusque dans les écoles, les hôpitaux et les collectivités locales, n'a pas procédé à l'assainissement d'une économie qui, aujourd'hui, fonctionne au ralenti.

En ce début des années quatre-vingt-dix, le décor a beaucoup changé. La Bourse ne fait plus recette, l'immobilier est en chute libre et l'assurance ne vaut guère mieux. Les faillites bancaires se comptent par dizaines, celles des caisses d'épargne tournent à la catastrophe majeure et l'informatique, longtemps considérée comme le porte-drapeau des firmes américaines performantes, licencie ses employés par milliers.

Une productivité médiocre

Au cœur des entreprises, handicaps par une productivité médiocre, les investissements en recherche et développement stagnent alors qu'ils explosent chez les concurrents allemands et japonais. L'insuffisance de la formation du personnel se fait cruellement sentir, y compris parmi les cadres.

Pour gérer au mieux cet héritage plutôt déprimant, M. Bush s'en tient, au niveau des grands chapitres macroéconomiques, à quelques idées simples : ne pas casser la croissance, synonyme d'emplois, éviter de se polariser sur l'inflation, qui, il est vrai, a augmenté ces derniers mois, et s'efforcer de réduire - à défaut de les supprimer - les déficits budgétaires et commerciaux, objet de longues passes d'armes avec le Congrès.

Sur le premier point - la croissance - en dépit des profondes déchirures du tissu économique par endroits, les dernières statistiques confortent l'optimisme des chefs de la Maison Blanche. « Les chiffres du premier trimestre 1990 sont meilleurs que ceux de la fin de l'année dernière », reconnaît un conjoncturiste indépendant. « On enregistre actuellement une sorte de croissance stable qui se situe autour de 1,5 % à 2 % en rythme annuel tandis que l'emploi se maintient, en dépit de la dégradation constatée en mars ».

A plus long terme - une notion peu fréquente aux Etats-Unis - le Bureau of Federal Statistics escompte un taux de 2,3 % par an en volume pour la période 1988-2000 (contre 3 % de 1976 à 1988), croissance qui devrait permettre d'équilibrer le budget fédéral et d'éliminer le déficit commercial à l'aube du vingt et unième siècle.

Ce scénario pourrait toutefois être remis en question si les taux d'intérêt devaient continuer à rester aussi élevés qu'ils le sont actuellement. Régulièrement titillé sur ce point, le banquier fédéral de réserve tient bon (lire aussi l'entretien avec M. Christian de Boissieu, ci-contre).

Et, bien sûr, l'administration Bush ne lui en tient pas trop rigueur. Attitude qui contraste singulièrement avec la guerre froide que se livraient Ronald Reagan et l'ancien patron de la Fed, M. Paul Volcker, lequel, durant son mandat (de 1979 à 1987) a dû rencontrer trois ou quatre fois tout au plus, en privé, le chef de l'Etat. Son successeur, M. Alan Greenspan, nommé par le président Reagan, a su établir avec M. George Bush et avec son secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, un dialogue fructueux. A tel point que M. David Mulford, sous-secrétaire au Trésor, s'est fait discrètement tancer pour avoir critiqué trop ouvertement les réserves de la Fed à assouplir sa politique monétaire.

Les mêmes principes de concertation n'excluent pas la fermeté sur les grandes lignes ont prévalu durant les longues semaines de négociations menées avec le Japon pour ouvrir ce pays aux produits américains afin de comprimer un déficit commercial qui, fin 1989, atteignait encore 49 milliards de dollars, représentant pratiquement la moitié du déficit commercial total américain. Certes,

l'abécès est loin d'être vidé entre les deux pays, et de nombreux parlementaires réclament encore d'en découdre avec ces « partenaires » japonais qui, dans leur esprit, ont maintenant pris la place d'un autre ennemi, idéologique celui-ci (l'Union soviétique), depuis que l'administration Bush a décidé de ne pas mentionner Tokyo sur la liste des capitales accusées de pratiques commerciales déloyales à l'égard des Etats-Unis, la fameuse « Super 301 ».

Pour parvenir à ce résultat, M. George Bush a dû notamment lutter contre l'opposition d'une bonne partie du Sénat. Mais c'est sans doute au sein de son propre entourage qu'il a dû pratiquer une persévérance à la mode de Washington quand on se remémore les propos bellicistes sur le Japon (ou sur l'Europe) tenus récemment par sa représentante spéciale pour les affaires commerciales, M^{me} Carla Hills, face à l'attitude plus conciliante du secrétaire au commerce, M. Robert Mosbacher.

« Sans conditions préalables »

Ce n'était là qu'un escamotage à côté de la longue bataille autour politique qu'économique que le président devra livrer pour faire accepter cette autre évidence : le scandale des caisses d'épargne va dangereusement aggraver l'administration doit se résoudre à relever les impôts afin d'accroître les recettes fiscales, seul moyen pour l'Etat d'assurer plus sagement le financement de ses besoins budgétaires. Depuis des mois, tant au sein du Parti démocrate que dans les rangs des républicains, des voix se faisaient entendre en faveur de la réalité des chiffres. En mars dernier, M. Dan Rostenkowski, le président de la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants, avait soumis à la Maison Blanche un programme de réduction des dépenses fédérales avec, pour autre volet, plus de 30 milliards de dollars de hausse des impôts l'année prochaine. Le président Bush s'était déclaré intéressé. Son directeur du budget, M. Richard Darman, avait estimé que ce plan était « sérieux », ajoutant qu'il formulait cependant d'importantes réserves sur son orientation générale.

Bougon comme à l'accoutumée. « Dan » avait vertement répliqué : « Très bien, essayez de proposer autre chose de mieux... » Pendant ce temps, un sénateur républicain, cette fois, M. Bob Dole, allait jusqu'à proposer de relever le prix de l'essence commerciale, objet de longues passes d'armes avec le Congrès. Etats-Unis d'est un peu comme mettre le feu à la poudrière étendue. L'idée faisait son chemin, toutefois, et le 6 mai, la Maison Blanche annonçait - du bout des lèvres, simple tactique politique - qu'elle était prête à discuter avec le Congrès des moyens de réduire le déficit budgétaire. « Sans conditions préalables », sous forme d'une discussion ouverte qui pourrait englober, pour quel pas, un éventuel relèvement des impôts. Il n'y a pas si longtemps, lorsqu'on lui posait la question, en dépit des engagements répétés à l'envi lors de sa campagne électorale, M. George Bush avait coutume de répondre : « Regardez mes lèvres, elles disent : pas de négociation des impôts ! ». Seuls les anciens présidents ne changent pas d'avis.

SERGE MARTI

ÉTRANGER

Un entretien avec le professeur Christian de Boissieu

La Réserve fédérale serait favorable à une augmentation des taux d'intérêt

Le changement d'attitude du président George Bush, qui a accepté d'envisager une hausse des impôts pour combler le déficit du budget fédéral américain, serait-il annonciateur d'une détente durable des taux d'intérêt ? Ce n'est pas l'avis de l'économiste Christian de Boissieu, bon connaisseur de la Réserve fédérale (la Fed) et qui s'est longuement entretenu, il y a quelques jours, avec ses responsables à Washington.

« Il faudra beaucoup de temps pour que les mesures fiscales soient définies, adoptées, et enfin qu'elles produisent des effets sur l'économie. Dans la phase actuelle de croissance ralentie, il est douteux qu'on puisse aller très loin dans la hausse des impôts », estime ce spécialiste de la politique monétaire américaine, pour qui « celle-ci sera d'autant plus restrictive que la politique budgétaire le sera moins ». Et dans la situation présente il voit surtout des raisons pour une hausse des taux d'intérêt.

Raisons intérieures, tout d'abord. Plus personne, aux Etats-Unis, ne parle de récession, et la plupart des estimations tournent autour de 2 % de croissance économique en 1990. La petite hausse du chômage à 5,4 % en mars après 5,2 % en février n'est pas de nature à remettre en question ce que la plupart des

économistes considèrent comme le plein emploi. En revanche, l'inflation semble avoir atteint un palier plus élevé, autour de 5 %, et les coûts salariaux unitaires augmentent plus rapidement encore. Or « Alan Greenspan, le président de la Fed, est trop conscient de l'importance d'être crédible pour autoriser un dérapage inflationniste », selon M. de Boissieu. Même si la Maison Blanche milite, d'après le magazine Business Week, pour une détente des taux, la Fed, armée de ses propres indicateurs de l'inflation sous-jacente, se tient prête à un relèvement.

Autre raison fondamentale, la persistance du déficit budgétaire. Pour l'exercice 1990, qui s'achève le 30 septembre, il est sur une pente de 160 milliards de dollars, ce qui fait paraître irréalistes les prévisions officielles de l'administration d'un déficit réduit à 91 milliards en 1991. Pour financer ce déficit, il faudra avoir recours à l'emprunt, auprès de deux sources : l'épargne intérieure américaine et les capitaux étrangers, notamment japonais. La remontée du taux d'épargne des ménages américains, avertit M. de Boissieu, pourrait n'être qu'un effet de la hausse des salaires et donc s'accompagner d'une baisse équivalente de l'épargne des entreprises : résultat nul pour le financement intérieur du déficit budgétaire ! Quant à l'épargne japonaise, elle risque de se diver-

sifier avec le nouveau pôle de croissance européen, si bien que les taux américains se devront d'être plus attractifs. Or, précisément, la tendance des taux européens dans les mois qui viennent ne risque guère d'être à la baisse, en particulier en RFA.

Mais la politique monétaire américaine doit désormais tenir compte d'un problème structurel : l'état désastreux du système financier américain, qui ne peut qu'être aggravé par une hausse des taux d'intérêt. D'une part, les défaillances bancaires sont nombreuses (deux cents l'an dernier, une cinquantaine depuis le début de cette année). D'autre part, la crise des caisses d'épargne, les fameux savings and loans, va coûter beaucoup plus cher qu'on ne le pensait. L'an dernier, on estimait le coût global de l'assainissement à 170 milliards de dollars. Aujourd'hui, on parle de 300 milliards de dollars (1 700 milliards de francs) ! La restructuration du secteur coûtera au budget fédéral pour l'exercice en cours 32 milliards de dollars, et 28 pour le prochain, dépenses incompressibles et qui ne sont pas déduites, aux yeux de certains experts, d'effets inflationnistes sur l'économie.

SOPHIE GHERARDI

Une délégation du CNPF à Berlin-Est

La RDA peut devenir pour les industriels français une tête de pont vers l'Est

BERLIN

de notre correspondant

Une délégation du patronat français, conduite par le président du comité RDA du CNPF, M. Raymond Ravelet, a effectué, du 9 au 11 mai, une mission d'information en Allemagne de l'Est pour faire le point des perspectives d'un gouvernement démocratique et la perspective Union économique, monétaire et sociale entre les deux Allemagnes. Reçu par le ministre de l'Economie est-allemand, M. Gerhard Pöhl, chrétien-démocrate, elle a eu des contacts avec des responsables de l'industrie et du commerce est-allemands.

La présence française en RDA est traditionnelle. Sous le régime communiste, la France était le seul pays occidental à disposer d'un centre culturel qui a eu un rayonnement important. Elle était, en 1989, le troisième partenaire de l'Allemagne de l'Est, loin bien sûr derrière la RFA et l'Autriche.

Une vingtaine d'entreprises françaises s'étaient associées à cette visite, dans les secteurs de la chimie, de la mécanique, de l'électricité, du nucléaire, de l'emballage,

de la sidérurgie, de l'automobile, du commerce, du bâtiment et des travaux publics. La plupart d'entre elles se sont positionnées depuis longtemps déjà sur le nouveau marché et les affaires y vont bon train entre Paris et Berlin. Pechiney, représenté par son délégué pour les pays de l'Est, M. Serge Raslovič, est en contact depuis décembre avec le combinat Kosmetik, aujourd'hui en cours de dissolution, pour une prise de participation dans les tubes d'emballage et envisage d'ouvrir des représentations commerciales à Berlin et à Leipzig. Des entreprises plus

petites, comme Roure, dans les produits de beauté, multiplient les efforts pour développer leur présence. Mise à part l'URSS, la RDA est actuellement, selon M. Ravelet, la place la plus intéressante où s'engager, avant la Tchecoslovaquie et la Hongrie.

L'introduction du deutschmark à partir de juillet prochain, l'alignement à terme de la législation est-allemande sur celle de la RFA et de la CEE, la présence d'un nombre croissant de firmes françaises en Allemagne de l'Ouest facilitent considérablement les opérations. Les industriels voient en outre dans la RDA un double intérêt pour leur stratégie d'entreprise. Ce pays pourrait leur permettre de renforcer leur présence dans le futur ensemble allemand et, dans certains cas, de prendre pied dans des secteurs jusqu'à présent très difficiles à pénétrer en RFA. Compte tenu de ses liens très étroits sur le plan industriel et commercial avec l'URSS et les autres pays de l'Est, la RDA pourrait ainsi devenir dans les années à venir une tête de pont privilégiée vers l'Est.

HENRI DE BRESSON



ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DES INDUSTRIES

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE OFFICE NATIONAL DES SUBSTANCES EXPLOSIVES ET ACCESSOIRES DE TIR (O.N.E.X.)

Un avis d'appel à la concurrence internationale est lancé pour la réalisation d'une installation de production de DNT/TNT à usage civil ayant une capacité de 4000 tonnes par an dans la wilaya de AIN-DEFLA.

Les différentes prestations et fournitures consistent :
- KNOW-HOW ;
- Etudes de bases de génie civil ;
- Equipements de production et pièces de rechange ;
- Supervision du montage et des essais ;
- Formation.

Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'O.N.E.X., direction générale, 12, RUE DES TROIS-FRÈRES-BOUADOU, BIR-MOURAD-RAIS, ALGER, contre la remise de deux cents dinars (200,00 DA).

Les soumissions devront être envoyées sous double pli cacheté. Le pli extérieur devra porter la mention « APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE N° 2 P.D.T./90 - A NE PAS OUVRIR ».

La date limite pour la remise des offres est fixée à 60 jours à compter de la date de parution du présent avis au BOMOP.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de 180 jours.

هكذا من الأصل

CREDIT
CAPITALE
vité d

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 7 AU 11 MAI

PARIS

Entracte ?

Encore quatre séances seulement cette semaine avec, cette fois, le chômage du 8 mai pour la célébration de la victoire de 1945. Autant les premières journées du mois avaient été prometteuses, autant ces dernières furent décevantes. C'est presque un euphémisme de le dire, avec l'interrogation que pose ce constat.

Cours, cette semaine avait pourtant bien commencé et, sur la lancée de la dernière flambée de hausse, la Bourse avait, lundi, monté d'une petite marche (+0,82 %). A sa réouverture mercredi, elle tenta bien de redécouvrir (+0,64 %) à l'ouverture, mais dut rapidement renoncer pour finalement se réfugier dans un prudent repli (-0,76 %). Jeudi, le marché donna l'impression de ne pas savoir sur quel pied danser et, durant toute la journée, tourna autour du point d'équilibre pour finir par garder la tête juste hors de l'eau (+0,04 %).

Vendredi, les boursiers et les autres eurent un pincement au cœur. Après un démarrage complètement raté (-0,72 %), les valeurs françaises s'écroulèrent rapidement (-1,1 % vers 11 heures). Heureusement, il s'agissait d'une fausse alerte. L'ordinateur de la Société des Bourses Françaises s'était mélangé les pucés et le calcul de l'indice CAC-40 était entièrement à refaire. En définitive, la baisse

s'avéra beaucoup moins dramatique (-0,60 %). Le bilan hebdomadaire ne s'en révéla pas moins négatif (-0,50 %).

A dire vrai, les spécialistes étaient assez nombreux à se montrer perplexes. Pour commencer, le mois de mai a mauvaise réputation. Il ne s'agit pas de quelques configurations astrales propres, en cette période de l'année, à contrarier le destin du marché. Mai est tout simplement le mois des ponts, donc nécessairement marqué par une baisse d'activité propice au repli. C'est aussi le mois des émissions de toutes sortes, avec l'inévitable détournement de capitaux que le phénomène entraîne. Souvent aussi, en France du moins, les grèves fleurissent en ce milieu de printemps. Bref, mai cumule des handicaps, non seulement à Paris mais sur toutes les grandes places étrangères. A Wall Street, un vieux dicton assure : « In May, go away ». D'où une forme de syndrome à répétition, auquel Paris échappe rarement.

De surcroît, plusieurs facteurs ont influencé ces derniers jours pour infuser sur l'atmosphère et sur l'évolution des cours.

Il y a d'abord eu l'affaire de la motion de censure déposée par l'opposition pour tenter de faire tomber le gouvernement de M. Michel Rocard. La suspense entretenu par les communistes sur le point de savoir si les élus du parti devaient mêler leur voix à celles de la droite ou ne pas participer au vote empoisonné l'atmosphère rue

Vivienne. Beaucoup plus qu'on ne l'imagine. Au point même de créer un climat de défiance à l'égard de l'homme qui, d'après la rumeur, que la stabilité politique en France avait du plomb dans l'ail.

Des craintes sur une reprise de l'inflation ont, d'autre part, percé avec la prévision de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, d'un mauvais indice des prix pour avril (+0,4 %), mais aussi avec les recommandations du président François Mitterrand de réviser les bas salaires. Ces craintes ont été bien réelles car le franc a fléchi vis-à-vis du deutschemark. Le MATIF et le marché obligataire ont accusé un coup de fatigue.

L'évolution des taux d'intérêt

Et puis, n'oublions pas que la semaine a été placée sous le signe de l'expectative, dans l'attente des résultats de l'opération record de refinancement lancée par le Trésor américain et de la publication des prix de gros aux Etats-Unis pour avril, attendu légèrement nerveux depuis l'annonce outre-Atlantique de mauvais chiffres pour l'emploi.

Mais, même moins nombreux qu'à l'accoutumée, les Japonais sont venus soulever une « note » de l'Oni Sem et, à surprise, les prix de gros ont baissé aux Etats-Unis le mois dernier (-0,6 %).

Malheureusement, la Bourse de Paris a, semble-t-il, appris trop tard ces bonnes nouvelles. Alors ces

NEW-YORK

Tout près du plus haut

+3,4 %

Tout au long d'une semaine qui s'est achevée, en fanfare, les boursiers ont eu l'œil rivé sur le marché obligataire, plus exactement sur les bons du Trésor car c'est là qu'allait se dérouler l'actualité.

Toujours à court d'argent, le Trésor allait placer sur le marché 30,5 milliards de dollars en trois vagues successives. La première, de 10 milliards de dollars, était prévue pour mardi, sous forme de bons à trois ans, la seconde le lendemain, à hauteur de 10,5 milliards et sur dix ans.

Quant à la troisième, de 10 milliards de dollars, sur trente ans, elle avait valeur de test. Cette « maturité », pour jargonner à la mode américaine, est généralement prise par les gros investisseurs. Or, au contraire, délaissée quand ces acheteurs estiment que les taux offerts ne leur conviennent pas. Une issue préoccupante quand il s'agit d'investisseurs japonais - qui décident parfois de faire la moue, préférant jouer le différentiel de taux au profit de leur marché national. Cela n'a pas été le cas cette semaine. La première vente aux enchères s'est bien passée auprès de la clientèle américaine, la seconde également, même si elle a fallu pousser un peu les feux - les taux - pour placer tout le papier. Quant à l'adjudication sur trente ans, elle a comblé d'aise les milieux financiers. Non seulement les étrangers - et bien sûr les Nippons - étaient là jeudi, mais ils ont été relayés par des institutionnels aux couleurs nationales. A tel point que le taux d'adjudication s'est établi à 8,84 %, son plus bas niveau depuis près d'un an.

Aussitôt, les spéculations allaient

bien train sur un coup d'arrêt définitif à la tendance baissière des taux aux Etats-Unis, voire à une déflation qui écarterait définitivement toute tentation pour la Réserve fédérale de resserrer la vis, au prétexte que le danger inflationniste demeure. Sur ce chapitre, Wall Street a trouvé un nouveau sujet de satisfaction vendredi en apprenant que l'indice des prix à la production avait baissé de 0,3 % en avril après une diminution de 0,2 % le mois précédent.

La bonne humeur du marché obligataire se propageait aux actions américaines et le Dow Jones des industriels gagnait 63,07 points vendredi en clôture pour s'établir à 2 801,58. Sur la semaine, l'indice a grimpé de 91,22 points, soit 3,4 % et se situe à présent tout près de son plus haut de 2 810,15 atteint le 2 janvier dernier.

de notre correspondant
SERGE MARTI

	Cours 4 mai	Cours 11 mai
Alcoa	62 3/4	64 1/4
ATT	48 3/8	47 1/8
Bocing	73 7/8	74 1/8
Chase Man. Bank	24 1/4	25 1/8
De Post de Rouen (*)	37 5/8	38 5/8
Eastman Kodak	37 3/4	40 5/8
Exxon	48 1/2	47 7/8
Ford	45 7/8	46 1/2
General Electric	45 1/2	47 3/8
General Motors	35 3/8	35 1/2
Goodyear	110 3/4	114 1/8
IBM	68 1/4	67 1/2
ITT	60 1/4	61 3/4
Mobil Oil	56 5/8	56 5/8
Pfizer	53 3/4	54 3/4
Schlumberger	58 1/2	59 7/8
Texas	148 5/8	156 1/2
UAI Corp. (ex-Altag)	19 1/8	20 1/8
Union Carbide	33 7/8	33 3/8
USX	73 3/8	73 1/8
Westinghouse	47 3/4	48
Xerox Corp.	47 3/4	48

Alimentation

	11-5-90	Diff.
Beghin-Say	894	+ 39
Boulogne	3 320	- 39
BSN	862	- 14
Carrefour	3 549	+ 24
Casino	1 558,50	- 4,50
Eurocarché	3 849	+ 9
Guyenne et Gasc.	1 142	- 18
Moët-Hennessy	4 232	- 165
Nestlé	34 100	+1300
Océid (Gle)	777	- 2
Olipar	398	+ 18,10
Perrin-Ricard	1 330	+ 52
Promods	4 230	+ 70
St-Louis-Bouché	1 554	+ 86
Sources Perrier	1 794	+ 9

Banques, assurances sociétés d'investissement

	11-5-90	Diff.
Bail Eq.	330	inch.
Banque (C)	664	+ 22
Cetelem	614	- 19
CCF (I)	250	+ 6
CFI	486	- 14
Changurs	1 165	- 7
CPR	694	- 66
Eurofinance	2 170	inch.
Hélio (La)	522	- 4
Indosuez	846	- 4
Locindus	1 319	- 1
Midi	1 160	- 1
Midland Bank	1 818	- 72
OPF	693	+ 9
Paribas	1 200	+ 2
Prétabail	1 097	+ 2
Schneider	615	- 5
Société générale	478,50	- 4,50
Suez (C) fin.	627	+ 3
UAP	221,20	+ 0,10
UCB (*)	221,20	+ 0,10

(1) Coupon de 3,50 F.

Produits chimiques

	11-5-90	Diff.
Int. Méridien	5 100	- 200
Labo. Bell	2 720	- 80
Roussel-Uclaf	2 260	+ 9
BAF	1 023	+ 3
Bayer	982	+ 12
Hoechst	1 032	+ 12
Imp. Chemie	102,10	+ 0,90
Nord Hydro	173,90	+ 5,80

Filatures, textiles magasins

	11-5-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 650	- 10
BHV	667	+ 5
CPAO	3 250	- 70
Dunant	605	+ 20
DMC	1 760	+ 70
Galeria Lafayette	3 230	+ 28
La Redoute	752	+ 44
Nouvelles Galeries	636	+ 44
Printemps	30,50	- 0,65

Mines, caoutchouc

	11-5-90	Diff.
Géophysique	1 375	- 5,80
Imidal	355	- 4,50
Michelin	211,40	- 1,50
Métaleurop	49,50	+ 0,60
RTZ	2,29	inch.
ZCI	2,29	inch.

Valeurs diverses

	11-5-90	Diff.
Accor	989	- 3
Air France	724	- 190
Ajomar	666	- 9
Bic	723	+ 27
Bis	1 489	- 26
CCIP	2 425	- 85
Club Méditerranée	687	- 13
Ensaio	2 425	- 85
Euro-Dizay	1 396	- 2
Euro-1	51,75	- 2,25
Eurostar	436	- 186
Groupe Citi	859	+ 9
Hachette	1 449	- 110
Havas	1 940	+ 38
Navigation mixte	283,28	- 1,80
Nord-Est	5 420	- 110
Saint-Gobain	1 627	- 16
Senofi	1 627	- 16
Seshaux Chablon	1 940	+ 3
Sika Romagnol	1 940	+ 3

Matériel électrique

	11-5-90	Diff.
CGE	626	+ 17
CSER (ex-Sigant)	393	+ 3
Général des eaux	2 638	- 69
Matra	626	+ 9
Internelec	1 672	- 2
ITT	305	+ 10,50
Legrand	4 400	- 40
Lyonnaise des eaux	783	+ 8
Matra	5 940	+ 90
Medea-Gerin	1 254	+ 12
Montell	1 254	+ 12
PM Labinal	714	+ 3
Radiotechnique	393,90	+ 9
Schneider	1 270	inch.
SEB	673	+ 3
Sextant-Avionique	2 582	- 30
Siemens	1 254	- 3,50
Thomson-CSF	1 254	- 3,50

Bâtiment, travaux publics

	11-5-90	Diff.
Auxil. d'entr.	1 041	+ 15
Bouygues	678	+ 6
Ciments français	1 662	+ 3
Dunet	646	- 7
GTM	1 500	+ 35
Immo. Phénix	103,78	- 3,20
J. Leblond	435,98	- 0,20
Lafarge	590	+ 1
Poliet et Chausson	253,20	- 1,50
SGE-SB	253,20	- 1,50

Mines d'or, diamants

	11-5-90	Diff.
Anglo-American	178,80	+ 9,30
Anglo (I)	469	+ 6
Bur. Gol. M.	92,80	- 5,80
De Beers	135	+ 3
Diaf. Cont.	65,75	+ 0,25
Gencor	16,10	+ 1,10
Harmony	45,30	+ 4,10
Randfontein	32,60	+ 2,70
Saint-Helens	59,50	+ 1,50
Western Deep	207	+ 7,90

(1) Coupon de 4 F.

Pétroles

	11-5-90	Diff.
BP-France	163,10	- 6,90
ELF-Aquitaine	691	- 4
Esso	259,20	- 0,80
Petrofina	1 855	+ 22
Primagaz	830	- 15
Raffinage (Fidel)	422,50	- 1,30
Royal Dutch	511	- 6
Soparap	683	- 17
Total	683	- 17

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 mai 1990

Nombre de contrats : 75 546

	6 mai	7 mai	8 mai	9 mai	10 mai	11 mai
RM	1 698 658			3 135 388	3 045 854	
Comptant	6 582 892			8 640 276	6 508 596	
R. et obl.	158 962			236 113	222 049	
Actions				12 011 777	9 776 499	
Total	8 440 512					

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	7 mai	8 mai	9 mai	10 mai	11 mai
RM	1 698 658			3 135 388	3 045 854
Comptant	6 582 892			8 640 276	6 508 596
R. et obl.	158 962			236 113	222 049
Actions				12 011 777	9 776 499
Total	8 440 512				

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

	103,3	102,7	102,6
Françaises	93,1	92,4	93
Etrangères			

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981)

	557,6	559,8	554,8	554,6
Indice gén.				
(base 1000, 31 décembre 1987)				
Indice CAC 40	2 119,83	2 103,69	2 104,56	2 091,85

Métallurgie construction mécanique

	11-5-90	Diff.
Alpi	576	- 9
Avions Dassault-B	926	inch.
De Dietrich	1 520	+ 60
Facom	1 950	+ 93
Fives-Lille	443,10	- 6,80
Marine Wende	610	+ 2
Peugeot SA	878	- 15
Sagem	1 440	- 20
Stratford	1 260	- 13
Valco	406	- 7,50
Valloire	406	- 7,50

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hauss.	Valeurs	Baiss.
Primagaz (Act.)	+ 8,4	MIN Pro Ind.	- 8,7
Repa (Act.)	+ 8,0	Oréal	- 8,7
Elco & Dumail	+ 6,0	Ind. Métrier	- 4,7
SOVAC	+ 4,6	BP France	- 4,6
UFB Local	+ 4,3	UFB	- 4,2
Peugeot SA	+ 4,2	Buchet	- 4,2
Or. Ind. CF	+ 4,2	GFP	- 3,7
Saint-Gobain	+ 4,2	Sis Remont	- 3,7
Repa (Act.)	+ 4,0	Immo. Phénix	- 3,7
Bouygues	+ 3,8	Firmag	- 3,7
Ballon	+ 3,6	Primagaz	- 3,5
CESE	+ 3,4	Pré-Siemens	- 3,1
SNCF	+ 3,2	J. Leblond	- 3,0
Fives Lille	+ 3,1	SAT	- 2,8

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (7)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
R.N.P. CI	460 095	669 608 156
C.G.E.	675 091	422 054 255
Enx (Gén. des)	143 498	384 351 405
B.S.N.	426 471	363 134 610
Saint-Gobain	588 617	356 022 940
Lafarge Con.	368 131	327 584 157
LYMILH	70 515	324 063 084
ELF-Aquitaine	440 748	302 455 588
Suez Finance	530 858	255 244 568
St-Gobain A.P.	396 842	244 547 718
Source Perrier	126 480	224 396 809
Accor	202 860	200 718 039
Thomson-CSF	1 497 181	199 647 025

(7) Du vendredi 4 mai 1990 au jeudi 10 mai 1990 inclus.

MARCHE LIBRE DE L'OR

	Cours 4-5-90	Cours 11-5-90
Or fin (à la base)	87 000	86 700
Or fin (à la base)	87 000	86 800
Pfizer (20 F.)	406	404
Pfizer (20 F.)	406	404
Pfizer (20 F.)	406	404
Pfizer (20 F.)	406	404
Pfizer (20 F.)	406	404
Pfizer (20 F.)	406	404
Pfizer (20 F.)	406	404
Pfizer (20 F.)	406	404
Pfizer (20 F.)	406	404

TOKYO

Regain d'optimisme

+4,4 %

La semaine s'est achevée dans l'optimisme retrouvé au Kabucho-To. Commencant lundi 7 mai à 130 173, l'indice Nikkei a terminé vendredi à 131 512, une progression de 4,4 % en cinq jours. « La confiance est revenue et sans doute plus que ne le montre l'indice », estime ainsi M. John Courtney de W. I. Carr (Indosuez). A l'origine de ce nouvel état d'esprit, la remontée du yen face au billet vert, « une remontée fantastique qui a contredit les inquiétudes de certains ». Le dollar est tombé à Tokyo, de 158,30 yens à 153,60.

Deux catégories d'actions ont particulièrement profité de ce regain de confiance : les valeurs « pures » par les grandes maisons de titres japonaises comme Nomura (Nippon Mining, Isuzu, Nippon Kokan, Sanyo Electric, Osaka Gas, Mitsui Electric...) et plus généralement celles orientées vers le marché japonais (chantiers navals, équipements électriques, fabricant de structures métalliques...).

Plusieurs bonnes nouvelles ont contribué au soutien de l'activité boursière. L'annonce d'une réduction des commissions sur les transactions prises par les maisons de titres a été favorablement accueillie. Cette application qui devrait entrer en vigueur le mois prochain, va permettre une réduction du coût des opérations boursières.

et normalement attirer davantage les petits porteurs sur le marché.

Les intentions américaines d'assouplir les règles du Cocon qui entravent encore les ventes à l'étranger de matériels sensibles (télécommunications, électronique...) ainsi que l'annonce d'un nouveau plan de gouvernement japonais en matière d'investissement ont poussé à la hausse les actions des sociétés engagées dans ces activités, comme Daiichi.

Symbole de ce regain de confiance à Tokyo, les volumes sont en sensible reprise. Sans revenir au niveau des périodes euphoriques, ils ont décollé des 300 à 400 millions de titres échangés par séance, où ils se situaient il y a encore quelques semaines pour tourner autour de 700 millions. De quoi confirmer l'optimisme de la majorité des intervenants : ils sont désormais convaincus que le temps des mini-crachs successifs est terminé.

de notre correspondant
BRUNO BRULU

	Cours 2 mai	Cours 11 mai
Akai	1 000	1 000
Bridgestone	1 440	1 400
Canon	1 740	1 700
Fuji Bank	2 700	2 700
Honda Motors	1 780	1 800
Matsushita Electric	2 150	2 200
Mitsubishi Heavy	930	930
Sony Corp.	8 520	8 700
Toyota Motors	2 350	2 400

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une activité clairsemée

L'activité primaire est demeurée clairsemée sur le marché international des capitaux la semaine passée. En l'absence de possibilités d'arbitrage qui leur auraient permis de conclure d'intéressants contrats de swaps, de nombreux emprunteurs de renom ont préféré attendre l'exécution de leur projet. Du coup, la liste des candidats à l'emprunt s'est sensiblement allongée (surtout dans le compartiment du dollar).

En euros francs français, le Crédit lyonnais a montré combien il pouvait être intéressant pour un débiteur de qualité de différer le lancement d'une transaction. La grande banque française s'est présentée, mercredi 9 mai, pour un montant de 1 milliard de francs sur cinq ans en proposant au pied des commissions, un rendement de 10,06 %. Si la transaction avait été lancée une semaine plus tôt, comme il était prévu au départ, il aurait vraisemblablement fallu offrir un rendement supérieur d'au moins 25 centimes pour se conformer aux exigences du marché.

Rémunéré au taux facial de 10 %, l'euro-emprunt du Crédit lyonnais rapportait à son lancement quelque 63 centimes de plus que les obligations du Trésor de même durée. Cette marge, confortable, lui a permis d'amortir le choc qui a frappé l'ensemble des marchés financiers français mercredi, en fonction du climat d'incertitude entretenu par les débats de la motion de censure à l'Assemblée nationale. Vendredi, la marge s'était réduite à 57 centimes.

Le compartiment du franc intéressait vivement de nombreux spécialistes qui continuent d'y voir l'un des domaines les plus prometteurs de l'euro-marché. La façon dont il s'est développé jusqu'à présent a été des plus saines. Ce compartiment a maintenant de bonnes chances d'échapper vraiment à ce qui trop longtemps lui son sort : ne représenter qu'un maigre appendice du marché national des capitaux. Pour cela, il lui faudrait attirer davantage d'emprunteurs étrangers. Sur ce point, il souffre indubitablement de la concurrence du marché de l'écu qui, bien que plus onéreux pour les emprunteurs, lui est souvent préféré en raison des importants efforts de promotion qui sont faits en faveur de la devise européenne.

Que les grands emprunteurs étrangers soient intéressés à lever des fonds en francs, on en a eu une

preuve la semaine passée avec la confirmation d'une importante transaction du royaume du Danemark. Cette opération était jusqu'alors demeurée confidentielle. Maintenant que les modalités en sont dévoilées, elle va probablement contribuer à alimenter le débat en cours sur les placements privés en euros francs.

On sait que les pouvoirs publics n'autorisent le lancement de tels emprunts contrôlés que dans le cadre de transactions subordonnées compliquées destinées à accroître les fonds propres de certaines entreprises. Le montage de ces emprunts subordonnés implique que leur débiteur investisse une partie des fonds recueillis dans un autre emprunt dont l'intérêt ne lui sera versé qu'à l'échéance, avec le remboursement du principal. Dans tous les cas connus, les emprunteurs étaient français. Aussi, jusqu'à présent, ces placements privés n'ont-ils guère retenu l'attention sur le plan international. Mais voir un pays étranger solliciter ce compartiment du marché risque de lui conférer une tout autre dimension.

Un placement privé dans

Nombreux sont ceux qui s'attendent en fait à une complète libéralisation dans le domaine des placements privés en francs qui, à en croire plusieurs eurobanques, pourrait connaître une rapide expansion. Des débiteurs de qualité ne devraient avoir aucune peine à lever des fonds dans des conditions très satisfaisantes. Au Japon, notamment, se trouvent des investisseurs prêts à absorber d'énormes montants de titres en francs.

Les placements privés ont sur les émissions publiques l'avantage d'une incomparable souplesse. Ils peuvent prendre la forme qui convient aux besoins précis d'un investisseur. L'opération que le Trésor de Copenhague a officiellement conclue mardi 8 mai est d'une durée de quinze ans et son montant nominal porte sur 1 milliard de francs. C'est ce montant que le débiteur aura pu consacrer à l'échéance bien qu'il n'ait perçu que 228 millions le 9 mai, date du règlement. La différence constitue la rémunération de la dette. Cela correspond à un rendement annuel d'environ 10,50 %. Le Trésor danois n'a, pour l'instant, pas l'intention de swapper le produit de son emprunt dont s'est occupé la

banque américaine J.P. Morgan. Il n'y a eu qu'un seul investisseur, une société française qui, pour sa part, a émis en parallèle un emprunt subordonné.

Dans le compartiment du deutsche mark, les nouvelles émissions se poursuivent à un rythme soutenu. Les emprunts à taux variables y sont toujours fort bien acceptés. Comme cette partie du marché a été abondamment sollicitée depuis plusieurs mois, on aurait pu redouter une certaine saturation. Elle ne s'est pas produite car de très importants emprunts à taux variables vont être prochainement remboursés par anticipation, libérant des fonds qui ne demandent qu'à se placer dans des instruments comparables. La Belgique a mis à profit la situation en lançant une opération de 400 millions de deutsche marks qu'elle se propose de rembourser à un taux de 0,125 % inférieur au Libor, le taux interbancaire offert sur le marché international. La date de règlement de son emprunt a été fixée au même jour que celle du remboursement d'un emprunt de 1,5 milliard que la Suède avait émis en 1985 et qui coûte très cher au Trésor de Stockholm puisque son taux d'intérêt est de 0,125 % supérieur au Libor.

En dépit de la satisfaction manifestée en Europe à l'égard de la politique d'ouverture menée par le président De Klerk, le marché international des capitaux n'a pas encore accueilli de nouvelles émissions publiques pour le compte de débiteurs sud-africains. Trois emprunts de cette origine viennent à échéance à la fin de ce mois, un en francs suisses lancé il y a quelques années par l'Entreprise nationale des transports de Johannesburg, et deux en deus, l'un à taux variable, l'autre à taux fixe d'électricité. Ces transactions ne seront apparemment pas remplacées.

Cela fait cinq ans qu'il n'y a plus eu d'euro-emprunts sud-africains. Seules de très rares opérations ont vu le jour pour de faibles montants, pour lesquelles un petit nombre de banques internationales se sont, fortivement, cantonnées dans un strict rôle d'intermédiaire. Il faudrait vraisemblablement attendre une décision communautaire sur la levée des sanctions à l'égard de ce pays pour que l'Afrique du Sud retrouve l'accès à l'euro-marché.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Coup de vent sur le franc et le dollar

Un revirement spectaculaire s'est produit, cette semaine, sur les marchés des changes, avec une vive reprise du mark face à un dollar de plus en plus faible, et un franc français qui a perdu en trois jours les gains acquis en deux mois, tandis que le yen se raffermissait sensiblement vis-à-vis de la devise américaine.

Le net redressement du mark s'est produit au lendemain du dernier week-end, à l'annonce d'un accord entre les syndicats et les employeurs de la métallurgie allemande sur l'instauration de la semaine de 35 heures et sur les augmentations de salaires. Très redouté par la Banque fédérale d'Allemagne, qui craignait un dérapage à caractère inflationniste, cet accord, en négociation depuis le début de l'année et même avant, a été conclu selon des modalités qui, à première vue, ont satisfait les marchés et en grande partie apaisé leurs craintes, notamment au sujet d'une éventuelle dévaluation comme celle de 1984, qui avait duré un mois et demi.

La semaine de 35 heures sera instituée en deux étapes, 30 heures à partir du 1^{er} octobre 1993 et 35 heures à partir du 1^{er} octobre 1995. Quant à l'augmentation des salaires en 1990, elle est fixée à 6 %, soit un gain de pouvoir d'achat net d'environ 3 %, alors que les syndicats réclamaient plus de 8 % brut. Un soulagement, donc, qui a immédiatement renforcé le mark : pour les marchés, une partie des hypothèques pesant sur la RFA ont été levées, les autres tenant à l'union monétaire RFA-RDA.

Les esprits chagrins, toutefois, font remarquer qu'une augmentation de 3 % du pouvoir d'achat des travailleurs allemands devra être compensée par un accroissement correspondant de la productivité, ce qui n'est pas évident pour tous les secteurs. En outre, l'accord ne concerne que les métallurgistes de la région du nord, le Bade-Wurtemberg, les autres régions

devant s'en inspirer. Résultat : les cent mille métallos de Bavière vont se mettre en grève la semaine prochaine.

En attendant, l'excédent de la balance commerciale allemande a atteint 13,4 milliards de marks (43 milliards de francs) en mars contre 10,6 milliards (36 milliards de francs) en février. En conséquence, et pour toutes ces raisons, la devise allemande s'est brutalement ressaisie vis-à-vis du dollar, retombant à son plus bas cours depuis vingt-cinq mois, à environ 1,62 DM contre 1,67 DM huit jours auparavant.

Un redressement fragile

Le mark s'est également raffermi vis-à-vis du franc français, qui essuyait un coup de vent soudain, déclenché d'abord par le retour en force de la devise allemande (l'effet de bascule habituel), puis par le suspense sur le vote de la motion de censure de l'opposition à l'Assemblée nationale. A l'extérieur de nos frontières, où le dogme de la stabilité politique en France était solidement ancré, l'affaire a constitué une surprise et une douche froide, même si la censure n'a pas été votée. De plus, M. Pierre Bérégovoy a laissé entendre qu'un léger dérapage des prix (+ 0,4 %) était probable en avril, imputable aux loyers, aux honoraires médicaux et aux services. Dérapage qui porterait à 0,9 % l'écart d'inflation avec l'Allemagne. Du coup, les ventes bénéficiaires des non-résidents se sont multipliées d'autant que l'avance du franc avait été forte précédemment. A la fin avril, la devise française était « vraiment très forte » (Le Monde daté 29-30 avril 1990) vis-à-vis du mark, qui était retombé à son cours pivot de 3,3538 francs, au plus bas depuis octobre 1987.

Vendredi 11 mai, le cours de la devise allemande était remonté à plus de 3,38 francs, comme au début

d'avril dernier. Le renversement de tendance a donc été brutal, ce qui montre tout de même que le redressement de notre monnaie ne laisse pas d'être fragile. Mais les deux données fondamentales de l'économie française restent bonnes. Simplement, il se pourrait que, les prochains mois, les nouvelles puissent être moins favorables, notamment en ce qui concerne le déficit commercial. Dans ce cas, l'enthousiasme des investisseurs étrangers pourrait se trouver temporairement atténué.

Du côté du dollar, la situation se gâte au point d'inquiéter les milieux financiers et les autorités américaines. Déjà, à la fin de la semaine dernière, l'annonce d'une faiblesse inattendue du marché du travail aux Etats-Unis, avec un taux de chômage porté à 5,2 % à 5,4 % et « seulement » 64 000 créations d'emplois contre 384 000 prévues, avait commencé à faire chuter les taux d'intérêt et par là même le dollar.

Vendredi 11 mai, la publication de deux chiffres, à savoir la diminution de 0,6 % des ventes au détail en avril et celle de 0,3 % des prix de gros, alors qu'on attendait des hausses, poussait d'ailleurs à la baisse les taux d'intérêt et affaiblissait encore le dollar contre toutes les monnaies, y compris le yen. A Tokyo, en effet, le cours de la devise américaine, après avoir auparavant glissé de 158 yens à 156 yens, rebondissait brutalement à 153 yens. Ce raffermissement de la monnaie japonaise ne se répercutait que très peu vis-à-vis des monnaies européennes, essentiellement en raison de la baisse du dollar.

F.R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 MAI AU 11 MAI 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.E.	Franc suisse	Franc suisse	Danmark	Finland	Grèce	Irlande
New-York	1,678	—	16,139	16,139	61,312	1,958	54,573	0,833
—	1,678	—	17,821	17,821	61,312	1,958	54,573	0,833
Paris	—	5,610	—	—	136,81	16,310	108,25	0,965
—	—	5,610	—	—	136,81	16,310	108,25	0,965
Zurich	2,172	1,302	25,284	—	85,344	4,119	75,948	1,291
—	2,172	1,302	25,284	—	85,344	4,119	75,948	1,291
Frankfurt	2,785	1,670	28,792	117,17	—	4,822	88,035	1,349
—	2,785	1,670	28,792	117,17	—	4,822	88,035	1,349
Bonnheim	56,783	11,81	6,145	24,268	28,737	—	18,457	2,316
—	56,783	11,81	6,145	24,268	28,737	—	18,457	2,316
Asterdam	3,078	1,276	31,296	11,65	112,35	—	5,488	—
—	3,078	1,276	31,296	11,65	112,35	—	5,488	—
Milan	208,16	122	218,32	84,15	132,46	35,579	69,14	—
—	208,16	122	218,32	84,15	132,46	35,579	69,14	—
Tokyo	257,25	152,18	21,797	108,99	81,887	4,529	83,541	1,174
—	257,25	152,18	21,797	108,99	81,887	4,529	83,541	1,174

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 11 mai, 3,6009 F contre 3,5378 F le vendredi 4 mai.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Bonne brise d'Est et d'Ouest

Cette semaine, les taux d'intérêt ont baissé à l'Est comme à l'Ouest. Au centre, c'est à dire à Paris, il en a été de même au départ, mais le recul du franc a jeté un froid en fin de semaine et le bilan est moins satisfaisant.

A l'Est d'abord : l'annonce, à la fin de la semaine dernière, de la signature d'un accord sur les 35 heures hebdomadaires en Allemagne, dans des conditions jugées acceptables par les milieux financiers, c'est à dire ne comportant pas trop de risques inflationnistes, a provoqué immédiatement un viré des taux d'intérêt à long terme. Le rendement des emprunts d'Etat à dix ans (les bunds) retombait de 8,80 % à 8,50 %, puis à 8,45 %. A Francfort, le soulèvement des opérateurs était visible, dans la mesure où cet accord risquait, dans l'immédiat, d'éloigner la possibilité d'un relèvement des taux directeurs de la Bundesbank, que certains, néanmoins, jugent inévitable d'ici le début 1991, pour un point ou un point et demi, en fonction de la situation.

A New-York, la publication, à la fin de la semaine dernière, de chiffres traduisant une hausse du chômage avait déjà détendu les taux d'intérêt à long terme, le rendement des emprunts du Trésor à trente ans revenant de 9,04 % à 8,83 %. Vendredi 11 mai, l'annonce d'une baisse des ventes au détail et des prix de gros accentuait encore cette détente, le rendement du trente ans passant de 8,83 % à 8,70 % et même moins.

Cette baisse des taux a été facilitée par le succès des adjudications trimestrielles du Trésor américain, d'un montant record de 30,5 milliards de dollars (168 milliards de francs), en dépit des craintes que

ces adjudications suscitaient depuis une quinzaine de jours, tout le monde redoutant une abstention partielle des investisseurs japonais. Eh bien, les Nippons étaient là, puisqu'ils ont souscrit 30 % environ des dix milliards de dollars d'emprunt à trente ans, au taux de 8,84 %, au lieu des 9 % prévus auparavant : de quoi rassurer les milieux new-yorkais.

En France, les taux à long terme ont commencé par suivre les taux allemands dans leur baisse, le rendement de l'OAT à dix ans glissant de 9,70 % à 9,45 %. Toutefois, l'écart entre les rendements allemands et français, qui était revenu à 0,8 point, est repassé au-dessus d'un point comme s'il s'agissait sur l'écart d'inflation entre les deux pays.

Les Sicav à 1000 milliards

Par ailleurs les cours du Matif, qui, à la fin de la semaine dernière, avaient bondi de 101,80 à 103, puis à 103,80 au début de cette semaine, sont retombés aux environs de 103 en raison du recul du franc. A la veille du week-end, les opérateurs se montraient pessimistes, tablant sur un nouveau repli des cours d'environ un point. « L'alerte est finie », estiment certains. Cela paraît probable du moins dans l'immédiat. C'est aussi l'opinion du Wall-Street Journal, pour qui le marché obligataire français, « marché de l'année », est victime de son propre succès et devrait connaître une pause.

Sur le marché primaire à l'émission, l'assombrissement du climat intérieur français s'est fait sentir. Les deux emprunteurs qui se sont présentés, la Caisse autonome de

refinancement (CAR), organisme dont les opérations permettent à la Caisse des dépôts de mettre sur le marché ses créances sur les HLM, donc d'alléger son bilan, et la Caisse d'équipement des PME (CEPME), ont reçu un accueil tout à fait mitigé, dans une atmosphère plutôt fraîche. La CAR levait un milliard de francs à 9 1/2 % nominal, et 9,86 % réel, plus une tranche de cinq cents millions de francs à 9,57 %, avec six mois de coupons courus, le tout assez peu goûté des investisseurs, malgré la garantie de l'Etat. La CEPME demandait un milliard de francs à 9,70 % nominal et 9,53 % réel, plus cinq cents millions de francs à 9,54 %, le tout avec coupons courus. Là aussi l'accueil a été très décevant, en dépit de la garantie de l'Etat. La semaine prochaine la RATP devrait se présenter sur le marché.

Sur le front des Sicav à court terme, dit « de trésorerie », la barre des huit cent milliards de francs, légèrement dépassée en mars avec un bond de 28,6 milliards de francs, l'a été encore plus en avril avec une progression de 21,1 milliards de francs, portant l'en-cours de ces produits à près de huit cent cinquante milliards de francs et, sans doute, bientôt, les mille milliards. Comme d'habitude, ce sont les Sicav monétaires, dont les actifs sont placés en instruments financiers (bons du trésor, billets de Trésorerie, certificats de dépôt) qui ont assuré la quasi-intégralité de la progression, avec un bon de 20,1 milliards de francs, ce qui porte leur en-cours à 672,7 milliards de francs.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Or : l'ombre soviétique

Matière première réagissant simplement à l'offre et à la demande, instrument de spéculation ou valeur refuge ? L'or ne sait plus trop quel statut il a. Après un brutal saccé de faiblesse fin mars, le marché du métal jaune est aujourd'hui ferme mais l'once reste plutôt stable, depuis le début du mois de mai, aux alentours de 370 dollars. Au second fixing de Londres, vendredi après-midi, elle cotait ainsi 368,55 dollars. Cette relative stabilité cache néanmoins une grande nervosité illustrée par la forte volatilité des cours lors des séances de cotation.

D'un point de vue général, la remontée des taux d'intérêt, ces derniers mois, a fortement pénalisé l'or. « Avec les niveaux actuels de l'argent, on vend de l'or pour placer des liquidités sur du papier à haut rendement. En revanche, personne ne va emprunter à des taux élevés pour acheter un métal qui ne rapporte plus grand chose », explique un professionnel parisien. Les récentes perfor-

mances des marchés d'actions ont également contribué à cette éclipse, notamment à Paris. Pourtant, si à Tokyo, la Bourse a enregistré une forte chute depuis le début de l'année, le métal fin n'en a pas pour autant profité. Beaucoup d'établissements financiers nippons ont en effet vendu une partie de leur réserve pour équilibrer leurs pertes sur les actions avant la fin de l'année fiscale (31 mars).

Mais ce sont surtout quelques grosses vagues de ventes qui ont déprimé un métal dont les cours étaient remontés à plus de 420 dollars l'once en février dernier.

Une certaine fébrilité

Premier électrochoc, lundi 26 mars : l'once de métal perdait en une séance quelque 23 dollars pour retomber à 370 dollars après des ventes massives du Moyen-Orient et en particulier d'Arabie saoudite. A l'époque, certains observateurs ont parlé d'une vente portant sur 70 tonnes soit l'équivalent de sept jours de transactions mondiales. Les opérateurs s'en sont à peine remis et aujourd'hui, c'est l'ombre de l'URSS, deuxième producteur mondial, qui plane au-dessus du marché.

De fait, le marché de Zurich, où il est de notoriété publique que deux sociétés d'Etat soviétiques travaillent activement, connaît actuellement une certaine fébrilité. Une quarantaine de tonnes d'or soviétique aurait été cédées. Selon certains observateurs, ce métal se présente sous des formes diverses (barres de différentes tailles et dépareillées). Cela veut-il dire que Moscou pousse dans ses stocks pour ne pas toucher à sa production ? « Pas sûr, répond un expert, il peut tout simplement s'agir de qualités et de carats différents ». La stabilité des cours peut également intri-

guer. « Quarante tonnes, ce n'est pas si terrible », remarque un négociant qui souligne également que les

Soviétiques rachètent souvent leur position à un cours inférieur lors de la même séance et empochent ainsi une plus-value sans grand risque. De toute façon, la profession était prévenue. Le 21 mars, l'Institut international de l'or accueillait à Scottsdale, en Arizona, un nouveau membre : l'URSS. Le représentant soviétique a, lors de son discours, été très clair. Son pays a un besoin croissant de devises pour ses importations, notamment agricoles, et n'hésiterait pas à piocher dans ses stocks de métaux précieux pour les financer.

Le dynamisme de la consommation, notamment dans la joaillerie, explique également la relative stabilité de l'or. « Les livraisons soviétiques en Suisse sont très bien absorbées car il ne faut pas oublier que les bijoutiers italiens ne sont pas loin », souligne un trader. La maison de titres américaine Shearson Lehman Hutton confirme d'ailleurs cette tendance en estimant dans son dernier rapport sur l'or que la joaillerie devrait être un des principaux moteurs du marché en 1990.

Les cours de l'or vont-ils pour autant remonter ? Le rapport de Shearson Lehman donne une fourchette de prix de 360 à 440 dollars à 450 dollars l'once pour 1991 en se basant sur une réduction de l'excédent mondial de l'offre sur la demande de fabrication. « Au cours actuels, il y a incontestablement une demande de métal précieux et si le courant vendeur venait à se tarir, la spéculation se tournerait alors vers l'or-papier en tirant les cours », note-on au Comptoir Lyon-Alémand-Louvet. Reste la situation en Afrique du Sud, premier producteur mondial. « Depuis six mois, elle s'est nettement améliorée tant du point de vue politique que social. Le seul danger, c'est que certaines mines ferment pour des raisons de rentabilité », remarque un observateur.

ROBERT RÉGUER

PRODUITS	COURS DU 4-5
Cuivre h. p. (London)	1 538 (- 3) Livres/tonne
Aluminium (London)	1 511 (- 13) Livres/tonne
Nickel (London)	8 900 (+ 100) Dollars/tonne
Silver (Paris)	2 439 (- 109) Francs/once
Café (London)	638 (- 23) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 261 (+ 16) Dollars/tonne
Blé (Chicago)	377 (+ 7) Centesimos
Mais (Chicago)	287 (+ 7) Centesimos
Soy (Chicago)	381,10 (- 3,5) Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

مركز من الأصل

Aux Journées nationales de l'eau

« Si le temps continue à être défavorable il faudra que la solidarité nationale joue son rôle »

déclare M. Michel Rocard

A l'occasion des « Journées nationales de l'eau », organisées à Paris les 10 et 11 mai, plus de mille cinq cents élus de toute la France et de l'Association nationale des élus du littoral, ont passé en revue les problèmes posés par la gestion de l'eau. Ces journées ont été l'occasion pour le premier ministre et quatre membres de son gouvernement (MM. Baylet, Lalonde, Nallet et Sarre) de préciser les orientations du « plan d'action » contre la sécheresse annoncé le 26 avril dernier.

M. Michel Rocard, fidèle à sa politique de concertation, n'a rien sorti de son chapeau devant les maires réunis au Palais des congrès. Il a préféré donner le calendrier des mesures envisagées par le gouvernement pour une réforme du droit de l'eau, qui devrait déboucher sur un projet de loi à soumettre au Parlement « au printemps 1991 ».

Dans l'immédiat, cependant, plusieurs décisions ont déjà été prises pour pallier les effets de la sécheresse au cours des prochains mois. Une première tranche de crédits du Fonds national de développement des adductions d'eau (financé par le PMU et une taxe de 9,5 centimes au mètre cube) a été débloquée pour financer des travaux d'urgence, comme les forages, l'interconnexion des réseaux ou les prises d'eau en rivière.

Les préfets ont d'autre part reçu instruction pour constituer des cellules de crise et préparer, en cas de besoin, des restrictions aux usages non indispensables de l'eau. « Nos voitures seront sales cet été », a prévenu



M. Rocard, mais on s'en fera. Le premier ministre va d'autre part signer, mercredi 16 mai, une convention avec le président d'EDF fixant les règles d'une contribution de l'entreprise nationale à l'approvisionnement en eau des usagers prioritaires. « Ce sera une véritable révolution culturelle pour EDF », a souligné M. Rocard, car, dans certains cas, l'eau des réserves d'EDF sera gérée en fonction des besoins prioritaires des collectivités situées à l'aval des barrages, et non pas en fonction des exigences de la production d'énergie. Le projet de loi sur l'eau, qui devrait être éposé avant la fin de l'année, prévoit plusieurs dispositions nouvelles. Un « schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux » permettra de planifier la ressource en eau à court, moyen et long terme. D'autre part, les autorisations de prélèvement ne seront données que moyennant l'indication précise des volumes à prélever, qu'il s'agisse des prises d'eau à la rivière ou de pompages dans la nappe. Actuellement, les prélèvements dans la nappe phréatique ne font pratiquement l'objet d'aucun contrôle.

S'agissant de la qualité de l'eau, et donc des pollutions, M. Rocard laisse prévoir « de nouvelles dispositions relatives à la fiscalité et aux redevances ». Les agences financières de bassin, chargées de taxer les pollueurs et de redistribuer les fonds

pour l'épuration, « verront leurs missions étendues », ce qui laisse entendre que de nouvelles catégories de pollueurs (comme les agriculteurs) pourraient être amenées à leur tour à cotiser.

« Si le temps continue à être aussi défavorable », a ajouté M. Rocard, il faudra que la solidarité nationale joue son rôle. Un rappel de l'engagement pris le mois dernier dans le Sud-Ouest par le président de la République.

« La Loire doit rester vivante et libre »

Le premier ministre, à l'inverse des élus qui ont curieusement évité le sujet, a longuement insisté sur le dossier de la Loire, dont il avait bloqué le programme d'aménagement conçu par les élus. « La Loire, a-t-il dit, doit rester un fleuve vivant et libre, joyau du patrimoine naturel français et européen, dont seuls les excès seront supprimés. » Une nouvelle charte, dont « la rédaction est fort avancée », sera conclue entre l'Etat et l'EPALA (Etablissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents).

M. Rocard a précisé que « deux projets de barrage » vraisemblablement Sotte-de-la-Fare (Haute-Loire) et Chamonard (Cher) — font l'objet d'une concertation supplémentaire qui ne néglige aucune solution alternative », ce qui laisse ouvert l'éventail des ouvrages à construire — ou à ne pas construire. Mais, a prévenu le chef du gouvernement, « les décisions qui doivent être prises le seront ». Il n'y aura pas de deuxième « gel » du programme EPALA.

ROGER CANS

Après son entretien avec le président de la République

M. Blondel (FO) réclame des négociations par branches sur les bas salaires

M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, s'est prononcé vendredi 11 mai, en faveur de l'ouverture de négociations de branches consacrées à l'évolution des bas et moyens salaires. M. Blondel, qui venait de s'entretenir avec le président de la République s'est félicité que ce dernier ait « amorcé le débat » en proposant, la veille, que s'engagent de telles discussions en recevant M. François Périgot, président du CNPF (Le Monde du 12 mai).

« Le chef de l'Etat nous est d'un bon secours en affirmant que c'est une nécessité pour réduire les inégalités », a-t-il ajouté. Le secrétaire général de FO a néanmoins répété qu'il souhaite qu'un « coup de

pouce » soit donné au SMIG sans pour autant préciser davantage sa revendication. Il a estimé que, si des négociations de branche « donnent des résultats », il ne sera « peut-être pas nécessaire de revaloriser le SMIG avec autant d'importance ».

Néanmoins, on voit mal comment de telles négociations pourraient aboutir avant le 1^{er} juillet, date à laquelle interviendra la prochaine revalorisation du SMIG. M. Blondel a enfin souligné que le gouvernement prenne rapidement une décision concernant le maintien ou non d'élections pour désigner les administrateurs de la Sécurité sociale.

Le numéro un pourrait être démis de ses fonctions

Grave crise à la tête du groupe néerlandais Philips

AMSTERDAM
de notre correspondant

Les plus hauts dirigeants de Philips ont tenu vendredi 11 mai une réunion de crise qui s'est prolongée une partie de la nuit. On s'attend que des têtes tombent au sommet de la multinationale néerlandaise, dont celle de l'actuel numéro un exécutif, M. Cor van der Klugt.

Cette réunion inattendue est la conséquence directe de la profonde dégradation de l'image de Philips et de la perte de confiance des investisseurs à la suite de la publication, le 3 mai, des mauvais résultats du premier trimestre 1990. Par rapport à la même période de 1989 le bénéfice net provenant de l'exploitation normale de l'entreprise a fait une chute vertigineuse, passant de quelque 670 millions de francs

à 18 millions de francs. L'action Philips a perdu 30 % de sa valeur au cours des dernières semaines.

Les mesures arrêtées pour rétablir la situation seront annoncées la semaine prochaine. Elles porteront sans doute sur les activités de Philips dans le secteur informatique (systèmes et circuits intégrés), véritable tonneau des Danaïdes. Mais le coup de grâce sera aussi au sommet de l'entreprise, seul échelon hiérarchique épargné jusqu'à présent par le dégraisage entrecroisé des dernières années par M. Van der Klugt. La mise à la retraite anticipée de ce dernier ferait une boucle, de même qu'elle indiquerait la gravité de la crise que traverse la multinationale d'Eindhoven.

CHRISTIAN CHARTIER

L'ESSENTIEL

DATES

Il y cinquante ans, le bombardement de Rotterdam..... 2

ÉTRANGER

La réforme de l'économie soviétique

Pas de thérapie de choc pour éviter les traumatismes sociaux..... 3

L'Assemblée de l'Atlantique nord

M. Mitterrand : « l'appartenance à l'OTAN est la destination naturelle de l'Allemagne unie »..... 4

Jean-Paul II

au Mexique
Le pape dénonce la progression des sectes protestantes..... 4

L'Éthiopie aux limites de la famine

La sécheresse sévit à nouveau dans la province du Tigré..... 5

POLITIQUE

Réforme des PTT

Le projet de gouvernement est adopté, en première lecture, par l'Assemblée nationale..... 6

Saisine directe du Conseil constitutionnel

Le Sénat étudie la réforme..... 6

Livres politiques

La chronique d'André Laurens..... 6

SOCIÉTÉ

Le procès du meurtrier d'un jeune Guadeloupéen

Acquittement d'un gendarme à la Cour d'assises de Paris..... 9

Un Américain sur Mars

« Atterrissage » prévu pour 2019, promet M. Bush..... 9

CULTURE

Le 43^e Festival de Cannes

Avec *Cœur noir*, chasseur blanc, Clint Eastwood confirme ses talents de metteur en scène. Monica Vitti présente son premier film de réalisation..... 10

Hommage à Louis Marcorelles

Après la disparition de notre collaborateur, le témoignage de deux cinéastes britanniques..... 10

ÉCONOMIE

Une délégation du CNPF à Berlin-Est

..... 13

Revue des valeurs

..... 14

Crédits, changes et grands marchés

..... 15

Services

L'abondance de l'actualité nous contraint de reporter la page « Chronologie ». Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Abonnements..... 2

Carnet..... 12

Météorologie..... 12

Mots croisés..... 9

Radio-Télévision..... 12

Spectacles..... 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 mai 1990 a été tiré à 537 844 exemplaires.

Un mètre cube plus cher

Les maires, qui ont la responsabilité de l'approvisionnement en eau potable de leur commune, ont tous plaidé pour une augmentation du prix du mètre cube. « Notre eau nous revient à 10 F le mètre cube parce nous sommes obligés d'aller la chercher à plus de 300 mètres dans une rivière souterraine », explique Jean Faure, sénateur et maire d'Autrans (Isère). Mais le blocage des prix nous a obligés à la vendre 4 F, aux dépens des contribuables et non des usagers qui, l'été, sont très nombreux dans le Vercors !

Mais « le prix de l'eau est désormais libre », a rappelé Michel Rocard. Rien ne s'oppose donc plus à des augmentations conformes à la vérité des prix.

Actuellement, le prix moyen s'établit à environ 8 F le mètre cube. « Mille litres d'eau valent un litre de supercarburant », a observé un participant. De l'avis général, le prix de l'eau au robinet devrait doubler dans les prochaines années si l'on veut que la ressource soit garantie en qualité et en quantité. La pénurie due à la sécheresse devrait aider à le faire accepter.

R. C.

Un Bruegel retrouvé

Huit ans après sa disparition, une exceptionnelle grisaille de Bruegel l'Ancien, *Le Christ et la Femme adultère*, qui avait été dérobée en 1982 à la galerie Courtauld, à Londres, a été retrouvée dans le Kent par les services de Scotland Yard. L'œuvre, estimée aujourd'hui entre 2 et 3 millions de livres (20 à 30 millions de francs), avait été décrochée des cimaises en plein jour par deux cambrioleurs que les gardiens n'avaient pu rattrapper. Celle-ci n'a pas souffert de ses aventures et pourra à nouveau figurer dans les collections du Courtauld Institute dès le 15 juin, date de l'inauguration des nouvelles salles aménagées à Somerset House.

EN BREF

□ M. Waechter : « J'aurais voté la censure ». — M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, a déclaré, jeudi 10 mai, qu'il aurait voté s'il avait été député, la « censure du gouvernement blanchiste », mais, aussi, celle de l'hypocrisie d'une opposition en quête d'une image vertueuse à bon compte. « La Politique doit rimer avec éthique », a-t-il ajouté.

□ Siemens devient le principal actionnaire de Linotype. — Le géant ouest allemand Siemens, le groupe de Karl Heinz Kaske, va devenir l'actionnaire principal de la société Linotype, premier fabricant mondial de matériel de photocomposition, avec un tiers de son capital. Selon les communiqués publiés par les deux sociétés vendredi 11 mai, ce rapprochement s'effectuera par apport à Linotype de Hell GmbH, la filiale de Siemens spécialisée dans le matériel de traitement des images pour l'industrie graphique. En retour, Siemens devrait recevoir des actions Linotype lors d'une augmentation de capital qui lui sera réservée. Le rapprochement reste toutefois soumis au feu vert de l'Office allemand des cartes. L'ensemble Hell-Linotype devrait peser environ 5 milliards de francs (1,4 milliard de marks) en chiffre d'affaires.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

De l'administration au privé

Un haut fonctionnaire chargé des ventes d'armes entre chez Dassault pour vendre des avions

M. Bernard Retat, qui, depuis 1987, était chargé des relations internationales (exportations et coopération) auprès de M. Yves Sibard, délégué général pour l'armement, entre, à compter du 14 mai prochain, chez Dassault pour occuper les fonctions de directeur général des affaires internationales. Cette nomination

intervient après le départ de M. Eric Desmaret de son poste de directeur des affaires internationales et de conseiller diplomatique de M. Serge Dassault. Diplomate de carrière et directeur du cabinet de M. Jean-Bernard Raimond, le ministre des affaires étrangères du gouvernement de M. Jacques Chirac de 1986 à 1988, M. Desmaret réintègre le Quai d'Orsay.

Ce changement de responsable est le résultat d'une nouvelle organisation commerciale du groupe Dassault. En effet, le vice-président de ce groupe, M. Hugues de l'Estroile, lui-même ancien directeur des affaires internationales à la délégation générale pour l'armement entre 1970 et 1974, et, depuis 1977, chargé des relations internationales chez Dassault, a demandé à quitter ses fonctions actuelles. Il reste au comité de direction du groupe mais laisse la responsabilité plus opérationnelle à M. Retat.

Un décret du ministre de la défense, examiné en conseil des ministres, devrait prochainement mettre fin aux fonctions à la délégation générale pour l'armement de M. Retat, qui s'occupe notamment des ventes d'armes, à des titres divers, depuis une dizaine d'années et qui, depuis quelques mois, avait fait savoir à M. Jean-Pierre Chevènement qu'il souhaitait les abandonner.

Au ministère de la défense, on considère qu'il n'y a aucune raison de s'opposer à ce départ d'un haut fonctionnaire : M. Retat est, en effet, ingénieur général de l'armement. Le passage dans le secteur privé du délégué aux relations internationales pour l'armement peut poser un problème de droit.

Un article du code pénal (l'article 175-1) puni d'une amende et d'une peine d'emprisonnement tout agent de l'Etat qui n'attend pas au moins cinq ans — après son départ de l'administration — avant d'entrer dans une entreprise privée qu'il aura eu, durant ses fonctions publiques, à surveiller, à contrôler, ou avec laquelle il aura eu à passer un marché ou un contrat de toute nature, voire à exprimer un simple avis. M. Retat, en raison de ses responsabilités, notamment participées à des discussions sur des exportations de Mirage. Au ministère de la défense, on déclare avoir examiné le cas de M. Retat et jugé qu'il ne relevait pas de cet article.

11